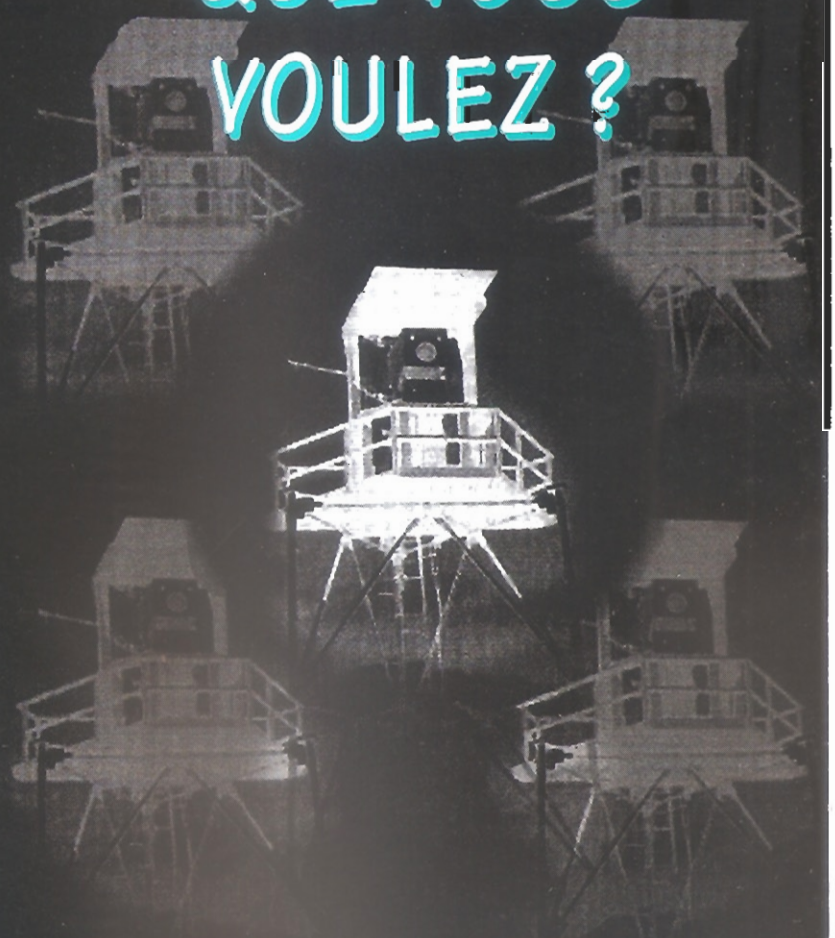
REFLEX AC

TRIMESTRIEL • 20 FRANCS • AVRIL 1994 n°42

AFRIQUE DU SUD
PÉRIL BRUN EN TERRE NOIRE

GTDE
ALI LE PEN ET LES 40 VOLEURS

EST-CE L'EUROPE QUE VOUS VOULEZ ?



SÉCURITÉ
QUAND TU NOUS TIENS !

étranger
BOSNIE, RUSSIE, ALLEMAGNE

qu'est-ce que REFLEX

REFLEX est une association qui a pour objectif de lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes. Dans ce cadre, nous élargissons nos activités à toutes les mesures de répression prises par l' État français : prison, discrimination vis-à-vis des populations étrangères, contre les peuples en lutte (basque, corse, kanak, etc.). Notre lutte n'est pas simplement hexagonale et nous accordons une grande place à l' Europe.

Notre choix de combattre sur ces terrains ne signifie pas que nous nous désintéressons des autres questions qui se posent dans notre société : Tiers-monde, environnement social, économique...Mais nous savons que nous ne pouvons répondre et agir sur tous les terrains à la fois. D'autres associations le font. Et nous souhaitons qu'elles se renforcent. A certains moments, des rencontres peuvent s'opérer et entraîner des discussions et des actions communes.

Nous luttons pour la constitution d'un mouvement social reposant sur des collectifs de base auto-organisés dont l'objectif est de reconstruire des espaces autonomes et des contre-pouvoirs. Réoccuper l'espace social, réinvestir le tissu associatif, établir des solidarités, mettre en place des structures alternatives nous semblent des tâches décisives pour élaborer une force qui, au-delà de l'antifascisme, pose les jalons d'une autre société.

Depuis sept ans, nous avons travaillé avec le mouvement culturel alternatif, sans pour autant réduire nos contacts et nos actions à celui-ci. Mais il est vrai que, de par ses modes de fonctionnement, ses idées et ses pratiques, nous étions très proches. Demain, nous continuerons ce travail en l'élargissant.

Notre association ne peut vivre que par ses adhérents. En effet, nous ne bénéficions d'aucune subvention et nous n'en demandons pas. Appartenir à REFLEX, c'est être d'accord avec ses objectifs et participer à la propagation des idées et des actions qui sont contenues dans le journal et dans l'association. C'est agir dans son quotidien, à l'intérieur d'associations, de collectifs, individuellement dans les lieux que nous fréquentons.

C'est participer aux campagnes de solidarité, aux actions, aux manifestations, etc.

C'est participer avec sa personnalité à l'action collective.

REFLEX n'a pas pour objectif de créer autour de lui une identité organisationnelle. C'est dans ce sens que nous travaillons avec les Scalps et avec d'autres groupes d'une façon non-concurrentielle. Pour nous, il s'agit de créer un mouvement qui repose sur l'entraide et la mise en commun de ses forces et de ses outils.

Fonder un groupe REFLEX, c'est donc renforcer son action (en tant qu'association, collectif, individu) par l'outil REFLEX qui existe maintenant depuis sept ans (information, documentation, actions, initiatives, campagnes de solidarité). C'est aussi reprendre les objectifs de l'association et les faire connaître. C'est participer aux initiatives nationales de l'association, en les reprenant dans son coin. C'est avoir du matériel à sa disposition. ■

OURS

REFLEXes est édité par le

réseau REFLEX

directeur de publication

B. Delmotte

dépôt légal à parution

ISSN 0764 - 9339

commission paritaire

68 888

REFLEX

14, rue de Nanteuil

75015 Paris

✆ 42 50 99 43

COUPON D'ABONNEMENT

AU JOURNAL PAGE 39

6 NUMÉROS : 100 FRANCS

ajouter 20 francs pour l'international et les eurochèques

À noter, pour suivre de plus près l'actualité de la vie des groupes appartenant au Réseau national antifasciste, la parution d'un nouveau mensuel, *No Pasaran !*, qui, laissant à *REFLEXes* le soin d'analyses plus précises, essaye de faire circuler l'information pour permettre une mobilisation active sur les luttes en cours et à venir.

Pour tout courrier, écrire à **REFLEX**

NO PASARAN !

edito

EXTREME DROITE

FACS : ILS SONT PARTOUT

PAGE 4

PNFE

D'UN CHATEAU L'AUTRE

PAGE 6

GTDE : LE PEN

PARLE ET MENT EUROPÉEN

PAGE 8

SOS BOSNIA

DERRIERE L'HUMANITAIRE

SE CACHE LA CROIX CELTIQUE

PAGE 11

LIVRET EUROPE

BOSNIE

CONTRE LA PARTITION

LA CONFÉDÉRATION

PAGE 15

SEARCHLIGHT

PAGE 17

AFRIQUE DU SUD

EUGENE VEUT SA TERRE BLANCHE

PAGE 19

Il en va de l'Europe comme du reste des affaires publiques : tout passe et tout lasse. Les prochaines élections européennes vont sans doute illustrer une fois de plus ce vieil adage ; c'est devenu un lieu commun de dénoncer l'absence de vie démocratique au sein de la CEE. Mais il ne faut pas avoir peur de rabâcher lorsque certains thèmes sont en jeu. Non, la CEE n'est pas un espace démocratique car la CEE est un espace économique, construit par et pour le système capitaliste européen (c'est écrit dedans). Qu'un parlement croupion ait été mis en place pour assurer des rentes de situation aux élus illustre parfaitement le cynisme des dirigeants des différents pays composant cette pseudo-communauté. Quel «citoyen européen» est au courant des décisions prises par le Parlement durant l'année écoulée ? Qui sait qu'il a adopté une motion de soutien aux déserteurs de l'ex-Yougoslavie ? Dans un livre récent*, le CETIM (Centre Europe Tiers Monde) dénonçait à propos de l'accord de Schengen «ces dizaines de documents dont même les plus importants sont difficiles à obtenir, élaborés par une petite armée de fonctionnaires policiers et autres». Le secret et la non-transparence sont tout entier mis au service de pouvoirs jouant sur les angoisses d'une population vieillissante, ayant peu d'expériences interculturelles, pour se renforcer et accroître leur monopole de la violence.

En ce qui nous concerne, ces élections seront une excellente occasion de rappeler que la seule Europe qui vaille est une Europe ouverte et solidaire et que pour atteindre cet objectif, nous continuerons à lutter aux côtés de tous les mouvements anti-impérialistes et anti-autoritaires disséminés en Europe, à l'Ouest comme à l'Est.

* *Europe montres patte blanche* CETIM Genève. 481 pages, 140 francs.

RUSSIE

III[e] ROME OU IV[e] REICH ?

PAGE 23

ALLEMAGNE

LA SÉCURITÉ

EN CAMPAGNE ÉLECTORALE

PAGE 25

SECTES

NOUVELLE ACROPOLE

VIEILLES IDOLES

PAGE 31

SÉCURITÉ

SÉCURITÉ

ET ORDRE SOCIAL

PAGE 33

RUBRIQUES

REFLEXION

RENATO CURCIO

À VISAGE DÉCOUVERT

NOTES DE LECTURE

HISTOIRE DE L'ANTISÉMITISME

(1945-1993)

CULTURE

INTERVIEW D'EMMETROP

EXTREME DROITE

ils sont FACS PARTOUT

Après l'étude de l'implantation et le rôle de l'extrême droite et des ultras sur les universités de Lyon III et Paris, analyse qui nous faisait dire que l'on assistait depuis 1968 à une véritable invasion de ces universités et des milieux culturels par les universitaires de l'extrême droite, nous ne pouvions pour autant conclure que cette dernière avait envahi toutes les universités françaises. En effet, qu'en est-il aujourd'hui du reste des universités françaises ? Qui sont ces fachos, déguisés en intellectuels, qui tentent chaque jour davantage d'influencer, de modeler la future élite du pays ? Sont-ils réellement partout ?

L'Institut d'Études politiques d'Aix-en-Provence contient toujours dans ses murs des universitaires tels que Pierre Gourinard ou Christiane Pigacé. Le premier, militant de l'Action française et légitimiste, vient d'avoir 58 ans le 6 février. Maître de conférence, docteur ès lettres et en histoire-géographie, il est aujourd'hui membre du Conseil Scientifique (CS) du FN ainsi que du Comité National de Soutien à J. M. Le Pen (CNS). La deuxième, maître de conférence à l'IEP, née le 25 avril 1945 à Marseille, est quant à elle une militante de la branche la plus révolutionnaire de l'extrême droite puisque militant principalement au GRECE, elle a été également membre jusqu'en 1989 du Club de l'Horloge, déléguée générale de L'Alliance régionaliste provençale, groupe créé en 1989 par Pierre-Louis Causse, démissionnaire du FN et conseiller municipal de Salon-de-Provence. Également membre du CS du FN, elle collabore à sa revue *Identité* tout en aidant *Espace nouveau* contre le FN et en collaborant à *Nationalisme et République*, mouvement animé par Jean-François Touzé, récent démissionnaire du FN. Elle est mariée avec Thierry Mudry et ils organisent ensemble depuis le début de l'année 1993 des convois humanitaires en direction de l'ex-Yougoslavie à travers l'association Secours Ambulancier de France et l'association SOS Bosnia[1]

Aix-Marseille I et III

Plusieurs personnalités d'extrême droite arpentent toujours les couloirs de ces universités qui peuvent s'enorgueillir d'avoir dans leurs murs des lepénistes, des ultras de la droite extrême, des horlogers en contact permanent les uns avec les autres. Ainsi, Pons Armand, professeur à la faculté des sciences, a participé le 3 décembre 1989 à la Convention de l'écologie organisée en Avignon par le FN[2] alors que jusque-là, il se contentait de militer pour ses «aspirations gaullistes», comme peut le faire son collègue, Christian Atias, professeur, qui participait à une table ronde aux Assises de la Désinformation le 14 novembre 1989 sur «Les aspects mal connus de l'étatisme». Pour le Club de l'Horloge, Gérard Bramoulle, professeur et ancien adjoint au maire d'Aix, Jean-Pierre Peretti della Rocca, est un excellent élément ! Il participe au dixième colloque du Club de l'Horloge le 12 octobre 1985 sur le thème «Rompre avec 50 ans de socialisme». Sa communication fut d'ailleurs reproduite dans la revue *Contrepoint*[3]. Il participe au troisième colloque de la cellule lyonnaise du Club de l'Horloge le 22 mars 1986 sur le thème «Le mythe des acquis sociaux» ainsi qu'aux Assises de la Désinformation sur le thème de «L'État et les collectivités locales». Proche de lui, Jacques Garello, professeur et Président de l'Association pour les Libertés Économiques et le Progrès (ALEPS), collabore de manière très étroite avec le Club de l'Horloge. On retiendra notamment ses interventions lors de la cinquième université d'été des horlogers où il a développé la nécessité d'un «combat libéral en France» puis lors du premier colloque de l'A3D[4] le 7 janvier 1989 sur «Liberté et référendum d'initiative populaire» et enfin lors des Assises de la Désinformation sur «Progrès social et étatisme : un exemple d'idées fausses».

Pour les ultras de la droite, on note la présence de Serge Schweitzer ; professeur à l'université Aix-Marseille III, il est principalement militant de l'UNI puisqu'il y publie sa prose : *Unesco et subversion*, mais il est également proche du Club de l'Horloge et présent lors des Assises de la Désinformation[5]. Signalons également quelques égarés tels que André Rousseau et Yvon Claire, respectivement professeur de lettres et maître de conférence de chimie à l'université d'Aix-en-Provence : ils sont tout deux membres du CS du FN et entretiennent sur le terrain des relations de travail avec Schweitzer et Garello entre autres[6].

Angers

Alain Reslob est professeur d'économie politique à l'université d'Angers et maître de conférence à l'IEP de Paris. Auteur de *L'économie de la réussite*, intervenant aux colloques du Club de l'Horloge depuis 1985, il participa activement au colloque sur «Rompre avec 50 ans de socialisme». Alain Néry, professeur à l'université d'Angers et légitimiste, participa à la dernière université d'été des légitimistes[7].

Strasbourg

Pierre Bérard est un ancien chargé de cours à l'université de Besançon, sociologue, croix de guerre, médaille des évadés, ancien secrétaire général de syndicat professionnel, aujourd'hui venu rejoindre la famille qui se réunissait il y a encore quelques temps autour de Georges-François Dreyfus[8] et Julien Freund[9] au sein de l'université de Strasbourg. Mais Bérard a déjà derrière lui un passé de militant d'extrême droite chevronné puisqu'il fait partie du groupe des 40 fondateurs du GRECE, intervient lors de ses colloques, collabore au *Choc du mois* sous le pseudonyme de Pierre Brader, s'oppose au FN en intervenant lors du premier colloque des comités *Espace nouveau* en novembre 1989 et écrit dans le même temps dans le n°4 d'*Identité* (nov-décembre 1989), revue théorique du CS du FN, sous le pseudonyme de Pierre de Meuse et est accessoirement membre du CNS. Cet homme, archétype de la stratégie de l'universitaire néo-droitier, ne devrait plus se promener en toute impunité dans nos universités.

Besançon

Alors que Berard quittait Besançon, Pierre Magnin mettait tout en œuvre pour compenser ce départ. Professeur à l'université de Besançon, ancien recteur d'académie, il est proche du FN tout en participant aux initiatives de la droite universitaire dite classique puisqu'il est par exemple signataire de l'appel pour une réforme du code de la nationalité[10].

Bordeaux

Frédéric Poulon, professeur d'économie à l'université de Bordeaux I et écrivain s'est fait remarquer en étant candidat sur les listes du SNESup et en appelant à voter Mitterrand en 1988 avant de publier dans le numéro hors-série de la revue *Économies et sociétés* d'août 1989 un article consacré à «La France vassale». Raciste, antisémite et révisionniste, cet article était signé Bernard Notin[11] ! Si la presse semble découvrir alors «un infiltré fasciste», elle

oublie qu'en février 1989, il avait déjà collaboré avec ce même Notin à la revue *Nouvelle École*

Lille

L'université de Lille compte plusieurs personnalités de l'extrême droite comme De Viguerie, Chadeau, Martin et Colonge, tous garants de l'honorabilité d'Arnaud Patin, militant de Troisième Voie, impliqué dans le meurtre d'un jeune Lillois. Si le premier, professeur d'histoire moderne, docteur en archéologie et musicologie, ancien doyen d'université, membre du Conseil supérieur des Universités, est membre du CS du FN depuis 1989, ses collègues sont moins connus. Chadeau est professeur d'histoire contemporaine, membre du conseil d'UFR et connu au sein de l'université pour accepter les exposés d'extrême droite et saquer les étudiants qui ont des idées opposées aux siennes. Martin, professeur d'histoire et Colonge, professeur d'allemand, n'étaient jusqu'à présent que très peu connus. Mais cette université compte encore dans ses rangs Yves-Marie Hilaire, professeur de sciences politiques et d'histoire contemporaine, véritable passionné de l'histoire des religions qui serait lié de près à l'Opus Dei. Bertrand Lemmenicier, co-fondateur du Mouvement libertarien et professeur de sciences économiques à Lille II, intervient lors des colloques organisés par le Club de l'Horloge et écrit des livres d'opinions comme *Le marché du mariage et de la famille*.

Montpellier

Plusieurs universitaires d'extrême droite «enseignent» au sein des universités montpelliéraines et notamment plusieurs membres du Conseil scientifique du FN. Jean-Claude Manifacier est professeur à l'université des Sciences et Techniques du Languedoc et écrivain d'ouvrages scientifiques. Cet universitaire, né le 20 janvier 1944, marié, deux enfants, habitant Villa Étoile à Montpellier, est également membre du CNS. Max Cabantous est un spécimen rare puisque ce maître de conférence à l'université Paul Valéry est un ancien militant du SNESup, puis du PS, du MRG, du Parti démocrate français, de l'UNI et finalement du FN dont il est candidat en 1986 dans l'Aveyron[12]. Animateur du CS et délégué régional du FN, il a présenté aux élections régionales de1992 une liste dissidente du FN avec Jean-Pierre Hollender. Georges Ferriere, professeur à la faculté de droit, est membre du CNS lors des européennes de 1984 puis lors des présidentielles de 1988 avant de rentrer au CS. Jean-Pierre Charles, maître de conférence, docteur ès sciences à l'université des Sciences et Techniques du Languedoc vient de rentrer au CS. Remarquons tout de même le départ à la retraite de Norbert Roby, professeur de mathématiques, normalien et docteur ès sciences, membre éminent du CS et du CNS.

Grenoble

Les cours de mathématiques de Jackie Machu à cette université doivent valoir leur pesant d'or puisque ce vieux roublard de l'extrême droite, né le 30 juin 1934, marié, deux enfants, décoré de l'Ordre national du Mérite, est aujourd'hui conseiller régional FN de l'Isère et membre du CNS. Auprès de lui, Hugues Petit ne fait pas office de rejeton malgré son âge (44 ans), puisque ce maître de conférence licencié d'histoire est conseiller régional et municipal FN de l'Isère, membre de la Direction générale, du Comité central, du CNS et du CS du FN[13]. Non loin d'eux, Jacques Sole, professeur d'histoire moderne à l'université de Grenoble II, préfère mener un combat culturel dans l'ombre et milite activement au moins depuis 1984 au sein du GRECE.

Nantes

Si l'université nantaise semble aujourd'hui débarrassée de ces universitaires qui permirent à Rocques de présenter sa thèse révisionniste, on ne peut pas en dire autant de la faculté de Médecine où Gérard Lefranc, professeur délégué régional du FN et membre du CNS, Franck Bouscau, royaliste qui participa à la dernière université d'été des légitimistes et Pierre Michaux, professeur à la faculté de médecine de Rennes et de Nantes, ancien conseiller municipal d'Alger, commandeur de la Légion d'Honneur et membre du FN, continuent tranquillement leur bout de chemin. Peut-être faudrait-il, pour que cela cesse, qu'un «virus mutinerie» enraye la machine !

Clermont-Ferrand

Poitrineau Abel n'est plus aujourd'hui que professeur d'histoire économique honoraire de l'université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand. Ce vieil universitaire, né le 15 mai 1924, marié, deux enfants, continue de militer pour ses idées au sein de l'université. En effet, il est chercheur pour l'UFR d'histoire économique tout en étant conseiller régional et membre du CS du FN.

Rennes

L'université rennaise peut s'enorgueillir d'avoir dans ses murs Christian Guyonvarc'h, l'un de ces «supers militants» de l'extrême droite universitaire. En effet, ce dernier est rentré au Comité de patronage de *Nouvelle École* et a participé aux activités du GRECE en 1979, pour les quitter deux ans plus tard. Puis il a participé à *Sol Invictus* en compagnie de Jean Haudry, Christian Bouchet et Léon Colas, avant de participer à *Artus*, trimestriel de la Nouvelle Droite en compagnie de Guillaume Faye, Régis Boyer et Jean Mabire. Sans pour autant abandonner ses positions néo-fascistes, ce spécialiste des Celtes ne semble plus très proche de la Nouvelle Droite mais plutôt de la droite dite classique. Ce changement d'étiquette est peut-être dû à l'influence de Claude Champaud, collègue de travail de Guyomvarc'h et membre du Club de l'Horloge qui participe régulièrement aux initiatives des universitaires de l'UNI.

Citons encore la présence de François Pitti-Ferrandi, doyen de la faculté de Corte en Corse et membre du CNS ; Martine Bercot, professeur à l'université de Reims, membre du CS du FN et membre fondateur de radio Courtoisie ; Bernard Blavoux, professeur à la faculté de sciences d'Avignon qui organisa notamment la Convention de l'écologie du FN en Avignon en 1989 ; Stéphane Rials, professeur à l'université de Caen, membre de l'UNI ; Michèle Guillaume-Hofnung, maître de conférence à Metz et membre du Comité d'honneur de l'A3D ; Jean-Louis Harouel, professeur à la faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers, participant au forum des idées de l'opposition organisé par le Club de l'Horloge et aux université annuelles des horlogers et Georges Favier, professeur agrégé d'allemand à l'université de St Étienne et membre du CS du FN.

Après Lyon III, Paris, puis ce tour d'horizon des autres universités françaises, nous pouvons affirmer qu'ils sont partout. Fortement présents au sein des universités qui dès 1973 scissionnèrent, mais également de manière plus discrète au sein des autres, en contact malgré leurs divergences et leurs étiquettes politiques, afin de mieux contrer «l'emprise communiste sur les universités», de rendre hégémonique la pensée d'extrême droite, on peut de fait affirmer que l'ensemble des universités françaises est concerné par le problème. L'extrême droite s'est développée qualitativement et quantitativement partout où elle pouvait opérer tranquillement dans l'ombre, sans qu'aucune résistance ne vienne perturber son travail, lui permettant ainsi de trouver une certaine respectabilité, honorabilité et de permettre la banalisation de ses idées au sein des universités tout en influant sur les décisions politiques concernant le milieu éducatif. L'extrême droite est aujourd'hui en mesure de compter sur une sérieuse base intellectuelle capable de mener ses idées aux plus hauts sommets de l'État. L'exemple le plus frappant est celui du retour en force de la notion de «préférence nationale» comme moyen pour régler le manque de place au sein des universités. ■

RÉAGISSONS PENDANT QU'IL EN EST ENCORE TEMPS !

1 Voir «Ex-Yougoslavie, les phalanges du désordre noir» *in REFLEXes* n°40.
2 *Présent*, 18-19/12/1989.
3 n°52/53.
4 Association pour le Développement de la Démocratie Directe.
5 *Celsius* n°24.
6 *L'extrême-droite à l'université, entre croix celtique et bannière étoilée* par le Collectif Jeune Libertaire.
7 Voir *REFLEXes* n°41.
8 ibid.
9 Membre du comité de patronage de *Nouvelle École*.
10 Voir *REFLEXes* n°41.
11 *Le Monde* 28-29/01/1990 et 14-15/02/1990.
12 *L'Événement du Jeudi*, 20/02/1986.
13 Pour joindre cet humble personnage, il suffit d'écrire à la mairie de Grenoble ou de téléphoner au 76 76 35 62.

PNFE

D'un château l'autre

Le PNFE, malgré le nombre toujours réduit de ses militants, semble aujourd'hui reprendre des forces, en particulier grâce au développement de ses contacts internationaux. Heureusement, le passé obscur de certains de ses membres ainsi qu'une paranoïa collective entretiennent la discorde au sein du groupe, sur fond d'escroquerie et de suspicion.

Après une longue traversée du désert de 1989 à 1993[1], Le Parti Nationaliste Français et Européen (PNFE) semblait reprendre des forces : en avril 1993, près de deux cents personnes s'étaient déplacées dans un petit village de l'est de la France, Vellexon, pour assister au cinquième congrès du parti. Deux mois après, le même nombre de personnes se rendaient dans le même château du même village pour fêter le solstice d'été. Alors qu'ils n'avaient été qu'une vingtaine en 1992 à se rendre en Allemagne à la manifestation annuelle de commémoration de la mort de Rudolf Hess, ils ont été deux fois plus à se rendre en août 1993 à cet anniversaire qui s'est tenu cette fois-ci à Fulda. Toujours cet été, le parti moribond de Marc Fredriksen, les Faisceaux nationalistes européens héritiers de la Fédération d'Action nationale se sont fondus dans le PNFE. Et pour couronner le tout, le PNFE avait le projet d'éditer une revue qui aurait été disponible en librairie.

Nombreux donc étaient les éléments de renaissance de ce mouvement néo-nazi, qui tente depuis sa création en 1987 de représenter au niveau national et international ce qu'avait été la FANE dans les années 1970. Ce développement national relatif (le PNFE ne compte toujours qu'une petite centaine d'adhérents) s'était doublé d'un développement des contacts internationaux : à leur congrès de 1993 étaient présents John Tyndall à la tête d'une délégation du British National Party, Ewald Althans, un des leaders de la scène néo-nazie allemande, des Suisses du Parti nationaliste suisse et européen ; en juin, une délégation du PNFE dirigée par Claude Cornilleau a rendu visite à l'ancien leader rexiste Léon Degrelle en Espagne. En septembre, Michel Faci accompagné de Guillaume Fabien s'est rendu aux États-Unis et a participé à Atlanta à un meeting d'un nouveau parti d'extrême droite, America First Party. En novembre, Claude Cornilleau, Eric Sausset (vice-président du PNFE) et Marc Nicoud (trésorier) sont allés à Shepperton, en Angleterre pour assister au congrès du British National Party où Cornilleau a fait un discours et a rencontré des Allemands du FAP. Le mois suivant, c'est John Tyndall qui a rendu visite à ses amis français du PNFE et a rencontré en compagnie de Cornilleau «l'historien» négationniste Henri Roques.

Tout allait mieux pour eux jusqu'à la crise du début de 1994, qui a vu le départ de Michel Faci et la suspension de Marc Nicoud comme trésorier du PNFE. Apparemment, Claude Cornilleau aurait écarté Michel Faci parce qu'il aurait découvert récemment que ce dernier avait été condamné à cinq ans de prison pour divers cambriolages perpétrés en 1984 dans le sud-ouest de la France. Faci était en contact avec ce parti depuis son voyage en Irak pendant la guerre du Golfe, voyage qui avait été abondamment relaté dans *Tribune nationaliste*, mais il n'avait adhéré au PNFE qu'au début de l'année 1993 ; il avait été très vite promu au Bureau politique, de retour de Croatie il s'était rendu au congrès de Vellexon et était parti avec Cornilleau voir Léon Degrelle. Degrelle, qui n'a apparemment aucune confiance en Faci, a refusé dans un premier temps de le rencontrer. Il nous est difficile de croire que Cornilleau n'était pas au courant du passé de criminel de droit commun de Faci. Nous ne pouvons pas lui reprocher de ne pas avoir lu le portrait de Faci dans *REFLEXes*[2] mais il aurait tout de même pu lire ses classiques *Les hommes de l'extrême droite* d'Alain Rollat[3] ou *Enquête sur la droite extrême* de René Monzat[4].

En fait, l'éviction est liée aux tentatives du PNFE d'acquérir des locaux sûrs, tranquilles, de préférence en province. En 1988, le PNFE avait utilisé pour son congrès «explosif» le château du Corvier qui appartenait à Jean-Dominique Larrieu, mais les liens entre le PNFE et la nébuleuse Ogmios s'étant distendus au point même qu'aujourd'hui, le PNFE accuse Larrieu (alias Bertrand Leforestier, alias André Chelain) d'escroquerie entre autres avec sa fondation Léon Degrelle. Ensuite, le PNFE a utilisé pour l'année 1993 le château de Vellexon[5] par deux fois, mais son

La joyeuse bande du PNFE à Fulda pour la commémoration de la mort de Rudolf Hess

propriétaire jugeant sans doute ses invités un peu trop voyants n'a pas donné suite. Alors est née l'idée de devenir propriétaire et fin octobre 1993 est créée la SCI La Renaissance domiciliée à La Citadelle à Cabariot dans les Charentes-Maritimes. Cette SCI au capital de 21 000 francs a pour associés Claude Cornilleau (12 parts), sa femme Elfriede Cornilleau, son frère jumeau Georges Cornilleau, Jacky Delvaille, les époux Michel et Margaret Grosjean, Georges Le Mazier, Bruno Lorrain et Guillaume Nichols (un Français des Amériques) une part chacun, le reste, soit 21 parts, était la propriété de Marc Nicoud, mais qui agissait au nom de Michel Faci. Nicoud et derrière lui Faci contrôlaient la moitié des parts et la famille Cornilleau *stricto sensu* seulement 28%. Faci a obtenu des banques pour cette société un prêt de trois millions et demi de francs, ce qui leur a permis d'acheter une propriété isolée capable de recevoir plusieurs centaines de personnes.

Comment les banques ont-elles pu prêter cet argent au PNFE ? Une partie de la réponse tient dans la nouvelle profession de Michel Faci, fondé de pouvoir ! En effet, le 23 août 1990 il crée la SCI Sycophantia au capital de plus de 6 millions et demi de francs. Il apporte 100 francs (oui cent francs !) à la société, et les frères Georges et Jean-Michel Gateau le reste, c'est-à-dire un pavillon de deux étages et un appartement F3 à Colombes, un autre pavillon, une maison de trois étages et une maison de plain pied à la Garennes-Colombes, un appartement à Ouistrehem dans le Calvados et un chalet à Combloux. Les frères Gateau apportent en fait l'essentiel de leur héritage et deviennent co-gérants de la SCI. Mais la SCI était à peine constituée que Faci prévoyait l'achat de deux immeubles à Agen pour un demi million de francs. Plus de deux ans plus tard, Faci crée une nouvelle société civile immobilière qu'il baptise pompeusement Financière Aristocratique Civile Immobilière (FACI excusez du peu !) au modeste capital de 30 000 francs divisé entre Michel Faci (4 parts), son frère Thierry et la copine de son frère (3 part chacun), sa sœur Laure Faci (2 parts), Christian Juin (5), Annick Faure (7) et Fabienne Vialon (6 parts). Faci est nommé gérant de la société pour trois ans.

«La France rend hommage à la mémoire de Rudolf Hess» *dixit* le PNFE à Fulda

Ce n'est qu'avec ces garanties financières que Faci a pu arranger ce prêt pour la société La Renaissance.

Début janvier, des bruits courent que des dissensions se font jour au sein du PNFE. Bientôt les langues se délient, il est vrai que dans ce petit monde on parle beaucoup. Et c'est ainsi que nous avons appris que Cornilleau, gérant de la société La Renaissance, aurait pris peur et se serait imaginé à tort ou à raison (?) que Faci, Nicoud voire peut-être bien derrière eux Larrieux, en voulaient à son château. La mésentente entre eux se développe. Nicoud n'est pas un inconnu au PNFE : originaire de Lyon, il est en 1986 responsable pour cette région, puis en 1990 il devient membre du bureau dirigeant avant de prendre en charge en janvier 1991 la trésorerie nationale du PNFE qu'il gère depuis la Creuse. Début janvier 1994, Faci aurait démissionné ou aurait été exclu du PNFE, puis Nicoud toujours trésorier aurait signé une procuration à Faci, pour le compte bancaire du PNFE. Il semblerait aussi que Cornilleau fasse pression sur Nicoud pour que celui-ci vende ses parts de la SCI La Renaissance. Nicoud a ensuite été démis de ses fonctions de trésorier, suite à quoi il aurait vidé les comptes du parti, qui ne seraient que des peccadilles comparées aux millions de la propriété des Charentes. À partir de là, c'est la crise ouverte. Chacun traitant l'autre de tous les noms d'oiseaux qu'ils peuvent inventer et tentant de rallier coûte que coûte les indécis. Aux dernières nouvelles, il semblerait que le vice-président du parti, Marc Fredriksen, et Eric Sausset aient pris le parti de Cornilleau. Mais la bataille pour le contrôle de la SCI La Renaissance risque de se régler devant les tribunaux. ■

Marc Nicoud

Cornilleau à Fulda

1 Voir «PNFE le retour» *in REFLEXes* n°40, octobre 1993.
2 *ibid.*
3 Calmann-Lévy, 1985.
4 Le Monde Éditions, 1992.
5 Voir «La vie de château de l'extrême droite» *in REFLEXes* n°41.

GTDE Le Pen PARLE et MENT EUROPÉEN

Privé de représentation nationale en France, actuellement marginalisé dans la classe politique, le FN, encore une fois, malgré ses diatribes anti-européennes, mise gros sur les prochaines élections européennes. Il nous a semblé important de tenter de faire un bilan de l'activité du FN et de son Groupe technique des Droites européennes à Strasbourg : ont-ils pu obtenir un poids politique, conclure des alliances...

En 1989, les élections européennes avaient été favorables à l'extrême droite : 11,7% des voix pour le Front national français et 10 sièges (contre 11% et 10 représentants en 1984), 4,1% et un député pour le Vlaams Blok flamand (1,3% et aucun député en 1984), 7,1% et 6 députés européens élus pour les Republikaner qui se présentaient pour la première fois aux européennes, 5,5% et 4 représentants pour le Mouvement social italien (contre 6,5% et 5 députés). Un seul parti d'extrême droite, l'EPEN grec, représenté en 1984 avec un député (2,3% des voix) disparaît en 1989 en n'obtenant que 1,2% des voix. Mais la coordination des parlementaires d'extrême droite élus en juin 1989 n'est pas si facile. Le Pen n'arrive pas à fédérer autour de lui les 21 députés d'extrême droite car les Italiens et les Allemands se déchirent sur la question du Haut-Adige ou Sud-Tyrol. Cette ancienne province de l'Empire austro-hongrois, qui devint italienne après la Première Guerre mondiale, est aujourd'hui peuplée de 280 000 germanophones, dont certains souhaitent le rattachement à l'Autriche, et de 140 000 italophones qui veulent que la région reste italienne[1]. Les Republikaner soutiennent les revendications de rattachement à l'Autriche, le MSI les revendications des italophones. Or le règlement du Parlement européen prévoit qu'on ne peut accéder au statut de groupe que s'il est formé de 12 députés de trois pays ou de 18 députés de deux pays. Le Front national et le MSI ne comptant ensemble que 14 députés, Jean-Marie Le Pen choisit donc les Republikaner et le Vlaams Blok (qui avait pris fait et cause pour les revendications des Republikaner) pour former un groupe technique de 17 députés.

Évolution

Ce Groupe Technique des Droites Européennes (GTDE) se réduit un an plus tard avec le départ de Schönhuber le 8 décembre 1990. Confronté à un problème de leadership dans son parti avec deux autres députés européens Rep, Johanna Grund et Harald Neubauer, il quitte le parti au début de l'été 1990, revient en juillet puis demande à Jean-Marie Le Pen d'exclure les élus récalcitrants. Devant le refus du FN, il part du groupe technique. Ce dernier se réduit en fait aujourd'hui à 14 membres (10 élus du FN, l'élu du Vlaams Blok et 3 députés anciennement Republikaner devenus dirigeants de la Deutsche Liga für Volk und Heimat, Ligue allemande pour le peuple et la patrie[2]). Le grand rêve du Front national et de Jean-Marie Le Pen, fédérer autour de lui l'extrême droite européenne, a échoué sur des questions de personnes et de régionalisme. Par ailleurs, les partis d'extrême droite représentés au Parlement européen n'ont pas du tout la même conception de l'Europe. Le Front national, partisan d'une Europe confédérale (l'Europe des Patries), serait en accord avec la conception du MSI (attaché au cadre national face aux menées sécessionnistes de la Ligue lombarde) ; or il est obligé de faire groupe commun avec des mouvements allemand et flamand favorables à une Europe des peuples, voire même des «ethnies». Des questions comme l'immigration, si elles rassemblent FN, Republikaner et Vlaams Blok, les éloignent du MSI.

Mise à l'écart

Dès le premier jour de la première session du Parlement européen, le Front national s'est trouvé confronté à l'hostilité des autres parlementaires. Il est de tradition que le premier discours prononcé soit l'œuvre du doyen de l'Assemblée. Or le doyen était Claude Autant-Lara, qui s'illustra par un discours aux relents racistes, provoquant un tollé dans une assemblée déjà passablement boycottée par nombre de parlementaires. Au moment de la répartition des postes de responsabilités dans le Parlement, près de 250 postes différents pour 518 députés qui sont généralement distribués à la proportionnelle, les membres du GTDE furent systématiquement écartés. Ils n'ont ainsi aucun représentant au bureau du Parlement (15 places), aucun au collège des Questeurs (cinq places), aucun dans les bureaux des 24 commissions parlementaires (72 places), des trois sous-commissions (neuf places), des 26 délégations interparlementaires (78 places)... ni dans les commissions d'enquête comme celle sur la montée de la xénophobie. Yvan Blot du FN s'attendait à avoir la présidence de la délégation pour les relations avec la Suisse. Le représentant du groupe technique a aussi été écarté de la vice-présidence de la délégation pour les relations avec Israël. Les représentants de l'extrême droite ont été condamnés à faire de la figuration dans les commissions et les missions à l'étranger. Ainsi en juin 1991, Bruno Gollnish participe à une mission du Parlement européen au Japon et Jean-Claude Martinez se félicite qu'après deux ans de boycott de ses propositions, la commission de l'agriculture ait accepté ses amendements préconisant que les prix du colza et des pois ne soient pas baissés en 1991-1992.

Les députés d'extrême droite ont néanmoins tenté de se sortir de leur isolement, proposant des amendements, dans l'espoir de voir certains députés les rejoindre. En 1989, le GTDE tente de bloquer les aides occidentales aux pays de l'Est pour ne pas «prolonger artificiellement la survie de ces dictatures». Au début de 1990, le GTDE s'oppose aux conclusions des rapports de plusieurs parlementaires sur l'Union européenne en présentant un certain nombre d'amendements. Leur projet de changer le nom du rapport intitulé «Projet de constitution pour l'Union européenne» en «Projet d'accord international» obtient 20 voix (celles des députés d'extrême droite et de quelques RPR). Les autres amendements sur le droit de sécession, le référendum d'initiative populaire et le principe de subsidarité obtiennent entre 12 et 20 voix

(dont celles de la Ligue lombarde, quelques RPR et non-inscrits), ceux sur les principes de démocratie directe et parlementaire, sur la coordination des politiques nationales de sécurité, sur le droit au référendum obtiennent entre 12 et 40 voix. Par contre, leur force d'appoint a été parfois nécessaire aux conservateurs par exemple pour bloquer l'amendement demandant l'égalité des conditions de vie et de travail pour les immigrés extra-communautaires, amendement repoussé par 147 voix contre 145. Cette fois-là, les voix du groupe technique ont fait la différence. Le 13 février 1990, le GTDE dépose une motion de censure de la commission européenne (qui, pour être acceptée, doit obtenir deux tiers des voix) qui recueille 16 voix pour, 241 voix contre et cinq abstentions dont celles des députés du MSI. Leurs amendements aux différents budgets demandant entre autres la suppression des aides aux immigrés non-européens, le retour des immigrés dans leurs pays d'origine, le soutien aux Croates, Slovènes ou aux Pays baltes, la suppression de tous les crédits aux organisations non-gouvernementales, ont tous été rejetés par le Parlement européen.

Exigences et résolutions

En revanche, le Groupe technique des Droites européennes a abreuvé le Parlement européen de demandes de résolutions diverses et variées : sur les droits de l'homme en Iran et pour la levée des sanctions contre l'Afrique du Sud (en mars 1991), pour soutenir la demande de Lech Walesa d'intégration de son pays à la CEE (avril 1991), pour, à propos de la Yougoslavie (en octobre 1991), dénoncer les dirigeants occidentaux qui refusent de reconnaître les indépendances slovène et croate, exiger la reconnaissance des républiques croate, slovène et macédonienne, souhaiter l'intégration des républiques slovène et croate à la CEE. Notons que dans cette même résolution, le GTDE appelle de ses vœux l'envoi «par les grandes nations d'Europe occidentale d'une force militaire qui contraindrait les troupes d'occupation fédérales à évacuer la Croatie». Ce qui ne manque pas de piment quand on voit les positions du FN aujourd'hui à propos de la Bosnie, mais il est vrai que les Bosniaques sont plutôt musulmans et les Slovènes et Croates catholiques. Ils ont aussi déposé des résolutions sur le Proche-Orient, demandant la levée des sanctions contre l'Irak et mettant en garde contre la recrudescence des actions terroristes dans les États européens, «favorisée par la présence d'une importante communauté originaire des pays musulmans» (mars 1993). Il y eut d'autres résolutions, plus folkloriques, comme celle réclamant une minute de prière silencieuse pour le bicentenaire de la mort de Louis XVI, demande qui a été refusée.

Le GTDE n'a pu sortir de son isolement. Pire même, à plusieurs reprises, ses membres se sont retrouvés en position d'accusés, lorsque le Parlement européen a créé une commission d'enquête sur la montée du racisme et du fascisme en Europe (dite commission «Glyn Ford») ou lorsque les députés européens se sont

retrouvés à discuter de la levée de l'immunité parlementaire de Jean-Marie Le Pen.

Le Parlement européen protège ses députés pour leurs déclarations dans l'enceinte du Parlement (comme le Parlement français par exemple), mais aussi pour leurs déclarations ou écrits faits à l'extérieur. Le gouvernement français se retrouvait donc dans l'impossibilité de poursuivre Jean-Marie Le Pen sans une levée de cette très forte immunité. Depuis 1989, au moins sept demandes ont été déposées sur le bureau de l'Assemblée européenne. Quatre des demandes de levée ont été refusées : pour des propos racistes tenus par Le Pen sur les Africains dans un entretien au quotidien *Présent* en août 1989 et pour un tract raciste du FN à Gonnevilliers en 1990. Le 8 octobre 1991, le Parlement européen a encore une fois refusé la levée de l'immunité parlementaire de Jean-Marie Le Pen, demandée par le gouvernement au lendemain de la profanation du cimetière juif de Carpentras en juillet 1990. Le Pen avait déclaré alors que «Joxe [ministre de l'Intérieur à l'époque] [s'était] arrangé pour que les indices qui existaient soient détruits le premier jour en appelant les gens à venir dans le cimetière manifester, et en ne prenant pas les précautions élémentaires qu'aurait pris un élève brigadier de police». 57 députés avaient voté : 40 contre la levée, 10 pour. Cependant, par deux fois le Parlement a levé l'immunité parlementaire du leader du FN. La première fois le 11 décembre 1989, sur demande du gouvernement français à la suite du calembour «Durafour-crématoire». Ont voté pour 198 députés, contre 91 et 18 se sont abstenus. Parmi les contre, on comptait un tiers des députés démocrates-chrétiens, des libéraux et évidemment les députés d'extrême droite. Parmi les députés français qui se sont opposés à la levée de l'immunité parlementaire, se trouvait Valéry Giscard d'Estaing (qu'on ne savait pas si libertaire, déclarant que «la liberté d'expression des élus est un bien qui ne se divise pas, quel que soit le caractère odieux ou provocant de certaines déclarations, que je condamne»), les «libéraux» Jannou Lacaze du Centre national des indépendants, Charles Baur (UDF), Alain Lamassoure (UDF), Aimery de Montesquiou (Parti radical-UDF), Marie-Christine Aulas (Verts), Gérard Monnier-Bessombes (Verts) et les RPR François Guillaume, Christian de la Malène, Jean-Claude Pasty

Les peu recommandables amis de Jean-Marie

Karel Dillen est à 68 ans une figure de l'extrême droite flamande, il fut selon Hugo Gijsels* et demeure «le mentor d'un bon nombre d'organisations néo-nazies et d'extrême droite». Il a fondé en 1977 un front électoral qui devint en décembre 1978 le Vlaams Blok. Il fut élu député à Anvers grâce entre autres au soutien des organisations néo-nazies et extrémistes, VMO, Were Di et Voorpost. Il reconnaît avoir été un «partisan passif de ce qu'on appelait [pendant la guerre] l'Ordre nouveau». À 25 ans, il entretenait de bons contacts avec les nazis et néo-nazis du Mouvement social européen. Député de 1978 à 1987, il devient ensuite sénateur puis député européen en 1989.

* *In Le Vlaams Blok*, Éditions Luc Spire et Espace de libertés, Bruxelles, 1993.

Harald Neubauer est né en 1951, il adhère en 1969 au NPD, qu'il quitte puis retrouve en 1975 (élu vice-président du district NPD de Haute-Bavière). En 1980, il quitte une nouvelle fois le NPD, et devient en 1985 secrétaire général des REP. Il renforce alors son influence, est élu au Parlement européen en 1989, devenant ainsi l'un des artisans du GTDE. En 1990, il est éliminé des REP par Schönhuber mais reste député européen. Il est président de la DL dès 1993.

Emil Schlee est député de la CDU jusqu'en 1974, vice-président du Bund des Allemands d'Allemagne centrale. Il est déçu, une fois à la retraite, par la CDU, au point de rallier en 1985 une secte politique, les Patriotes pour l'Allemagne, qu'il quitte en 1987 pour les REP. Il y fait carrière et est élu en 1989 député européen. Il rompt avec les REP en 1993 et tente de construire un mouvement national-conservateur.

Klaus-Peter Köhler est officier de police principal, élu président de la fédération REP en Bade-Wurtemberg, il est élu au Parlement européen.

et Dick Ukeiwé. Se sont abstenus Michèle Alliot-Marie (RPR), Jean-Pierre Raffarin (UDF-Parti républicain), Max Siméoni (Verts) et Antoine Waechter (Verts).

Trois mois plus tard, nouvelle levée de l'immunité de Le Pen après ses déclarations à «connotation antisémite» sur «l'internationale juive» dans *Présent* en août 1989. 140 députés pour, 61 contre et 6 abstentions. Ont voté contre au Parlement : les communistes italiens, des libéraux français (Charles Baur, Alain Lamassoure et Yves Verwaerde), la majorité des démocrates-chrétiens français (comme Marc Rayman), des RPR (Louis Lauga, François Musso, Jean-Claude Pasty et Alain Pompidou). Cette fois-ci, Valéry Giscard d'Estaing avait choisi de sortir de l'hémicycle au moment du vote, et les députés verts Marie-Christine Aulas et Gérard Monnier-Bessombes ont choisi de voter pour cette levée d'immunité[4]. La dernière demande en date a été formulée par le gouvernement socialiste d'Édith Cresson alors qu'en 1992 Jean-Marie Le Pen avait traité le gouvernement socialiste de «ramassis de voleurs, de racketteurs et de gangsters ou de concussionnaires» ; cette demande est encore à l'instruction.

Vacances aux frais de l'Europe

En fait, le principal atout que le FN et le Groupe technique des Droites européennes ont pu tirer du Parlement européen, c'est l'argent. Etre parlementaire européen, c'est être bien payé (suffisamment pour pouvoir payer des cotisations mensuelles au parti d'au moins 9000 francs[5]). Le groupe technique est si riche qu'il a pu se permettre de prêter 5 millions de francs au FN pour sa campagne présidentielle de 1988[6]. Etre parlementaire européen, c'est aussi disposer d'attachés parlementaires payés par le Parlement qui sont autant de permanents politiques ou techniques : le secrétariat du groupe compte ainsi 17 personnes dirigées par son secrétaire général Jean-Marc Brissaud. Etre député du Parlement européen, c'est aussi disposer de fonds pour pouvoir préparer les sessions parlementaires. Là plus qu'ailleurs, le GTDE ne se prive pas, et les réunions du groupe ont lieu au quatre coins de la CEE. En 1991, les réunions ont lieu à Paris, Dublin, Rome, Vienne, Venise, Londres, Lisbonne, Madrid et Nice. Parfois, ces réunions sont troublées par les militants antifascistes comme à Lisbonne en septembre 1991, ou annulées comme à La Haye en mars 1991.

Par ailleurs, le GTDE peut organiser des voyages d'études, comme celui de Zagreb en septembre 1991. Selon les informations publiées par le *Guardian* au mois de juin 1993, le groupe technique avait dépensé 389 778 £ en 1991, soit près de 3 900 000 de francs se décomposant pour 38% en dépenses pour les frais de voyages et d'hôtel, pour 18% en frais des attachés parlementaires, pour 14% pour payer les interprètes et pour 30% en frais divers, téléphone, location de salles, etc. Ramené par parlementaire, cela fait plus de 80 000 francs, soit trois fois plus que les autres députés européens. En 1992, les réunions se succèdent, dont une au Portugal, troublée encore une fois par des militants antifascistes, et une à Rome. En 1993, une réunion se tient en janvier à Gand en Flandres, en avril en Italie, en mai à Séville, en juin à Corfou, en juillet à Rome, en octobre à Madère, en novembre à Toulouse et, en janvier 1994 , à Lyon. De vrais itinéraires de retraités fortunés. Mis à part le soleil et la plage, ces réunions ont aussi pour intérêt l'entretien des contacts avec les responsables de l'extrême droite un peu partout en Europe. Le Front national en convient lui-même dans son compte-rendu de la réunion de Séville lorsqu'il note que «le fait le plus marquant de ces

journées fut la rencontre avec le Mouvement national espagnol» incarné par Luis José Gillero, président des jeunesses du Frente Nacional, et Juan Peligro des Juntas Españolas. À Corfou, le GTDE avait repris contact avec l'ancien député européen de l'EPEN, Chrysanthos Dimitriadis. À Rome, la réunion avec le MSI, plutôt houleuse, avait permis à Le Pen de tancer le MSI, déplorant que celui-ci n'ait pas assez exploité la crise italienne et «n'ait pas assez souligné les risques de l'immigration». Cette année-là, les mobilisations contre les réunions du groupe technique ont été plus nombreuses et souvent couronnées de succès. À Corfou, les militants antifascistes ont perturbé l'organisation des réunions-vacances du GTDE : plusieurs milliers de personnes ont participé à cette mobilisation et la plupart des médias grecs ont boycotté la conférence de presse. Les projets de réunions à Édimbourg et Dublin ont été abandonnés, la forte mobilisation sur place faisant qu'aucun hôtel ou propriétaire de salles de réunions ne voulait louer au groupe technique, celui-ci devant se rabattre sur Rome. Les Droites européennes voulaient même organiser pour la semaine du 8 au 12 novembre 1993 une réunion à Berlin dans le Reichstag, ce qui constituait une véritable provocation au moment de la commémoration de la Nuit de Cristal. Une fois encore, la mobilisation des mouvements antifascistes et antiracistes a obligé le GTDE à se réunir ailleurs, en l'occurrence à Toulouse.

Début 1994, la Deutsche Liga für Volk und Heimat a annoncé que le GTDE veut inviter Jirinovski à une réunion à Cologne ; devant le tollé général, le Front national dément par la voix de son secrétaire général, Carl Lang.

De fait, la principale victoire du FN et des autres partis d'extrême droite au Parlement européen est d'être élus. Ils sont pour le moment marginalisés politiquement, écartés du peu de pouvoir de décision dont dispose le Parlement européen, en butte aux oppositions parfois virulentes de certains députés. Sur ce plan-là, c'est un échec qui ne peut malheureusement pas masquer qu'ils obtiennent quand même une légitimité et des moyens qu'ils utilisent pour renforcer leur place sur la scène politique européenne et aider d'autres partis d'extrême droite. Pour les élections de juin 1994, la représentation des partis d'extrême droite au Parlement européen risque de s'accroître : pour le FN français, sa représentation à l'Assemblée européenne restera peu ou prou la même (avec au maximum un ou deux député de plus), le Vlaams Blok devrait voir sa représentation parlementaire doubler ou tripler, alors qu'en Allemagne, il est possible que la Deutsche Liga n'obtienne aucun représentant et que les Republikaner entrent à nouveau en force dans l'hémicycle. D'ailleurs, le Front national a déjà senti le vent tourner : il donne en effet une place de plus en plus grande aux Republikaner dans le journal du groupe technique, *Europe et Patries*[7].

Le parti d'extrême droite néerlandais Centrum Demokraten, qui vient de faire une percée notable aux élections locales de mars 1994, pourrait peut-être obtenir un représentant à Strasbourg. Reste la grande inconnue, le MSI-Alliance Nationale, comme l'a rebaptisé son leader Gianfranco Fini, qui, s'il accroîtra vraisemblablement de beaucoup son nombre de députés, souhaitera plutôt se rapprocher des conservateurs européens que de ses «anciens» amis du FN[8]. ■

1 Sur cette question, voir entre autres *Les voilà qui arrivent* de Jos Vander Velpen, éditions EPO-Réflex, 1993, pp. 155 et suivantes.
2 Voir *REFLEXes* n°40, octobre 1993 pp.19-22.
3 *Libération* du 13/12/1989.
4 *Le Monde* du 14/03/1990.
5 Selon les informations recueillies par Blandine Hennion dans *Le Front national l'argent et l'establishment*, La Découverte, 1993.
6 Selon la commission parlementaire d'enquête sur le financement des partis politiques de novembre 1991.
7 Voir l'interview de Schönhuber dans le n°52 de mars 1993 après les élections en Hesse où les Republikaner ont obtenu plus de 8% des voix, la publication d'un texte de Schönhuber dans le n°53 d'avril-mai 1993 et une nouvelle interview dans le n°56 d'août-septembre 1993.
8 Lors de son dernier congrès fin janvier 1994, le MSI a boudé le Front national (le seul représentant invité à titre personnel était Jean-Pierre Schenardi, un cadre important du FN) ; le parti néo-fasciste (ou post-fasciste comme il essaye de nous le faire croire) lui avait préféré le RPR, qui avait envoyé le député Richard Cazenave chargé de transmettre aux délégués du MSI le salut du maire de Paris, Jacques Chirac.

SOS BOSNIA

Derrière l'humanitaire...

Paraphrasant Clausewitz, on pourrait dire que l'humanitaire est la continuation de la politique par d'autres moyens. Ainsi, après les Kurdes et les Somaliens, c'est au tour des Bosniaques de «bénéficier», à grand renfort de publicité médiatique, d'un soutien «humanitaire». Un peu partout en France, des gens, des associations se mobilisent pour conjuguer solidarité active ici et là-bas. Si la majorité d'entre eux est sincère, il y en a d'autres pour qui l'humanitaire est un fond de commerce, voire un moyen d'avancer masqué pour replacer de vieilles idées repeintes au goût du jour.

C'est le cas à Marseille, où sous couvert de deux associations humanitaires, Les Brigades civiles internationales et SOS Bosnia, deux animateurs d'un courant de l'extrême droite ont réussi à se faire reconnaître comme des interlocuteurs crédibles sur le problème yougoslave par la presse locale (*Le Provençal*) et le monde associatif (Assises de la Citoyenneté, Radio Galère).

Généalogie

La stratégie élaborée par Mudry et ses amis de Nouvelle Résistance n'est pas nouvelle. Elle s'inscrit dans l'histoire récente de l'extrême droite française, dont elle représente l'intelligente réadaptation aux nouvelles conditions politiques. Elle figure ce qu'on pourrait identifier comme la suite du néo-fascisme (1945-1968). La création du GRECE a été la réponse stratégique apportée en 1968 à la question «Que faire ?» posée par les nationalistes révolutionnaires français. Cela intervenait après l'échec des mouvements activistes et putschistes liés aux ultras anti-gaullistes de l'Algérie française (Jeune Nation, Fédération des Étudiants nationalistes, OAS métro, 1956-1962) et celui d'une opposition parlementaire d'extrême droite (Mouvement nationaliste du Progrès, Rassemblement européen de la Liberté, 1966-1967).

C'est à travers l'exploration successive de divers modèles d'action, le plus souvent empruntés à ses adversaires politiques (du léninisme au gramscisme), que la théorie stratégique de l'extrême droite révolutionnaire a été refondue, parallèlement à un remaniement des principes doctrinaux du nationalisme. On assiste à l'effacement progressif des références directes au national-socialisme et aux auteurs trop marqués comme racistes, antisémites ou fascistes. L'eugénisme, l'anti-égalitarisme et l'anti-judéo-christianisme sont de plus en plus présents dans le discours. Apparaît l'usage calculé de toutes les manières de suggérer les positions les plus intolérables dans le consensus démocratique et humaniste. On en arrive aux formes implicites des opinions : présupposés, sous-entendus, effets métaphoriques pour exprimer un racisme qui, en se sophistiquant, ne perd rien de sa virulence.

Cette stratégie est dictée par la visée d'un objectif central : la lente et sournoise acceptation d'un refus des fondements-mêmes de la démocratie (dévalués dans le discours par l'usage des expressions «égalitarisme, individualisme, universalisme»). Il s'agit de saper l'humanisme qui fonde le consensus républicain. Voilà pourquoi les Droits de l'Homme font l'objet d'attaques directes et indirectes.

Alain de Benoist a beau dire qu'il ne fait pas de politique «au sens politicien», il n'en est pas moins l'homme qui a ouvert le champ du politique à ceux de ses camarades qui ont choisi de revenir sur ce terrain (que ce soit au Front national, comme Pierre Vial, ou dans la mouvance nationaliste-révolutionnaire comme Thierry Mudry à Nouvelle Résistance).

Une jeunesse d'activiste

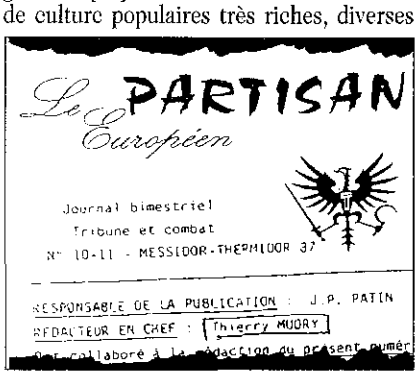
Tout comme son mentor Alain de Benoist, Thierry Mudry a commencé sa carrière politique au sein de l'extrême droite activiste. En effet, c'est en tant que trésorier du Front de la Jeunesse, branche jeune du Parti des Forces nouvelles, que son nom apparaît pour la première fois, en 1971. L'intitulé du FJ est sans équivoque : «rassembler les jeunes nationalistes afin de combattre le marxisme et le libéralisme». Mudry n'est pas encore l'intellectuel qu'il est devenu, et on le remarque plus souvent dans le service d'ordre du PFN qu'à la tribune des meetings de ce mouvement. On le retrouve en 1983, alors secrétaire du Groupe nationaliste étudiant dont le but est de «rassembler les étudiants nationalistes». Proche du Mouvement nationaliste-révolutionnaire, le GNE est présidé par Jean-Christophe Sonzogni qui est devenu en 1988 un des responsables de la section marseillaise du Parti nationaliste français.

Le PNF est né d'une scission du FN. Sa principale caractéristique concerne le passé politique de plusieurs de ses dirigeants durant la Seconde Guerre mondiale. Trois d'entre eux, Pierre Bousquet, Henri Simon, Abel Chapy, ont porté l'uniforme de la waffen SS. Il semble que depuis cette époque, Sonzogni soit revenu à ses premières amours, puisque son nom apparaît sur la liste des candidats que Nouvelle Résistance compte présenter pour les élections européennes en juin 1994.

Mais déjà, l'engagement politique de Mudry est en train de se transformer au contact des écrits de la Nouvelle Droite. Cette gestation aboutit à la parution du premier numéro d'une revue intitulée *Le Partisan européen*, durant l'été 1985. Imprimée à Béziers, elle a comme rédacteur en chef Thierry Mudry...

Le Partisan européen

À la lecture des divers numéros de cette revue, on découvre des positions très diverses : païennes, écologistes, nationales-bolchéviques, pan-européennes, tiers-mondistes, pro-arabes, etc. Politiquement, où se situent la revue et ses animateurs ? La réponse est dans le numéro 10-11, sous le titre «Principes d'action du *Partisan européen* [...] La ligne de la revue est révolutionnaire européenne» (*sic* !). La lutte est «pour une Europe européenne», définie avant tout comme «le territoire d'une humanité différente des autres humanités, nées du choc biologique et culturel de l'ère glaciaire [...] c'est un ensemble de races et de culture populaires très riches, diverses


Le PARTISAN
Européen
Journal bimestriel
Tribune et combat
N° 10-11 - MESSIDOR-THERMIDOR 37
RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : J.P. PATIN
REDACTEUR EN CHEF : Thierry MUDRY

et apparentées». Construire cette Europe signifie :«s'opposer au déferlement de la sous-culture US et à l'invasion des populations extra-européennes (immigrés et "réfugiés politiques") [...] défendre et promouvoir l'identité collective des Européens, régionale, nationale, indo-européenne [...] et enfin préparer le terrain pour l'émergence du nouvel homme dont Nietzsche avait senti la nécessité». Une

Europe qui doit devenir «indépendante des blocs (américain et soviétique), unie jusqu'à Vladivostok» sous peine «de se voir menacée une fois de plus par un ennemi venu de l'Asie» et parce que si «la Russie n'est pas occidentale, elle est par contre totalement européenne».

Pour *Le Partisan européen*, l'Europe «se fera sous l'égide d'un parti révolutionnaire européen qui contrôlera les institutions, encadrera les masses et sélectionnera les élites». Et qui devra dessiner «une troisième voie entre le capitalisme multinational à dominante US et l'économie d'État soviétique». Elle doit se construire contre «l'ennemi qu'est le système [...] le système s'appuie sur deux piliers : l'impérialisme américano-sioniste... et le capitalisme multinational [...] L'idéologie dominante sécrétée par le système (idéologie incapacitante destinée à désarmer, à paralyser les ennemis du système) est l'idéologie des Droits de l'Homme dans laquelle communient tous les partis». Ici survient une étonnante liste dressée par *Le Partisan européen* : «Face à ce système, de nouvelles convergences se dessinent, deux camps se forment : celui des partisans du système et celui des ennemis du système. Dans le camp anti-système, on trouve déjà :

- Une certaine gauche française (autour de Régis Debray, de la mouvance CERES, Chevènement)
- La Nouvelle Droite européenne d'Alain de Benoist et Guillaume Faye
- L'extrême gauche anti-sioniste et anti-US qui entreprend un travail dévastateur de démystification et s'acharne à saper les fondements du système. On pense à maître Vergès par exemple, ou à l'équipe de la Vieille Taupe, qui mettent en cause les mythe résistancialistes et exterminationnistes sur lesquels s'appuie l'Ordre établi en France et en Europe occidentale depuis 1945». [Il s'agit bien évidemment de nier l'existence des chambres à gaz.]
- Une fraction de l'extrême droite qui évolue vers le néo-fascisme, vers le nationalisme révolutionnaire, voire le national-bolchévisme.»

Néanmoins, comme l'écrit de Benoist, «des hommes qui s'affrontaient encore hier, se retrouveront peut-être dans le même camp» unis contre le système. Une idée déjà exprimée au début des années 1970, par un théoricien de l'extrême droite italienne, Giorgi Freda, auteur d'une brochure intitulée *La désintégration du système* dont *Le Partisan européen* republia les «bonnes feuilles». Giorgio Freda fut impliqué dans les années 1970 dans la stratégie de la tension (l'attentat à la bombe de la piazza Fontana) et dans le développement d'un courant qui reçut le nom de «nazi-mao». En 1992, Freda a créé un Front national en Italie avant d'être arrêté pour reconstitution du parti fasciste. Toutefois, ses théories ont marqué toute une partie de l'extrême droite française. Cette alliance des «extrêmes», Mudry la met déjà en application dans *Le Partisan européen* où l'on peut remarquer la signature d'un ex-waffen SS, Robert Dun, à côté de celle d'un ex-gauchiste membre de la Vieille Taupe, Serge Thion.

Forum Provence

Pour concrétiser sur le terrain politique sa réflexion idéologique, Mudry crée en janvier 1986 l'association Forum Provence, dont il est le président. Il est secondé par Marcel Mozziconacci et Patrick Solinas, trésorier de l'association. Si son objet est suffisamment vague («Promouvoir le débat d'idée à Marseille et dans sa région»), politiquement, Forum Provence est la branche marseillaise du mouvement Troisième Voie, qui vient d'être créé en 1985, à la suite du Mouvement Nationaliste-Révolutionnaire (MNR).

L'activité de Forum Provence consiste, par exemple, à organiser des dîners débats, dans un restaurant du Panier, Le Mac-Mahon, avec des invités comme Ange Sampieru du *Partisan européen*. On peut apercevoir à cette occasion dans le public des militants marseillais des Faisceaux Nationalistes Européens (FNE) de Marc Fredricksen, qui ont remplacé la FANE dissoute.

L'année 1987 a vu les murs de Marseille se couvrir d'affiches relatives à une revue, *Conscience Européenne*, éditée en Belgique par un Parti Communautaire National Européen (PCNE) dirigé par Luc Michel, l'ancien correspondant de la FANE en Belgique. Le PCNE est l'héritier des thèses développées dans les années 1960 par Jean Thiriart, passé des Amis du Grand Reich à un «national-communisme fervent». Il est facile de faire le lien entre le collage de ces affiches et les militants de Forum Provence, d'autant que l'un des correspondants du PCNE pour la France est Thierry Mudry. Les bonnes relations de Forum Provence et du PCNE aboutiront à la venue de Thiriart à Marseille pour un débat au «Mac-Mahon».

Mais pour autant, Mudry et les siens n'oublient pas leur filiation française. C'est ainsi qu'en 1988, un des rares tracts qu'ils distribuent rappelle le dixième anniversaire de l'assassinat de François Duprat, le théoricien du nationalisme révolutionnaire en France, fondateur des Groupements Nationalistes-Révolutionnaires de Base (GNRB), bras droit de Le Pen aux débuts du Front national et premier distributeur des écrits révisionnistes en France (*6 millions de morts l'ont-ils vraiment été ?*). Désirant une structure européenne, Forum Provence développe ses contacts avec d'autres groupes similaires. Ainsi, fin juillet 1988, l'association participe à la réunion de Lugnasad en Suisse, qui réunit penseurs de la Nouvelle Droite et extrémistes venus des différentes parties de l'Europe. Mudry en profite pour prendre contact avec les Italiens de la revue *Orion*.

En novembre 1989, Mozziconacci ressuscite le PFN (Parti des Forces Nouvelles) qui organise conjointement en avril 1990 avec Forum Provence et Troisième Voie (avec des militants de Nice), une manifestation de soutien aux nationalistes irlandais devant le consulat d'Angleterre à Marseille. Il est vrai que Mudry est fasciné par l'Irlande et l'IRA, auxquels il a consacré un livre.

En septembre 1989, deux dissidents du Front national, Pierre-Louis Causse (président de la Commission des affaires sociales au conseil régional) et André Isoardo créent à Salon de Provence l'Alliance Régionaliste Provençale (ARP), dont l'objet est «d'obtenir l'autonomie administrative de la Provence dans le cadre d'un État fédéral français». Le militant régionaliste qui sommeille en Thierry Mudry voit là l'occasion de profiter d'une structure fonctionnant avec quelques moyens. Dès lors, Mudry et ses camarades choisissent d'investir l'ARP. Conséquence, en décembre 1990, Isoardo démissionne et laisse sa place à Mudry, tandis que Christiane Pigacé devient vice-présidente en avril 1991. Le siège est tranféré à Marseille et fin décembre 1991, Pierre-Louis Causse quitte l'ARP et en laisse la présidence à Christiane Pigacé tandis que Mozziconaci remplace Mudry au poste de secrétaire. Un changement qui s'explique par le fait que Mozziconacci n'a qu'à traverser la rue pour se rendre de son domicile au siège de l'ARP, l'un étant en face de l'autre.

Du CDPU à *Nationalisme et République*

L'été 1990 voit la parution du premier numéro de *Nationalisme et République*, édité à la Roque d'Anthéron et dirigé par Michel Schneider. Celui-ci est un vieux militant nationaliste-révolutionnaire. Étudiant à l'IEP d'Aix-en-Provence, il fonde le Centre de Documentation Politique Universitaire (CDPU) en 1969, centre qui a pour but de «répandre l'idée nationale européenne». Son orientation politique déclarée était : «solidariste, européenne, extra-parlementaire et révolutionnaire [...] en ce sens que le but poursuivi consiste en un changement radical du système politique en place». À cet effet, le CDPU a édité deux textes de référence pour l'extrême droite : *L'essai de synthèse pour un néo-fascisme* et *Les principes de l'action fasciste*, tous deux dus à Michel Schneider. Le discours du CDPU peut être vu entre 1969 et 1973 comme le précurseur et l'inspirateur de celui du *Partisan européen* une quinzaine d'années plus tard. Même rejet du libéralisme et du socialisme-communisme, même perpective d'un nationalisme européen et d'une alliance avec le Tiers-Monde, que confirme cette prise de position : «Pour un pays libre, solidariste dans une Europe libérée, nationaliste, contre l'impérialisme américano-soviétique. Pour une union diplomatique offensive : pays arabes-Europe-Chine». Outre un même fond thématique, le CDPU et *Le Partisan européen* partagent certaines pratiques stratégiques : lecture inversée des adversaires politiques,

distance apolitique et entrisme, alliance conjoncturelle avec l'ultra-gauche. Le CDPU a notamment entretenu des relations avec le FPLP de Georges Habache.

On comprend l'insistance de Schneider sur le fait que «les principes de l'action fasciste [...] ne pourront être réductibles au corpus idéologique habituel des hommes de droite ou de gauche».

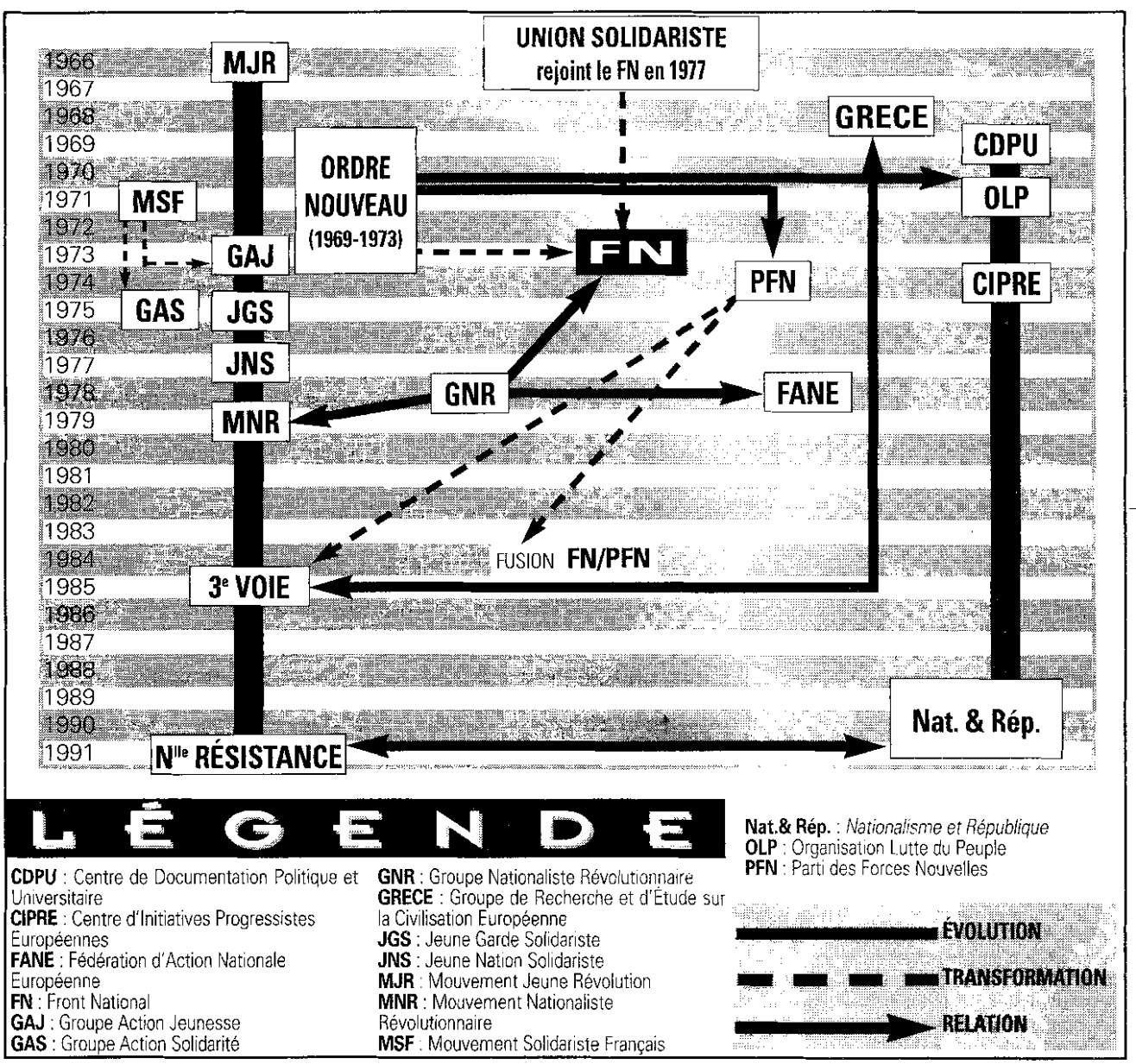
Après avoir fréquenté les milieux solidaristes avec Yves Bataille (l'un et l'autre furent rédacteurs aux *Cahiers du solidarisme*), il fonde la revue *Stratégie et Défense* avant de rejoindre le très RPR «Club 89» en septembre 1981, dont il sera le secrétaire administratif.

Peu de temps après, on le retrouve à la tête d'un Rassemblement National d'Action pour la Défense Civile (RNADC) qui se rapproche du Front national, à tel point qu'il l'intègre en 1986 pour devenir l'attaché parlementaire de Jean-Pierre Stirbois de 1986 à 1988 (un homme qu'il avait connu des milieux solidaristes). En 1988, il est candidat du Front national aux législatives avant de quitter ce parti en 1989. *Nationalisme et République* se veut un organe s'inscrivant «dans une ligne de Troisième Voie, de soutien critique à Jean-Marie Le Pen et au Front national». Ce qui lui permet d'accueillir aussi bien des dissidents du Front national comme Spieler, Touzé, que des membres du GRECE comme Mourreau, du PNF comme Thiollère ou de l'ex-FANE comme Dutrieux.

Durant la guerre du Golfe, *Nationalisme et République* a développé une ligne pro-irakienne, concrétisée par la distribution d'un tract, signé par une Coordination pour le retrait de la France de la guerre américaine, domiciliée à l'adresse de Forum Provence. Dans une interview à *Politis*, le 21 février 1991, Schneider reconnaît que Forum Provence est «en quelque sorte un cache-sexe [...] Tout tract doit comporter une adresse d'association déposée, Forum Provence existe depuis longtemps. Ce groupe est essentiellement composé de militants de Troisième Voie». La guerre du Golfe a eu pour conséquence «d'élargir les collaborations au journal à des personnes issues de l'ultra-gauche, ou du mouvement écologique». Ce que Schneider exprime dans l'éditorial du numéro 5 en écrivant : «Il est désormais possible de se retrouver pour travailler ensemble sur l'essentiel : l'organisation de nouvelles résistances à l'ordre américano-sioniste, qui prétend étendre ses pouvoirs à l'ensemble du monde.» Analyse que l'on retrouve dans un texte de Mudry, qu'il signe de son pseudonyme : Ramon Blanc Colin. Dans cet article, il divise le monde politique français en «collabos et résistants à l'occupation américaine». Il se situe lui-même dans le camp de la résistance où il se battra sans hésiter «aux côtés des Chevènement, Lajoinie, Jobert et Waechter».

À partir du numéro 5, *Nationalisme et République* abandonne donc sa ligne de soutien critique au Front national pour une ligne de plus en plus nationaliste-révolutionnaire, confortée par la collaboration accrue de Nouvelle Résistance à la revue (avec un texte de son leader, Christian Bouchet), et l'apport de Jean Brière, exclu des Verts, de Pierre Guillaume, éditeur des textes de Faurisson et directeur de la librairie d'ultra-gauche, la Vieille Taupe, de Roger Garaudy, ex-PCF, etc.

Il n'est donc pas étonnant de retrouver Schneider en compagnie de Jean Thiriart en août 1992 à Moscou, pour rencontrer les divers groupes politiques qui s'opposent à la politique de Eltsine et qui mêlent à la fois nationalistes et communistes ultra-conservateurs. Voyage dont Schneider



rend compte dans le dernier numéro de *Nationalisme et République* en septembre 1992. En effet, suite à un article de Pierre Guillaume relatif au révisionnisme, *Nationalisme et République* est obligé de verser de lourdes amendes aux associations de déportés qui l'ont attaqué en justice, et de ce fait, doit suspendre sa parution.

Néanmoins, Schneider continue ses activités politiques en direction des nationaux-communistes russes, à tel point que fin 1993, il est blessé devant la maison de la radio lors de l'assaut menée contre celle-ci par les partisans de Routskoï et Khasboulatov.

Vers le national-bolchévisme : Nouvelle Résistance

L'été 1991 a vu la crise qui couvait au sein de Troisième Voie déboucher sur l'éclatement de cette organisation en deux mouvements désormais distincts et ennemis :

• La tendance Malliarakis qui garde le nom de Troisième Voie et s'inscrit de plus en plus dans l'orbite du Front national.

• La tendance des radicaux emmenée par Christian Bouchet qui prend le nom de Nouvelle Résistance en août 1991.

Forum Provence choisit son camp, en étant présent au congrès de constitution de Nouvelle Résistance. Politiquement, celle-ci se définit «autour de quelques mots-clé : nationalisme grand, européen, combat de libération nationale et anti-occidentalisme, démocratie communautaire, laïcité, écologie, etc. Au niveau de la stratégie, il faut nous orienter vers un "Front uni anti-système".»

Dans la pratique, cela se concrétise par une politique sur des fronts de combat jusqu'alors ignorés : l'écologie, le cadre de vie, le régionalisme, les actions anti-impérialistes et la constitution de structures adéquates pour se créer des «compagnons de route».

Une stratégie que Nouvelle Résistance développe notamment en direction des mouvements régionalistes et surtout «en Provence, où nos militants jouent un rôle de premier plan dans le renouveau du régionalisme provençal». Ici, il s'agit de l'évocation directe de l'action de l'ARP. Une action qui se double d'une tentative de rapprochement vers le mouvement nationaliste corse.

C'est ainsi que dès juillet 1991, Mozziconacci et Perez ont créé une association, Embiu di Fora, destinée à «promouvoir l'entraide entre Corses et venir en aide aux Corses nécessiteux. Favoriser le développement de la langue et de la culture corses ainsi que la connaissance de l'histoire insulaire. Associer les Corses non résidents dans l'île aux débats internes de la société corse et obtenir qu'ils soient représentés dans les instances délibératives de l'île.»

Le dernier doute est levé, quand on s'aperçoit que l'association en question est domiciliée au siège de l'ARP. Parallèlement, Nouvelle Résistance envoie des militants se battre en Croatie (on est alors loin de l'humanitaire).

Après les régionalistes, c'est au tour des Verts d'avoir droit à «l'affection» de Nouvelle Résistance. Celle-ci «encourage ses membres à rejoindre un mouvement de masse dont les idées sont conformes aux nôtres». C'est l'infiltration d'Écolo-J. Au bout d'un an d'existence, Nouvelle Résistance tire un premier bilan. Si au niveau médiatique elle a fait parler d'elle, au niveau des résultats, ceux-ci sont bien faibles. «Nous sommes un mouvement ultra-minoritaire». Quant à leur fameux «Front uni anti-système», on ne peut pas dire qu'il ait fait recette, sauf bien sûr si le fait d'infiltrer les Verts ou d'obtenir la signature de Régis Debray sur un tract contre Disneyland puisse être défini comme une convergence. Et en ce qui concerne «La branche légale d'Action directe», ces contacts tiennent plus du fantasme (en fait l'envoi de leur journal *Lutte du Peuple* à la revue *Front* éditée par une ex-militante d'AD) que de la réalité.

Seule la construction d'un réseau de contacts européens peut être portée à leur crédit et notamment en direction des pays de l'Est. Un réseau qui, en amplifiant en France les événements de Russie, et notamment l'alliance entre les «Rouges» et les «Bruns», pousse Nouvelle Résistance vers une orientation politique de plus en plus «nationale communiste». Orientation qu'elle cherche à concrétiser avec la création d'un Front national-bolchevik, où se retrouvaient pêle-mêle nationalistes-révolutionnaires, communistes orthodoxes et dissidents, écolos déçus et membres de l'ultra-gauche. Nouvelle Résistance allant même jusqu'à invoquer la figure de Staline comme «point de référence pour la construction d'un mouvement révolutionnaire par-delà la droite et la gauche, par-delà l'antifascisme et l'anticommunisme, par-delà le Fascisme et le Communisme.» Rien d'étonnant aussi à les voir soutenir les membres du FIS.

Les liaisons françaises et européennes

Si certains militants de Nouvelle Résistance vont faire le coup de feu en Yougoslavie auprès des Croates, d'autres comme ceux de Forum Provence choisissent l'option «humanitaire» (même si certains ont ressenti des velléités de «guerriers») et s'investissent dans des opérations de rapatriement de blessés sur Marseille et ses environs, par l'intermédiaire de deux associations, SOS Bosnia, présidée par Christiane Pigacé, créée en juin 1993 et les Brigades civiles internationales créées en décembre 1993 et dont le secrétaire est Mudry.

Associations qui participent, fin 1993, à l'opération Paix à Sarajevo organisée par l'association lyonnaise Équilibre. La position de Nouvelle Résistance, son soutien aux Croates et aux Bosniaques, est expliquée par Mudry lui-même dans un texte publié dans *Lutte du Peuple*, qu'il signe Ramon Blanc Colin.

Parallèlement, Mudry et Pigacé n'en oublient pas pour autant le terrain politique français. C'est ainsi que du 18 au 25 juillet 1993, ils sont à la base de la première université d'été de la FACE (Fédération des Activités Communautaires en Europe) avec Gilbert Sincyr et Robert Steuckers.

Gilbert Sincyr est un ancien militant du GRECE qu'il a quitté en 1986. Toutefois, dès 1974, il avait suivi le chemin pris par plusieurs de ses camarades du GRECE, dont Pierre Vial, en adhérant au Front national dont il est le responsable pour la région de Toulouse. Lors du troisième congrès du FN en mai 1975, il est même élu vice-président en compagnie de Roger Holleindre, Henri David et Jean-François Chiappe. Est-ce par divergence politique, ou bien trouve-t-il que le FN n'a aucun avenir, le fait est qu'il quitte le parti de Jean-Marie Le Pen pour revenir au GRECE.

Robert Steuckers, lui, adhère au GRECE Belgique en 1974 et y milite activement pour devenir en 1981 le secrétaire d'Alain de Benoist à Paris. En 1982, lors de son retour en Belgique, il fonde la revue *Orientations*, et en 1983 un supplément à celle-ci, lui aussi «culturel», *Vouloir*, qui prend de l'importance avec les années. Au niveau politique, il se définit «ni de droite, ni de gauche». Mais des collaborations à des revues comme *Espace nouveau* (des dissidents du FN), *Nationalisme et République*, etc. et le fait qu'il ait été orateur à des meetings du Parti des Forces nouvelles belge ou de Troisième Voie en France, le situe sans hésitations dans le camp de l'extrême droite.

Là encore, fidèle à cette stratégie de recherche de la caution morale et intellectuelle, Christiane Pigacé obtient l'accord de l'avocat marseillais Gilbert Collard pour intervenir lors du colloque. Mais prévenu par *Le Canard Enchaîné* de ce qui se cache derrière cette invitation, Collard se désiste. Par contre, il semble que le professeur Bruno Étienne, lui, se soit fait piéger. Cette université d'été de la FACE s'est déroulée à Lourmarin en présence d'une forte délégation de Nouvelle Résistance, emmenée par son leader Christian Bouchet, et comprenant des militants de Nantes, Nice, Grenoble. Côté étranger, on notait la présence de délégations italienne (la revue *Orion*), espagnole (la revue *Sin Trégua* et l'Avangarde Nationaliste-Révolutionnaire ou VNR) et portugaise (Aréa tercériste). À la suite de cette réunion, il a été décidé la création d'une structure européenne intitulée Synergie. ■

L'avocat sauvé par « Le Canard »

UN cercle composé de dirigeants de l'ex-Nouvelle Droite, la Face (Fédération des activités communautaires en Europe), avait obtenu la participation de l'avocat Gilbert Collard, ancien vice-président du Mrap (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour l'amitié entre les peuples), à son université d'été, les 21 et 22 juillet. Il aurait même été l'une des curiosités de ce séminaire, aux côtés de dirigeants du Front de salut national venus de Moscou et de quelques théoriciens de la

Bien qu'invité par une prof d'Aix-en-Provence, conseillère scientifique du Front national et candidate de ce parti aux cantonales de 1988, Collard avait donné son accord. Il s'était en effet laissé convaincre qu'il s'agissait d'une *« université d'été de science politique »*. Informé par « Le Canard » de la composition du plateau, la raison lui est subitement revenue, et il s'est juré de ne pas s'y rendre. Dans la foulée, il nous a même remerciés de l'avoir prévenu. Comme quoi, un coup de fil peut vous sauver

REFLEX étranger

Supplément au REFLEXes n°4

édito

Jamais on aura été aussi éloigné de la conception d'une Europe ouverte et solidaire. Pour la quatrième fois, on va voter pour élire des députés européens qui ne servent pratiquement à rien. À part faire des rapports qui seront enterrés, des recommandations qui seront ignorées... Le seul intérêt de ces élections est qu'elles vont fournir au même moment une image des rapports de force politiques dans l'Union européenne. Malheureusement, au moment du développement, la photo risque d'être sombre, voire très brune. L'extrême droite a le vent en poupe en Italie, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Flandres et se maintient grosso merdo en France. La seule chose qui peut nous rassurer (et encore ?), c'est que ces apprentis führer sont si nombreux et si égocentriques qu'ils sont encore incapables de se coordonner au niveau européen. En plus pour le moment, ils ne sont pas d'accord sur grand-chose, excepté une même conception de l'Europe forteresse, de l'Europe «blanche». Les gouvernements, toutes tendances politiques confondues, tentent de courir derrière leurs électorats attirés par les sirènes fascistoïdes, et multiplient les mesures racistes acroissant l'exclusion au lieu de la faire disparaître, légitimant ainsi le racisme d'une partie de leurs populations, et construisant eux-mêmes la forteresse européenne à laquelle aspirent les néo-fascistes européens. Le racisme ordinaire alimentant le racisme institutionnel et vice versa. ■

B O S N I E

Contre la partition la confédération

Croates et Musulmans sont parvenus le 13 mars à Vienne à un accord sur un projet de constitution pour une future fédération croato-musulmane en Bosnie-Herzégovine, dont la création avait été décidée le 2 mars à Washington par les deux parties. Cet accord serait le prélude à une confédération croato-bosniaque. L'idée fédérale contre la partition ethnique a-t-elle un avenir ?

Pour la première fois depuis le début du conflit, on ne parle plus de partition ethnique comme solution au problème bosniaque. Dans une fédération, classique ou libertaire, les minorités sont en principe respectées. Ce qui se passe a d'autant plus d'importance que les idées ethnistes commencent à parler fort en Bosnie, jusque dans l'entourage du président Izetbegovic.

L'ultimatum de février lancé par l'OTAN a été pris à juste titre par les Bosniaques comme un entérinement des accords Vance-Stoltenberg de partition ethnique. Karadzic, malgré ses quatre avions serbes abattus, est satisfait. 75% de la Bosnie est aux mains de ses troupes et ses alliés russes viennent sous uniforme de l'ONU vérifier que rien ne bouge.

Le projet fédéraliste et ouvre la seule issue pour une paix durable et globale dans l'ensemble des Balkans. Le projet de confédération, non seulement yougoslave mais balkanique, coupe court à toute revendication territoriale et du coup aux ambitions nationalistes de Grande Serbie, de Grande Croatie, de Grande Grèce incluant la Macédoine, etc.

Un projet qui n'est pas nouveau et dont *No Pasaran !* n°8/9 s'est déjà fait l'écho : tant les pacifistes politiques de Serbie qu'une fraction des autonomistes que le gouvernement multinational macédonien se sont prononcés depuis longtemps pour une telle solution.

Outre l'accord problématique des gouvernements serbes, on peut bien entendu être plus que méfiant vis-à-vis d'un accord signé par un ancien partisan de l'épuration ethnique - Tudjman - sous l'arbitrage du gendarme du Nouvel Ordre mondial, le gouvernement américain. En ce qui concerne la Croatie, il semble que son désir d'intégrer l'Europe a été plus fort que ses volontés nationalistes. On peut considérer comme un signe sérieux l'éviction de Mate Boban, le Karadzic croate. Quant aux États-Unis, aucun mystère ; les Américains soucieux de leur rôle de maître du monde n'avaient aucune intention d'aller y risquer une vie. Poussés par leur allié turc, auquel, géostratégie oblige, ils n'ont rien à refuser (c'est quand même bien utile d'avoir un serviteur dévoué placé au sud des républiques de l'ex-URSS, à côté de l'Iran et de l'Irak et aux portes de l'Europe), il fallait bien qu'ils trouvent une solution médiane. L'intervention militaire, malgré l'isolement de la région yougoslave par l'embargo, risquait de provoquer une réaction en chaîne susceptible d'entraîner une grande partie de l'Europe.

Un autre argument à porter vers l'espoir, c'est l'absence totale de réactions de la France, de l'Allemagne, de la Grèce et de la Russie, chacun impliqué par son jeu d'alliances. Tous leurs petits jeux d'influence et de coulissevolent en éclats.

C'est aussi pour cela qu'il ne faut pas se contenter d'un bout de papier signé par des chefs d'État : le fédéralisme est d'abord la responsabilité de tous les citoyens d'Europe. Et malgré la vague de nationalisme, les signes de résistance individuels et collectifs n'ont jamais cessé de toute la guerre, que ce soit les désertions en masse dans chacune des armées, ou les mouvements d'opposition démocrates-pacifistes auxquels est enfin offerte une perpective politique d'ampleur. Une anecdote révélatrice : lors du siège de Sarajevo, plusieurs grenades serbes lancées dans les tranchées bosniaques n'explosaient pas. Étonnés, les combattants les ont ouvertes. Dedans, un simple message : «C'est tout ce que nous pouvons faire pour vous.» Merci à ces saboteurs !

Il reste donc essentiel pour nous de soutenir, dans la mesure de nos moyens, les résistants à l'ordre belliciste et nationaliste. Rien n'est joué en Croatie où l'opposition est toujours muselée. Tout reste à gagner en Serbie où les dirigeants restent sur leurs positions. Tout reste à défendre en Bosnie où d'autres nationalistes commencent à parler haut et fort. Tout reste à combattre dans un Kosovo qui continue à vivre en situation d'apartheid et d'avant-guerre.

Une autre raison doit nous inciter à ne pas baisser les bras :

la Serbie a refusé l'idée de la fédération si on ne lui laissait pas 54% du territoire bosniaque - de fait la Grande Serbie. La première construction fédéraliste va être celle de l'armée. Ce choix symbolique, que d'aucuns jugeront nécessaire, augure mal de l'avenir.

Vu le débat en cours au sein du mouvement libertaire, il faut rappeler pourquoi nous ne pouvons rester neutres dans le conflit en cours, et si nous ne pouvons agir aussi efficacement que nous le voudrions, nous avons cependant des positions de principe à affirmer :

• Le pacifisme, qui ne veut pas forcément dire non-violence absolue. Nous sommes résolument contre les guerres que se livrent des États aux dépens de leurs populations et notre devoir est de soutenir les forces antiguerre sur place comme ici.

• L'antiracisme et l'antifascisme : il est humainement difficile de ne pas prendre position entre agresseurs et agressés. Il est politiquement inadmissible de ne pas le faire quand les agresseurs pratiquent ouvertement «l'épuration ethnique» au nom du nationalisme. Quand le reste de l'Europe se fabrique une citadelle Schengen avec une police intérieure aux pouvoirs élargis et se cherche des boucs émissaires, quand elle renie de plus en plus les valeurs de droit du sol au profit du droit du sang, quand le nationalisme monte chez nous, nous devons aussi combattre là où nos fascistes locaux trouvent un alibi supplémentaire pour leur propre politique.

• L'internationalisme : il est impossible de ne pas penser en termes géostratégiques actuellement. Nous savons très bien que ce qui se passe ailleurs peut avoir des répercussions chez nous, et vice-versa. *A fortiori* pour ce qui se passe en Europe.

• Le fédéralisme : les États découvrent soudain quelques-unes de ses vertus ! Mais le fédéralisme reste une affaire de citoyens européens. C'est donc aussi à nous d'y travailler.

Il convient enfin de souligner une chose. Les résistants yougoslaves seront peut-être vaincus, peut-être vainqueurs. Une chose est certaine, et ils nous l'ont bien fait savoir : ils n'oublieront pas leurs amis, ceux qui les ont aidés si peu que ce soit. Ils n'oublieront pas non plus ceux qui les ont laissé mourir sous les bombes et les couteaux ou qui les ont laissé tomber sous la répression des nationalistes. ■

«La Bosnie, tout le monde s'en fout»

INTERVIEW DE MATHIAS GÉRARD

Mathias Gérard, membre de la coordination étudiante contre la purification ethnique, a fait partie d'une délégation étudiante en visite en Slovénie, Croatie et Serbie entre le 25 janvier et le 5 février. Leur but était de rencontrer et tisser des liens avec les opposants et les pacifistes de ces pays. Voire, si possible, entamer un travail commun. Le bilan est plus que mitigé.

Réflex : Qui avez-vous rencontré en Slovénie ?

Mathias Gérard : Nous avons passé seulement 24 heures à Ljubljana. Mais nous avons été immédiatement «coaché» par le «Parlement étudiant». Il s'agit ni plus ni moins d'un cabinet fantôme, avec ses ministres, son assemblée, son sénat, travaillant sur les mêmes dossiers que le gouvernement légal, mais eux sont dans l'opposition à Kucan.

Quelle est leur position sur la guerre ?

Ce sont des carriéristes. Tout leur travail est centré sur l'Europe et l'intégration de la Slovénie à l'Europe. Depuis qu'ils ont chassé les troupes fédérales en 1991, les autres pays de la Yougoslavie ne les concernent plus. Ils se sentent beaucoup plus proches de Bruxelles et Strasbourg que de Sarajevo.

Et les camps de réfugiés ?

Il y en a , mais rien n'est vraiment fait pour les aider. Les réfugiés n'ont pas d'école, ils n'ont le droit de sortir des camps que 4 heures par jour. Et même là, il faut qu'ils soient discrets, malgré leur carte de séjour. Doucement, ils commencent à se faire refouler. On évacue le problème en silence.

Vous êtes allés aussi à Zagreb...

Nous y sommes restés 4 jours. Là-bas, il n'y a guère que quelques cercles d'étudiants et d'artistes ainsi que les milieux underground qui se sentent réellement concernés. Il existe aussi une opposition parlementaire menée par Mika Tripalo et Savka Dabcevic, des anciens amis de Tudjman lors du «Printemps croate» de 1971. Ceux-là peuvent passer à la TV et appellent à se désengager de la Bosnie au nom du refus du partage ethnique. Mais ils n'ont pas de troupes pour descendre dans la rue. La presse et les médias sont totalement muselés. Le seul journal encore indépendant, *Feral Tribune*, est constamment menacé. Son rédacteur en chef a récemment été envoyé sur le front. De toute façon, on juge le journal trop satirique et pas assez sérieux, malgré sa très bonne image dans l'opinion.

Et les pacifistes ?

Le centre anti-guerre est extrêmement minoritaire. Les étudiants ne sont pas organisés. Il faut ajouter qu'il y a une pression constante du gouvernement Tudjman pour imposer la croatitude. On voit des drapeaux croates partout, le damier croate sur tous les vêtements, chaussettes comprises, les soldats sont partout, les «héros» de guerre glorifiés.

Impossible d'organiser une manif comme on voulait essayer de le faire pour le 19 mars dans toute l'Europe. Milosevic en Serbie s'est montré plus malin...

C'est-à-dire ?

Milosevic tient suffisamment en main son opinion pour laisser subsister une opposition. Quand celle-ci est trop forte, comme le mouvement étudiant de 1992 qui a fait descendre plus de 50 000 personnes dans la rue, il se contente de faire de la rétention d'information. Personne n'en parle, et le mouvement s'effondre de lui-même.

Mais il existe pourtant des médias indépendants ?

Oui, la télé Studio B, Radio B92, le journal *Vreme*, mais c'est la même logique : ils ne touchent que Belgrade et sa banlieue. Ils ne constituent donc pas un danger sérieux pour le pouvoir et Milosevic peut se permettre de les tolérer.

Et l'opposition politique ?

Il y a les ultra-fascistes de Seselj et d'Arkan, qui permettent à Milosevic de passer pour un modéré, il y a le parti démocrate serbe de Djindjic, qui est un parti libéral de Milosevic mais qui vote avec lui. Comme véritable opposition, il y a la coalition du DEPOS, menée par Vuk Kraskovic et l'alliance civique de Vesna Pesic. Les étudiants de la deuxième génération ont aussi tenté de créer leur parti, sans succès.

Mais il s'agit d'une opposition intra-serbe. Les problèmes extérieurs comme celui de la Bosnie sont évacués. Milosevic a réussi à intoxiquer sa propre opposition. Une grande partie des Serbes haïssent Milosevic, mais dès que l'on parle des «Oustachis croates», de la nécessaire défense des minorités serbes en Croatie et en Bosnie, et de la grande Serbie, tout le monde serre les rangs. Vesna Pesic est très mal à l'aise sur cette question.

Donc pas de véritable opposition ?

Le cercle de Belgrade, regroupant des intellectuels, est très clair contre le nationalisme, mais ils refusent de faire de la politique et n'ont donc personne derrière eux. Le centre anti-guerre de Belgrade s'est carrément prononcé pour le maintien de l'embargo sur la Serbie. Ils passent du coup pour des traîtres à la Nation. *Vreme* et Radio B92 sont aussi très anti-nationalistes, mais peu écoutés. C'est pourquoi l'opposant Ivan Djuric nous a dit : «Ne condamnez pas Draskovic malgré son nationalisme, pas tout de suite. C'est l'opposant le plus connu en Occident. Si l'Occident l'aide, ça nous aide aussi.»

Existe-t-il une opposition sociale ?

Pas le temps. Il faut manger d'abord. Il y a de tout en Serbie malgré l'embargo, mais tout passe par les mafias ou le gouvernement. C'est donc le marché noir qui domine, et il règne un état d'hyperinflation (1% d'inflation à l'heure avec le nouveau dinar ; avant, c'était 300% d'inflation par jour). Les gens font la course aux devises. Mais Milosevic met tout cela sur le compte de l'embargo et le nationalisme se développe d'autant plus.

Et les déserteurs ?

Des mouvements existent maintenant sur Belgrade. Mais en totale clandestinité. Ceux-là sont réellement en danger. Les réfugiés, tant à Zagreb qu'à Belgrade, sont renvoyés en Bosnie pour combattre. Ni les Serbes, ni les Croates n'aiment leurs «compatriotes» de Bosnie-Herzégovine. Pour eux, ce sont avant tout des Bosniaques. Ça en dit très long sur les «alibis» nationalistes.

SEARCHLIGHT
THE INTERNATIONAL ANTI-FASCIST MONTHLY

Si vous voulez lire tous les mois *Searchlight* en VO vous pouvez :
• vous abonner : individus (24£), organisations (32£) à envoyer par mandat international ou Eurochèque à Searchlight 37B New Cavendish Street London WIM 8JR Grande-Bretagne (Chèque à l'ordre de Searchlight).
• acheter chaque mois *Searchlight* à Publico 145, rue Amelot 75011 Paris Métro République (20frs le numéro).
• ou commander les numéros à Réflex 14 rue de Nanteuil 75015 Paris. (20frs le numéro, frais d'envoi inclus).

La justice face à la violence

Une guerre raciale mortelle se déroule actuellement dans la région où Derek Barton, premier conseiller municipal du British National Party (BNP), a été élu. *The Observer*, un important journal du dimanche, a récemment publié un article de David Rose, expliquant que les attaques racistes contre la minorité ethnique de l'Ile des Chiens, dans Tower Hamlets, dans l'est de Londres, et des zones avoisinantes avaient augmenté de 300% depuis octobre dernier. Deux personnes ont été si grièvement blessées qu'elles ont dû être maintenues en service de réanimation. Un élève de 10 ans a eu le visage entaillé de coups de ciseaux à ongle par un homme d'environ 40 ans et d'autres élèves ont été blessés. Des groupes de plusieurs hommes en camionnettes ont aussi attaqué des étudiants à l'université locale pendant leur déjeuner, utilisant des battes de base ball et des couteaux.

Bien que les médias nationaux aient pu servir le BNP en exagérant son importance, il est néanmoins possible que le BNP améliore son succès électoral aux prochaines élections municipales de mai. Searchlight n'attend pas d'élus du BNP hors de l'Ile des Chiens mais un ou deux conseillers municipaux pourraient probablement y être élus. (La plupart des circonscriptions à Londres élisent 3 membres en même temps lors des élections municipales).

Plus de 300 personnes sont intervenues lors d'une réunion locale pour protester contre la construction d'une nouvelle mosquée dans Bethnal Green ainsi que dans l'est de Londres. Bethnal Green a été le théâtre d'une attaque extrêmement violente contre un Asiatique de 19 ans, dont le visage et le corps ont été lacérés. On pouvait voir bien en évidence à ce rassemblement des membres du BNP comme David Ettrige, organisateur local et agent électoral.

L'article de David Rose dans *The Observer* explique les nombreuses difficultés auxquelles est confrontée la communauté asiatique des Tower Hamlets dans le cadre des attaques racistes. La police et la justice semblent indifférentes, malgré la langue de bois émanant de Scotland Yard (le QG de la police métropolitaine) et une visite du quartier par le ministre de l'Intérieur le plus inutile de l'Histoire, Michael Howard. Les dirigeants de la communauté asiatique ont été soit achetés, soit effrayés ces dernières années, et le gouvernement local est truffé de racistes de tous les partis, des démocrates libéraux au pouvoir jusqu'au Parti travailliste. Si les communautés noire et asiatique ripostent sans réfléchir, elles mettent en danger des innocents, desservant leur cause au profit du BNP. S'ils trouvent les vrais coupables et leur infligent les mêmes sévices que ceux subis par leurs jeunes, ils s'exposent à des peines sévères de la part de la justice.

Une mobilisation active des différents groupes de gauche ne fait qu'envenimer les tensions entre les communautés asiatique et blanche. Le congrès des syndicats mobilise les forces pour une marche dans ces quartiers en mars, avec une série d'intervenants respectables. Bien que cette initiative ait reçu un soutien massif de la part de presque tous les groupes antifascistes et antiracistes, la population locale se demande s'il y aura un véritable engagement de la part des syndicats et du Parti travailliste une fois l'action passée. La seule réponse effective est une résistance organisée et réfléchie de la population travaillant ensemble dans les régions où le BNP agit.

Le BNP et C18 divorcent...

Le BNP a récemment proscrit Combat 18 disant que c'est une organisation hostile, l'accusant d'être dirigée par l'État. Combat 18, un groupuscule nazi qui délaisse l'urne au profit d'une logique terroriste, avait des liens étroits avec le BNP et il existait une double adhésion jusqu'à ce que John Tyndall, un leader du BNP, décide que C18 risquait compromettre la nouvelle image du BNP, décidé à remporter les élections. Toutefois, le BNP a ses propres troupes d'assaut, capables de faire autant de dégâts que le plus forcené des gros bras de C18. La preuve, Tony Welles, alias Lecomber, a été chaudement accueilli par Derek Beackon et John Tyndall à la convention d'un parti se réunissant une semaine après sa libération de prison : poser des bombes et attaquer des Juifs ne constitue pas une barrière à l'accession des hautes sphères du parti.

On attendait une sanction exemplaire à l'égard des 4 membres du BNP/C18 accusés en janvier d'avoir effectué des descentes musclées l'année dernière à Mansfield, dans la zone industrielle de l'est des Midlands. Quand la cour royale les a déclaré coupables, le juge a dit qu'il cherchait un terrain d'entente et a décrit Simon Chadwick, un nazi notable, comme étant le meneur. Mais seulement 4 semaines plus tard, Chadwick et Graham Tasker étaient assignés à 120 heures de travaux d'intérêts généraux et les deux autres à 80 heures. Le juge, dans toute sa sagesse, a dit qu'il était indulgent parce qu'ils n'avaient pas récidivé depuis un an. Ce qui est faux, Chadwick et Tasker ont tous deux mené des actes de violence pour le BNP tandis qu'ils attendaient le procès. Tasker (une petite masse) avait déjà été condamné pour avoir battu une femme noire qui travaillait dans un fast-food. Au moins, Chadwick, qui selon la cour avait déjà été inculpé pour violence, a été renvoyé de son emploi en service civil. L'est des Midlands, comme Tower Hamlets, est un point stratégique pour la double approche du BNP, l'urne et le poing.

Les violences de Blood & Honour et de C18

Blood and Honour, le groupe de coordination nazi-skin, a essuyé une grande défaite lorsqu'il a tenté de tenir une fête internationale à Londres pour commémorer la mort de Ian Stuart Donaldson, le chanteur de Screwdriver. Le rassemblement, fixé à un pub dans l'est de Londres a été empêché grâce à un travail de renseignement de Searchlight et de l'Anti Nazi League et la mobilisation de centaines d'antifascistes à travers Londres qui ont empêché un nouveau squat des nazis. Les nazis étaient venus à Londres pour les plus téméraires des Etats-Unis, ainsi que de Scandinavie et d'autres endroits d'Europe parmi lesquels la France et la Belgique. Une fois encore, C18 qui avait organisé ou plutôt désorganisé l'événement, est reparti la queue entre les jambes.

Les nazis se sont vengés : quelques-uns, rassemblés à un relais-ravitaillement le Red Lion Pub à Ileanor, Derbyshire, ont entendu aux infos que la fête était annulée. Ils ont alors été jusqu'à Nottingham et ont attaqué Mushroom Books, une librairie radicale, causant des dégâts et blessant des gens qui y travaillaient. La police a néanmoins pu arrêter certains d'entre eux et des inculpations

SEARCHLIGHT

sont attendues. Les boneheads venaient d'Écosse, du Yorkshire ainsi que des zones avoisinantes.

Plus tard dans la nuit, les nazis encore libres ont attaqué des passants dans Heanor ; le Red Lion Pub a été fermé et son manager déménagé. Dans ce pub se réunissaient Blood and Honour, C18 et le BNP ainsi que le Ku Klux Klan il y a 4 ans pour une cérémonie d'initiation.

La police locale a été frustrée des peines minimes infligées aux nazis compte tenu du travail de recherche effectué afin de démanteler les gangs d'activistes appartenant à C18/BNP.

Maintenant, les groupes clandestins nazis reprennent les idées de Louis Beam, le fou nazi américain, vétéran de la guerre du Vietnam. Ancien membre de l'organisation criminelle nazie the Order, Beam a longtemps prêché ce qu'il appelle la résistance sans chef, petites cellules de 3 ou 4 activistes nazis qui descendent dans les rues, commettent des meurtres et divers actes de violence afin de parachever une race guerrière (Beam hait particulièrement les couples mixtes). Résultat, les antifascistes en Grande Bretagne sont attaqués dans la rue ou à leur domicile et il y a des raids contre des librairies.

Juste avant d'être boycotté par le BNP, C18 avait édité un document concernant plusieurs numéros de téléphone d'antiracistes et de personnes appartenant aux minorités ethniques de Leeds et de Bradford. La plupart des violences les plus graves ont été commises à Leeds, avec l'agression d'un vendeur de journaux de gauche par des hommes masqués utilisant des clubs de golf et des poings américains. D'autre part, les attaques aux domiciles ont laissé plusieurs blessés et leurs habitations ravagées. Searchlight travaillant avec des antifascistes du Yorkshire a pu identifier un certain nombre des responsables clés de ces actions. Ils incluent Steve Sargent, le frère de Charlie Sargent, chef de rue de C18. Steve Sargent avait fait le voyage de Londres pour participer à ces actions.

L'alliance entre C18 et Harold Covington, le nazi américain instigateur du massacre de Greensboro en 1979, est terminée et tous les plus durs, BNP compris, se regroupent désormais derrière le Docteur William Pierce, l'auteur des *Journaux de Turner* et sa suite, *Chasseur*. Ces livres ont été comme une Bible ou un nouveau *Mein Kampf* pour le mouvement international nazi.

Pierce, docteur ès Sciences, est dans ce milieu depuis les années 1960 : il était alors un personnage-clé dans le parti nazi américain de George Lincoln Rockwell. Aujourd'hui, son Alliance nationale étend ses ailes en utilisant la radio pour diffuser son idéologie nazie. John Tyndall a longtemps été un fan de Pierce, mais les rivaux de Tyndall, les têtes pensantes de C18, contrôlent à l'heure actuelle la section anglaise de l'Alliance nationale.

Parmi les livres de Pierce, on trouve des manuels sur la fabrication des bombes et d'autres livres expliquant les techniques du meurtre. Il a fait un travail étonnant en infiltrant ses hommes dans les moindres recoins de la droite américaine, allant d'autres groupes ouvertement nazis jusqu'à l'Institut du Révisionnisme Historique, une affaire de plusieurs millions de dollars appartenant à Willis Carto. Lentement mais sûrement, une internationale de cadres nazis s'établit avec le Docteur Pierce en son centre.

Justice : bilan

Une bonne nouvelle toutefois : la détention d'une durée de 10 jours de David Irving, le révisionniste pro-nazi pour sa non-obéissance à un ordre de la Haute Cour. Irving avait reçu une avance de 58 000 £ de son éditeur allemand pour le second volume de sa biographie de Winston Churchill. Quand un an plus tard, pas une ligne n'était arrivée, l'éditeur a réclamé qu'on lui retourne son argent. Irving n'a pas pu assurer le remboursement, ayant probablement dépensé l'argent. L'éditeur a réussi à obtenir de la Cour britannique qu'Irving déclare ses biens. Mais il a ignoré l'ordre et n'est pas apparu à l'audience, donc le juge l'a condamné à 3 mois pour outrage à la cour. Malheureusement, il a été libéré après 10 jours.

Restons dans le domaine juridique. Il est bon de savoir que John Morse du BNP a de nouveau été mis en échec. À une époque, Morse a partagé sa cellule avec son patron John Tyndall, quand ils furent condamnés en application des lois antiracistes du milieu des années 1980. Cette fois-ci, il est accusé d'avoir pris part avec d'autres nazis à une bastonnade sur un couple mixte dans l'East-end de Londres, une semaine après l'élection de Beackon l'année dernière.

Morse a soudainement été ajouté à l'accusation le mois dernier. Une autre grosse tête du BNP, Richard Edmonds «Il faut plus d'ordre que de lois» a été libéré sous caution juste avant Noël après avoir passé près de 3 mois en détention préventive sous la même mise en accusation que Morse. Deux autres ont aussi été libérés sous caution, mais Simon Biggs «Frankenstein» est toujours incarcéré en attente de son jugement, fin mai. La détention de Morse signifie que *British Nationalist* n'a plus d'éditeur. Elle pourrait aussi résulter dans l'aboutissement d'une longue procédure de la part des syndicalistes qui cherchent à faire évincer Morse de son travail de conducteur de bus dans le Hampshire. Né en Angleterre, Morse a vécu en Rhodésie puis en Afrique du Sud avant de retourner au pays. Il est un ancien membre de la virulente League of St George, bien connu pour son antisémitisme presque illuminé.

Pendant ce temps, Edmonds a été désigné organisateur national pour le BNP et son précédent poste d'organisateur national des activités a été éliminé. David Bruce, l'ancien organisateur national, a été transféré et sera le député d'Edmonds. Bruce, un nazi relativement puriste, a gagné le dédain de ses camarades du BNP pour avoir ébruité leurs activités plus violentes. Des membres du BNP disent que Tyndall est devenu plus discret après la visite de la police et probablement du MI5 (services secrets) à la fin de l'année dernière, et ceci explique pourquoi il a transféré Bruce et pourquoi il a désavoué C18 de manière si médiatique. C18 n'a pas arrêté de le lui reprocher depuis.

Fascistes en vue

Les lecteurs de *Searchlight* et de *REFLEXes* qui ont suivi les aventures de la fonctionnaire Cathy Murphy, une activiste nazie clé dans les Midlands, impliquée dans la White Aryan Resistance, seront heureux d'apprendre qu'elle a dû quitter son travail après son congé maternité. Un certain nombre de membres du BNP et autres nazis ont également été renvoyés de leur service civil l'année dernière et nous ne pouvons qu'espérer que deux autres stars du BNP, Milton Ellis, un postier, et Gavin Robertson «Guv», un activiste écossais du BNP travaillant dans le Bureau écossais du Gouvernement, auront sous peu leur ordre de démission. Il est clair que depuis longtemps, le BNP a une stratégie d'implantation dans les hautes sphères du gouvernement afin d'avoir accès à des informations en banques de données.

On a reparlé du scandale des nazis du Parti conservateur que Searchlight avait révélé dans le *Sunday Express* l'automne dernier quand il a été révélé qu'une association du Parti conservateur de l'Essex était dirigée par un ancien membre du National Front du Sud de Londres, David Moon. À l'enquête, on a su que d'autres personnalités respectables étaient membres de l'association ou avaient assisté à ses réunions. L'association avait fait les gros titres en réclamant la démission de John Major.

Les conservateurs ont réagi positivement en promettant de pousser l'enquête sur ces individus plus loin. Mais, fait inquiétant, le Parti conservateur n'a toujours pas limogé les nazis exposés comme tels l'année dernière et il semble régner une vraie division quant à la marche à suivre au sein du parti.

La visite de Michel Faci à Londres pour le congrès du BNP en automne dernier avec Norbert Weidner de l'Anti-Antifa n'a pas surpris car Faci semble voyager pour trouver des recrues pour une autre de ses campagnes de mercenaires. Aujourd'hui, la guerre raciale qui se déroule en Afrique du Sud semble être un véritable aimant pour les nazis violents cherchant le sang et la lutte. Peut-être disparaîtront-ils dans un township et ne les reverrons-nous plus jamais. Beaucoup d'antifascistes seraient plus en sécurité. ■

AFRIQUE DU SUD

Eugène veut sa TERRE BLANCHE

Avec la mise en place d'un conseil exécutif transitoire[1] le 18 novembre dernier puis la ratification de la constitution intérimaire le 22 décembre, l'Afrique du Sud a inauguré ses grands changements institutionnels. La situation reste néanmoins très périlleuse d'ici aux élections législatives du 27 avril 1994.

L'alliance du Congrès National Africain (ANC) et du Parti national du président De Klerk ont beau multiplier les gestes de conciliation, rien n'y fait. N'ayant pas renoncé à la création d'un État afrikaner, l'extrême droite blanche, alliée pour la circonstance dans un front du refus au mouvement Inkatha, continue son chantage à la violence et refuse toujours de se rallier au processus en cours.

Des concessions aux surenchères

De toute évidence, les deux géants de la scène politique sud-africaine, le Parti National (PN) au pouvoir depuis 1948 et le Congrès National Africain (ANC) ont accepté, chacun à sa manière, des compromissions sur leurs principes et leur histoire pour le prix de leur entente. Il ne fait pas de doute que c'est l'ANC qui a pu, grâce à de nouvelles concessions, débloquer le cours des négociations qui avaient tendance à piétiner depuis 1990.

En effet, Nelson Mandela a accepté de remettre à plus tard plusieurs objectifs historiques de son organisation. Ainsi, quel que soit le résultat du 27 avril prochain, le gouvernement constitué à l'issue des élections sera dit «d'unité nationale», et ce malgré la victoire prévisible de l'ANC (54% des intentions de votes selon un récent sondage). Si bien qu'un gouvernement de coalition ANC-PN restera probablement au pouvoir pendant au moins 5 ans. D'autre part, l'ANC a abandonné le projet d'État unitaire, face à l'opposition conjuguée du PN et de la coalition d'extrême droite, AUF, conduite par l'ex-chef d'état-major de l'armée, le très populaire Constand Viljoen.

Selon la constitution intérimaire, les régions désormais qualifiées de «provinces» auront des pouvoirs exclusifs dans un très grand nombre de domaines : agriculture, éducation primaire et secondaire, santé, habitation, gouvernements locaux et développement urbain, commerce et police. Ce qui fait dire à monsieur Roelf Meyer, ministre du développement constitutionnel et principal négociateur du PN, que «l'Afrique du Sud sera essentiellement un État fédéral.» Tâchant de satisfaire au mieux les revendications de l'extrême droite et de l'Inkatha dans leur volonté de large autonomie, l'ANC va, sans doute de façon officieuse[2], jusqu'à reprendre presque mot pour mot les formulations mises en avant par le front du refus : soit l'extension des pouvoirs financiers des provinces (dans le domaine fiscal notamment), tout comme l'affirmation de l'autodétermination, dans le cadre d'un processus qui aboutirait à un «Volkstaat» (État afrikaner) et à un État zoulou.

Enfin, autres grandes compromissions, l'ANC a accepté le fait de pouvoir voter pour des listes distinctes aux élections nationales et régionales, comme cela était revendiqué de longue date par l'opposition, en même temps qu'il concédait de diluer les pouvoirs de l'exécutif. Le prochain chef d'État sera ainsi flanqué de deux vice-présidents. La présidence devra fonctionner par «consensus», et le président ne pourra imposer ses vues au cabinet qui sera lui aussi pluri-partite. Les gestes de complaisance de l'ANC, dans le but de préserver le pays d'une guerre civile, ne semblent pas suffire à l'appétit grandissant du front du refus.

Tout se passe comme si la détermination et les exigences des opposants se nourrissaient des concessions de l'ANC. Du côté de l'extrême droite blanche, ceux qui proposaient de rentrer dans le jeu électoral sur la base des concessions faites, dont Viljoen lui-même, ont durci leur position pour ne pas risquer d'être débordés par les éléments plus radicaux. Quant à Buthelezi, le leader de l'Inkatha, il a de son côté rejeté avec mépris les concessions offertes. Et même si dans une partie du pays des partisans de l'Inkatha ont d'ores et déjà lancé leur campagne sous le label d'un Congrès fédéral africain, le Kwazulu, l'ancien homeland[3] dont Buthelezi avait reçu la direction au temps de l'apartheid en est à défier ouvertement le pouvoir en s'opposant à tout préparatif électoral sur son territoire.

De toutes parts, les composantes de la «Freedom Alliance» (FA) regroupant l'ensemble des partis du front du refus se préparent à la lutte armée. L'ANC aura la guerre puisqu'il refuse toute idée de «foyer national» très largement autonome, voire indépendant, afrikaner et zoulou.

Le Volksfront (AVF)

Le premier courant pour l'heure toujours à l'écart du processus de transition est l'extrême droite blanche qui refuse de céder même en partie le pouvoir exclusif mis en place en 1948 qui instaurait de fait la politique d'apartheid. Nostalgiques de l'âge d'or de l'apartheid, ils se refusent catégoriquement à voir siéger un jour à la tête du gouvernement un président noir. Regroupement politique, le Volksfront (front du peuple) conduit par Viljoen rassemble depuis sa création en avril 1993 toutes les sensibilités politiques blanches farouchement pro-apartheid. Allant de l'extrémisme de droite «présentable» avec le Parti Conservateur (CP, formation parlementaire agissant en fait en tant qu'opposition «officielle» du PN) aux néo-nazis de l'AWB, en passant par une foule de groupuscules, l'AVF n'en représente pas moins une force redoutable[4] qui

Membres de l'AWB

fait peser avec insistance sur le pays le spectre de la guerre civile. Coalition politique de circonstance, le Volksfront est loin d'être monolithique, si bien qu'il peut apparaître contre nature. Si le but à atteindre est le même (la création d'un État afrikaner indépendant), si les mobiles qui les poussent sont identiques (refus de «l'assimilation» politique[5], économique et culturelle[6]), les moyens d'agir sont différents.

• VILJOEN : ancien chef d'état-major de l'armée, authentique héros de la guerre d'Angola, il est le représentant de la tendance modérée de l'AVF. Stratège militaire, il sait pertinemment que le peuple boer a tout à perdre dans un conflit direct avec l'ANC, et *a fortiori* avec l'État sud-africain. Partisan farouche de la solution négociée, le chef de ligne de l'AVF a tenté lors d'une réunion houleuse à Pretoria en février dernier d'inciter sa coalition à plus de modération, en appelant officiellement ses partisans à participer aux élections, estimant qu'il s'agissait là du meilleur moyen de manifester la volonté d'autodétermination du peuple afrikaner. Mis en minorité par son aile radicale (surtout sous l'impulsion de l'AWB), Viljoen persiste dans son désir d'aller aux élections, affirmant que 75% des Afrikaners seraient favorables à un «Volkstaat» et qu'ils voteraient pour la liste qui en défendrait l'idée. Murés dans une opposition qui ne souffre aucun compromis, le CP et l'AWB ont rejeté l'option Viljoen. Ce dernier a été définitivement désapprouvé alors qu'il s'est prononcé contre le boycott du scrutin lors d'un meeting devant plusieurs milliers de militants d'extrême droite : hué par la foule, il fut exclu *manu militari* de la tribune par les Wenkomandos de l'AWB. Las, Viljoen a décidé le 18 mars 1994 de participer aux élections à la tête de son nouveau parti, le Front de la Liberté (FF), en même temps qu'il annonçait son départ de l'AVF.

• LE PARTI CONSERVATEUR (CP) est né en février 1982 d'une scission du PN. Son fondateur Andries Teurnicht, représentant de la tendance Verkromptes du PN, indigné par les concessions faites par l'aile modérée de son parti (Verligtes) en faveur des métis et des Indiens quitte le parti de Botha et fonde le CP. Fidèle aux principes des pères fondateurs de l'Apartheid (Malan, Verwoerd, Strijdoem), le CP se refuse à toute réforme visant à remettre en cause la suprématie blanche. Dans ce sens, le Parti conservateur rejette la politique du PN de De Klerk, qu'il décrit comme «un partageur du pouvoir, bradeur de l'héritage de l'homme blanc».

Dans la période actuelle, le parti de Hartzenberg (successeur de Teurnicht), principale force au sein de l'AVF même s'il revendique un retour pur et simple au système de l'apartheid dans un Volkstaat indépendant, n'en demeure pas moins relativement pacifiste (officiellement) dans ses intentions. Aussi, tout en estimant les positions de l'AVF «raisonnables», Hartzenberg juge qu'il sera possible de «faire pression sur les élections de diverses façons», ouvrant la voie à une «campagne de résistance», sans toutefois recourir à la violence. À noter il y a peu une scission au sein du CP : un tiers des militants de ce parti le quittent et rejoignent le parti de Viljoen, choisissant la voie légaliste.

• L'AWB, le mouvement d'Eugène Terre Blanche, représentant l'aile radicale de l'AVF, ne se berce pas d'illusions» quant aux chances de conquérir un État blanc en négociant, voire en faisant pression sur l'ANC. Pour l'AWB, la situation est claire : «un Volkstaat maintenant, par la violence maintenant». Le message est éloquent, la solution passe par la guerre ; aussi le Mouvement de résistance afrikaner multiplie-t-il les opérations paramilitaires d'intimidation, s'arme et s'entraîne. Fort de 34 000 hommes, son organisation est calquée sur le modèle nazi : les Venkomandos faisant office de SA, l'Ister Garde (la garde de fer) s'apparentant aux troupes d'élite SS.

Comme chaque année, le 16 décembre, date anniversaire de la bataille de Blood River (1838) et symbole de la suprématie afrikaner sur l'Afrique du Sud, l'AWB a défilé dans les rues de Pretoria. Démonstration de force impressionnante, l'AWB voulait frapper un grand coup cette année, «dernière année de liberté pour le peuple boer, avant que le PN ne livre le pays aux staliniens criminels de l'ANC». Le cortège est allé jusqu'à la place Jan Snurts, là même où en 1938, Barend Strydom, militant d'extrême droite, était venu tirer sur les passants. Il avait tué huit Noirs, «par amour pour le peuple blanc».

Le soir-même, et ce durant trois jours, l'AWB donnait rendez-vous à ses partisans au Vortrecker monument[7] pour y écouter divers leaders de l'AVF. Se succédèrent à la tribune, devant plus de 70 000 personnes en armes, Hartzenberg, un pasteur intégriste et Eugène Terre Blanche : spectacle nauséeux où le leader de l'AWB, de sa voix «magnifique» et profonde, à la manière d'un tribun romain, éructait une fois de plus ses délires racistes enrobés de justifications bibliques. «Nous sommes blancs parce que Dieu a voulu faire de nous ses soldats»[8], «nous, les Afrikaners, avons le droit, en vertu de la loi divine, de contrôler le Transvaal, l'État libre d'Orange, et le nord du Natal. Nous avons tout construit ici, nous avons amené la civilisation. Nous ne partagerons avec personne et surtout pas avec les nègres». À ses côtés à la tribune, son garde du corps personnel, Keith Conroy, mercenaire d'origine irlandaise et patron de l'Ister Garde, lance à la foule des slogans immédiatement repris : «AWB, AWB», «kill the Kafir» (tuez le nègre).

Autour de la tribune officielle pullulent divers stands. Un immigré allemand vend sa littérature : *Hitler à Berchtesgaden*, *les Waffen SS en images*, *le facteur sioniste*, les œuvres du nazi belge Léon Degrelle et de «l'historien» révisionniste David Irving. Des pancartes invitent les gens à s'engager dans les «Commandos boers». D'autres nous apprennent que Frederik De Klerk («traître à la nation afrikaner») dispose d'un compte bancaire au Liechtenstein, alimenté mensuellement par l'ONU ; que les Boers sont prêts pour «la lutte finale contre les Kafirs» ; que Chust Houi, l'un des leaders de l'ANC, assassiné en 1993 par le World Apartheid Movement, a été tué «par des comploteurs de la CIA alliés à l'ANC pour accentuer la sympathie du monde extérieur à l'égard des Noirs...»

Invitées à ce grand rassemblement, des délégations étrangères tiennent également des stands : PNFE, Vlaams Block jouxtent des groupuscules néo-nazis venus de Suède, d'Allemagne et

d'Autriche. Grand organisateur de ce meeting, l'AWB ne ménage pas ses efforts pour montrer qu'on doit compter avec lui. L'année 1993 est d'ailleurs émaillée d'événements et incidents divers, provoqués par le mouvement d'Eugène Terre Blanche :

• juin 1993 : entrée «fracassante» de l'AWB à l'aide d'un camion (!) dans le World Trade Center, siège des négociations PN/ANC. Une centaine d'AWBistes, Eugène Terre Blanche en tête, pénètrent dans la salle de conférence, «bousculent» nombre de dignitaires ANCistes, peignent sur les murs «un peuple, un État».

• décembre 1993 : 40 hommes armés des «Pretoria Boere Komando Group» (PBKG) et de l'AWB prennent d'assaut le Fort Schanskop, monument historique, fleuron de la conscience boer. Comme ils étaient décidés à rester coûte que coûte dans le fort, le gouvernement envoie une division militaire pour les en déloger. Et, mesure ô combien symbolique, cette division est composée majoritairement d'ex-membres du MK (branche armée de l'ANC) récemment intégrée dans l'armée sud-africaine. Les extrémistes blancs ne devront leur vie sauve qu'à la médiation de Viljoen qui négocie leur retrait, évitant ainsi un bain de sang.

• février 1994 : trois engins explosifs détruisent un pylône et endommagent une ligne à haute tension, faisant suite à une série d'attentats perpétrés contre les installations électriques ainsi que contre les voies ferrées. Ces attentats, non revendiqués, sont cependant attribués à l'AWB.

Plus que de simples provocations, ces incidents prouvent le jusqu'au-boutisme de l'AWB. Ce mouvement veut la guerre et se prépare en conséquence. Des camps d'entraînement dans le nord et l'ouest du Transvaal accueillent chaque week-end ses militants où ils sont initiés au tir et au maniement de la matraque. Un rapport secret de la police sud-africaine révélait en outre que l'AWB préparait des stocks d'eau potable importants, que ce même mouvement avait déterminé l'emplacement des camps de survie dans les régions montagneuses dans le nord du Swaziland et du Transvaal. Autre révélation, ce rapport mentionne la constitution d'équipes ayant pour tâche d'amasser du bois de chauffage en prévision de périodes où ils se verraient privés d'électricité.

L'AWB n'est pas le seul mouvement à se préparer activement à un conflit armé. Nombre de groupuscules radicaux gravitant autour lui emboîtent le pas : le PBKG, le World Apartheid Movement, les Wit Woelfe (les loups blancs), le BBB, et enfin le BWB, rendu célèbre pour avoir intégré dans ses corps une division d'handicapés mentaux.

Les conservateurs noirs

L'extrême droite blanche s'est considérablement renforcée en octobre dernier grâce à la création de l'Alliance pour la Liberté, une coalition réunissant, outre l'AVF, le mouvement Inkatha et les «administrations» des Bantoustans du Kwazulu (gouverné par l'Inkatha), du Bophuthatswana et du Ciskei. Dans son manifeste, l'Alliance réclame pour «tous les peuples d'Afrique du Sud le droit inaliénable à l'autodétermination». Mais tandis que l'ultra-droite blanche se prépare à la guerre, l'opposition conservatrice noire n'a pas attendu les élections pour entrer en conflit avec l'ANC, comme c'est le cas de l'Inkatha dans les townships du Natal, n'aboutissant pas à un conflit direct comme ce fut le cas tout récemment au Bophuthatswana.

• L'INKATHA : le parti de Mangosuthu Buthelezi, à dominante zouloue, s'inquiète de l'arrivée imminente de l'ANC au pouvoir. Ennemi héréditaire du parti de Mandela, il faut chercher dans des raisons historiques et politiques les origines du conflit ANC/Inkatha. *A priori* tout oppose ces deux partis :

• d'une part une rivalité ethnique vieille de plusieurs siècles mettant face à face Zoulous de l'Inkatha et Xhosas majoritaires au sein de l'ANC (Mandela et Ramaphosa, numéro deux de l'ANC, sont Xhosas).

• d'autre part une rivalité politique, l'ANC étant d'obédience marxisante (nombre de membres du Parti communiste sud-africain (SACP) sont membres de l'ANC, comme Joe Slovo, numéro un du SACP), tandis que le programme politique de l'Inkatha s'inscrit dans la tradition zouloue, faite de fidélité infaillible au roi zoulou Goodwill Zwelthini. Aux yeux de Buthelezi, les Zoulous ont donc tout à perdre avec l'arrivée au pouvoir de l'ANC, à commencer par leur identité. Si bien que le leader politique zoulou menace de mener son homeland le Kwazulu à sécession. Comptant sur le soutien de la police du Bantoustan et de l'appui des populations rurales (dans les zones urbaines, l'ANC supplante l'influence inkathiste même dans le Natal, pourtant fief zoulou), Buthelezi ne doute pas de sa force.

Strictement structurée, la force de l'Inkatha réside en ses «Impies», autrement dit ses régiments zoulous qui n'attendent qu'un mot de leur roi pour laver, selon la tradition, leurs lances dans le sang ennemi ; sans cela, ils n'auraient même plus le sentiment d'appartenir à la nation zouloue.

Alors que la violence a fait quelques 4364 victimes en 1993 (affrontements ANC/Inkatha pour l'hégémonie dans les townships du Natal, pour la plupart contrôlés par l'ANC), il ne faudrait pas grand-chose pour rendre cette rivalité encore plus meurtrière et sophistiquée. Signe avant-coureur d'un changement d'échelle du conflit : en septembre dernier, l'Inkatha annonçait l'ouverture près d'Ulundi d'un camp pour la formation «d'unités d'autodéfense» au nom symbolique d'Umfelandawonye (mourir dans l'unité). Selon la presse sud-africaine, des camps de la police de Kwazulu serviraient également de bases d'entraînement de civils par des instructeurs de l'AWB. Plus récemment, la commission d'enquête du juge Goldstone chargée d'analyser la violence en Afrique du Sud a prouvé l'existence d'un «escadron de la mort» au sein de la police du Kwazulu. Enfin, il y a quelques semaines, des affrontements ont fait de nombreuses victimes. Le 26 et 27 mars, des affrontements entre l'ANC et l'Inkatha ont fait 54 morts. Le 28 mars à Johannesbourg, l'Inkatha a attaqué le siège de l'ANC. Bilan : 30 morts et 250 blessés.

Voulant désamorcer la menace zouloue et mettre fin à la guerre des townships, Mandela, lors d'une rencontre historique avec Buthelezi le 1er mars 1994, a exhorté le leader zoulou à poser les armes et à se joindre au processus électoral. Complaisant, Buthelezi a donné son accord et a permis d'inscrire son parti aux élections, éloignant momentanément le danger d'une guerre ouverte dans le Natal-Kwazulu.

Membres de l'AWB devant le Vortrecker monument

Accord de principe, sans garantie écrite : quelques jours plus tard, l'Inkatha se rétractait et ne déposait pas sa candidature le 16 mars, date du bouclage des listes électorales. L'Inkatha semble avoir définitivement choisi sa voie, il conquerra son indépendance par les armes.

• LE BOPHUTHATSWANA : outre l'opposition zouloue, le Bantoustan du «Bop» constituait le deuxième bastion de résistance noire au démantèlement de l'apartheid. La coalition PN-ANC en ayant pris officiellement le contrôle, après avoir destitué son «président» Lucas Mangope à l'issue d'un véritable bras de fer, il devait tomber le 13 mars. Dès le début du processus démocratique, le président Mangope s'était opposé à la réintégration de son Bantoustan dans le territoire sud-africain et avait rejoint l'Alliance de la Liberté (FA).

Il n'entendait abandonner ni ses pouvoirs, ni les recettes tirées d'une part de l'exploitation de mines de platine, et d'autre part des nombreux casinos du Bantoustan, dont le célèbre complexe hôtelier de Sun City. Il avait dit non aux élections, et même refusé l'accès de son territoire à Mandela.

Début mars, les partisans du processus électoral décrètent une grève générale dans le homeland. Jeudi 10 mars, les forces armées du «Bop» changent de camp et passent du côté des manifestants. Lucas Mangope prend alors la fuite, tandis qu'à son appel ses alliés de l'AWB envoient 5000 hommes à la rescousse. S'ensuivent alors des combats entre les militants d'extrême droite et la population et l'armée qui joignent leurs forces pour combattre les «racistes». Pour tenter de calmer le jeu, le «président» Mangope publie un communiqué annonçant qu'il recommande au «Parlement» du Bantoustan de voter en faveur de la participation aux élections. Son parti, le Parti chrétien-démocrate, s'est fait enregistrer à la dernière minute par la commission électorale.

La troisième force

La complaisance de l'armée et de la police sud-africaines envers le front du refus est d'autant plus inquiétante qu'elle lui fournirait un allié potentiel non négligeable.

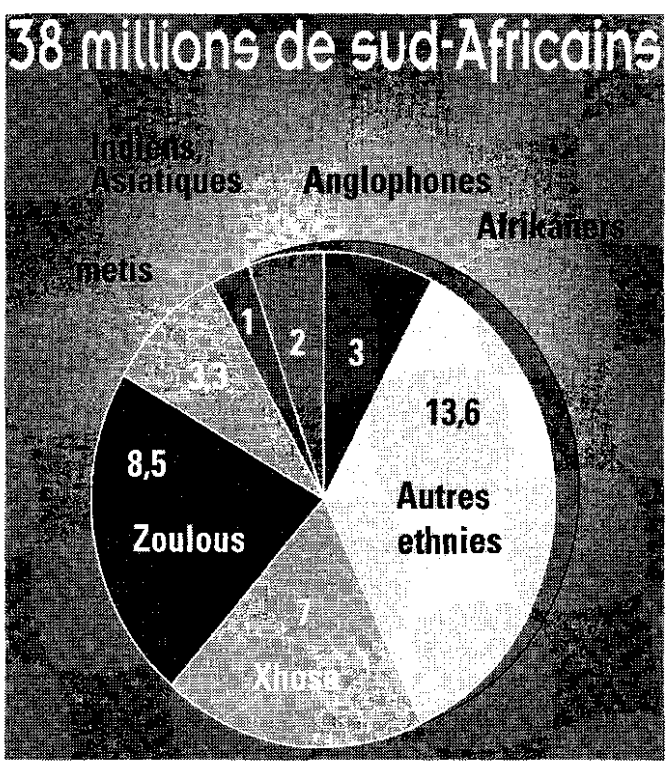
En janvier dernier, le ministre de l'Intérieur ne faisait pas de mystère quant à son opposition au président De Klerk à qui il reprochait de s'être trop rapproché de l'ANC, au détriment des alliés historiques du PN comme l'Inkatha.

La collusion armée-police et Alliance de la Liberté est évidente, et les révélations la soulignent un peu plus chaque jour. Ainsi, une enquête mettait à jour l'infiltration des ultras au sein des unités de réserve de l'armée, les «Commandos», allant jusqu'à estimer au nombre de 10 000 le nombre d'hommes «physiquement et moralement disposés» prêts à prendre les armes du côté de l'extrême droite.

Une autre enquête (faite par le journal de gauche *Weekly Mail*) prétendait qu'en cas de guerre, 25 000 policiers blancs seraient prêts à soutenir l'idée d'un «Volkstaat» indépendant. Dans son édition du 18 mars, le *Weekly Mail* faisait état d'un trafic d'armes au profit de l'Inkatha dans lequel la police serait impliquée. En représailles, De Klerk limogeait le numéro deux de la police sud-africaine, Basie Smit. Ce trafic allait confirmer les liens privilégiés qu'entretenaient depuis fort longtemps services de police et Inkatha.

Outre la complaisance d'une partie de l'armée et de la police, la FA peut compter sur un appui financier extérieur qui lui permet de se préparer un peu plus encore à la guerre. Ainsi, le Volksfront dispose du soutien financier de diverses organisations d'extrême droite en Europe et aux États-Unis, tandis que l'Inkatha peut compter sur quelques «parrains» fortunés, tel le Britannique John Aspiral, ancien propriétaire de casinos ou l'Américain Hayssed Stephen qui s'identifie à la cause zouloue.

Le jusqu'au-boutisme des radicaux (AWB, Inkatha) pourrait à lui tout seul embraser le pays et le plonger dans la guerre civile. Convaincus que leur lutte est juste et qu'il y va de leur survie, les militants de l'aile radicale de la Freedom Alliance pourraient influencer vers un raidissement politique des alliés modérés (CP). Le front du refus paraît néanmoins affaibli en cette période préélectorale par la mise au pas de Mangope au «Bop» et la traîtrise de Viljoen tenté par la voie légaliste. La FA est d'autant plus amoindrie que la décision du général Viljoen risque d'isoler les va-t-en guerre. Elle réduit leur espace politique. Elle renforce le légalisme des militaires sud-africains. Politicien novice mais ancien chef d'état-major des forces armées, Viljoen jouit toujours d'une influence réelle chez les militaires. Nul doute que sa participation aux élections dissuadera les gradés de haut rang qui auraient pu être tentés d'accorder leur soutien à une solution putschiste ou terroriste. ■



1 TEC : organe gouvernemental réunissant côte à côte depuis sa création politiciens blancs et noirs. De fait, plus qu'un gouvernement de droit, le conseil exécutif de transition voit son rôle limité à l'organisation des premières élections multiraciales du pays, tandis que les appareils législatifs et exécutifs de l'apartheid, y compris le gouvernement de De Klerk, restent en place.

2 Officieuse : l'ANC, qui en faisant plus que vraisemblablement «s'illusionner» l'extrême droite blanche et les conservateurs zoulous de l'Inkatha sur la perspective éventuelle de futurs États afrikaner et zoulou indépendanst, répond ainsi à une habile manœuvre politique. Si l'ANC veut à tout prix éviter une guerre dont elle connaît pourtant l'issue tant la disproportion des forces en sa faveur est évidente, les maintes concessions qu'elle a déjà faites à ses adversaires s'arrêteront net un jour. De fait, les intérêts étant diamétralement opposés, jamais l'ANC n'acceptera de «donner» le Natal à l'Inkatha et l'Orange Free State et le Transvaal (greniers à blé du pays) à l'extrême droite, comme ses opposants le lui demandent.

3 En 1971, le Bantou Homelands Constitution Act consacrant la politique de «grand apartheid» était censé confier son propre gouvernement à chacune des ethnies sud-africaines. «Indépendants», Bophuthatswana, Ciskei, Transkei, Venda ou «autonomes», Kwazulu, les Bantoustans ne furent jamais reconnus par la communauté internationale en tant qu'États à part entière. États fantoches entre les mains de «présidents dictateurs» à la solde du gouvernement de Pretoria, les homelands sont appelés à disparaître dans la foulée des élections.

4 Selon certaines estimations, les sympathisants de l'AVF représenteraient environ 1,2 million de personnes, dont 100 000 prêtes à prendre les armes immédiatement.

5 «Nous ne pourrons jamais être associés à l'instauration d'un gouvernement négro-stalinien.» Eugène Terre Blanche.

6 Dans la nouvelle Afrique du Sud, la langue officielle sera l'anglais au détriment de l'afrikaner.

7 Monument érigé dans la banlieue de Pretoria en mémoire du Grand Trek (marche des pionniers boers au XVIII[e] siècle) et de «l'œuvre civilisatrice» de ce peuple en terre africaine.

8 Référence à la bataille de Blood River contre les Zoulous, avant laquelle les chefs boers passèrent selon la légende un pacte avec le Tout Puissant : s'ils l'emportaient, ils seraient à jamais ses soldats.

RUSSIE

IIIe ROME ou IVe REICH ?

En remportant près d'un quart des suffrages lors des élections législatives du 12 décembre dernier en Russie, le leader fasciste Vladimir Jirinovski et son Parti libéral-démocrate ont été les grands vainqueurs du scrutin dans un pays sans cesse à la dérive, fatigué par la «thérapie de choc» néo-libérale imposée depuis 1992. Cette percée d'un parti fasciste dont les collusions avec les néo-nazis allemands sont avérées a de quoi surprendre dans un pays où le nationalisme (appelé «patriotisme») s'est longtemps nourri de la référence à la victoire sur le nazisme.

Si l'on regarde de près le succès de Jirinovski, on ne peut qu'être frappé par l'attitude des démocrates en même temps que par la vivacité croissante du mouvement nationaliste russe dont Jirinovski n'est qu'une expression.

Il y avait plusieurs élections en même temps le 12 décembre en Russie. Deux élections pour le Parlement, l'une à la Chambre Haute (le Conseil de la Fédération), et l'autre pour la Chambre Basse (la Douma d'État). En même temps se tenait un référendum portant sur le projet de Constitution. Ces élections, dont l'annonce avait été à l'origine des affrontements armés des 3 et 4 octobre derniers entre les tenants du pouvoir présidentiel de Eltsine et l'opposition parlementaire, devaient logiquement entériner la victoire du pouvoir présidentiel.

Les résultats les plus attendus étaient ceux du référendum sur le projet de Constitution, qui a été adoptée avec 58% de «oui» (54,8% de participation[1]), et les résultats de la Chambre Basse. Celle-ci était élue pour moitié au scrutin majoritaire par circonscription (225 députés), et pour moitié au scrutin proportionnel par liste (225 députés également). C'est ce dernier scrutin qui permettait de savoir quel était l'état de l'opinion russe, le scrutin par circonscription de même que l'élection à la Chambre haute étant, par nature, dominés par les personnalités locales.

Avec environ 23% des voix (15 millions de personnes), le parti de Vladimir Jirinovski est arrivé largement devant la coalition eltsinienne[2] «Choix de la Russie» emmenée par l'artisan de la «thérapie de choc» et ex-premier ministre de Eltsine, Egor Gaïdar (15,4%), et le Parti communiste de la Fédération de Russie de Guénnadi Ziouganov (12,35%).

Cette large victoire, Jirinovski la doit pour partie au camp «démocrate» qui a littéralement joué avec le clown Jirinovski, comme Gorbatchev l'avait fait deux ans auparavant.

Car pour les Russes Jirinovski n'est pas un inconnu. En juin 1991, alors que Eltsine joue la Russie contre l'URSS dans sa conquête du pouvoir, il organise les premières élections présidentielles russes au suffrage universel direct, qu'il remporte largement (57,8% des voix). Et déjà Jirinovski recueille 6 millions de voix (7,8%) sur ses thèmes favoris : la défense des Russes vivant hors de la Fédération, la conservation de l'empire, un pouvoir présidentiel fort, et la vodka à 3 roubles. Dès cette époque, on soupçonne les «organes de sécurité» d'avoir poussé ou encouragé cette candidature afin de limiter le score de Eltsine. Car la lutte entre Gorbatchev et Eltsine bat son plein et Gorbatchev sait bien qu'une victoire de Eltsine à ces élections lui donnent plus de crédibilité aux yeux de l'Occident, qu'un président de l'URSS désigné par un Parlement pas même élu. Il y a peu, cette thèse de Jirinovski agent ou instrument du KGB a été de nouveau avancée par le maire de Saint-Pétersbourg Anatolii Sobtchak[3]. Et il est vrai que son parcours peut étayer cette thèse.

Il a d'abord été étudiant à l'Institut des Langues orientales de l'Université de Moscou qui est connu pour fournir régulièrement des cadres au KGB, puis il a fait son service militaire comme lieutenant dans une unité de renseignement militaire. Quelque temps après, il est passé par le Conseil de la Paix, organisation soviétique type chargée d'influencer les mouvements pacifistes à l'Ouest, puis c'est l'École supérieure des Syndicats en liaison avec les syndicats des pays non-communistes. Après un passage aux éditions MIR et des études de droit, on le retrouve en 1988, sous Gorbatchev, à la Confédération des organisations juives. Cette organisation totalement contrôlée par le parti avait pour but de contrecarrer l'action des autres organisations juives antisoviétiques ou supposées telles parce qu'elles soutenaient les dissidents juifs. Il faut noter au passage que c'est sans doute de là que part le bruit selon lequel Jirinovski est juif, certains disant que son père était juif[4] et sa mère russe. Peut-être n'a-t-il été juif que pour la circonstance, peut-être l'est-il vraiment, mais alors comment expliquer l'antisémitisme qu'il utilise dans ses discours ?

En 1990, Jirinovski crée le Parti libéral-démocrate qui est le deuxième parti a être enregistré par les autorités, et ce dans une période où il est encore difficile pour toute opposition de s'affirmer. Il présente son parti comme étant l'héritier d'un parti modéré d'avant la Révolution, désireux de s'inscrire dans le courant du libéralisme russe et européen. Là encore, il semble que les autorités soviétiques qui venaient d'accepter le multipartisme du bout des lèvres aient voulu encourager un tel parti qui ne pouvait que discréditer les idées démocrates. Car rapidement, les références de Jirinovski au libéralisme font place au discours musclé sur la reprise en main du pays et le maintien à tout prix de l'URSS, qui culmine lors des élections de 1991. Après celles-ci, Jirinovski connaît une relative éclipse personnelle[5] qui ne l'empêche pas d'œuvrer au sein des mouvements «conservateurs». En décembre 1991, il participe à la création de l'association «Nachi» (les nôtres) aux côtés du général Makachov[6], du colonel Alksnis[7], de S. Kouniaev directeur de la très réactionnaire revue *Nach Sovremennik* (Notre Contemporain) et du présentateur de télévision Nevzorov[8]. Tous sont à des degrés divers des nostalgiques de l'URSS qui considèrent que les démocrates arrivés au pouvoir ne sont que des marionnettes de l'Occident qui cherchent à mettre la Russie à genoux. En juin 1992, Jirinovski fait partie des fondateurs de l'Assemblée nationale russe avec le général Sterligov, l'inévitable Makachov, les écrivains Belov et Raspoutine (tous deux membres du comité de rédaction de la revue *Nach Sovremennik*). Cette organisation se propose «de renverser par des moyens constitutionnels le gouvernement» afin de mettre en place un comité de salut national gelant toute réforme économique.

L'année 1992 a été riche en ce qui concerne la création d'organisations oppositionnelles. Sitôt les réformes économiques lancées, avec leurs conséquences sur l'opinion russe, l'opposition qui avait été assommée après l'échec du putsch de 1991 puis l'éclatement de l'URSS, reprend du poil de la bête. C'est à cette époque que se constitue de façon formelle le mouvement «rouge-brun» ainsi nommé parce qu'il regroupe communistes et nationalistes qu'il est parfois très dur de distinguer. Ce mouvement, qui compte de nombreux leaders plus intelligents et mieux soutenus que Jirinovski noie celui-ci. Ce sont les nationalistes élus au Parlement comme Babourine, Pavlov, Astafiev ou les dirigeants d'organisations de masses comme les communistes Ziouganov, Anpilov ou Makachov qui prennent le devant de la scène. Il en sera ainsi en mars 1993, ou lors des affrontements du 1er mai.

la conservation de l'empire, un pouvoir présidentiel fort, et la vodka à 3 roubles

C'est après les affrontements de mai justement que Jirinovski adopte une attitude différente de ses anciens amis nationalistes, en acceptant de participer à une commission chargée par Eltsine d'élaborer un projet de constitution. Cette commission est boycottée par les autres leaders du mouvement «rouge-brun» et d'une façon plus large par les opposants à Eltsine comme le président du Parlement R. Khasboulatov ou le vice-président A. Routskoï.

Annoncée dans un climat tendu qui devait déboucher sur les affrontements armés des 3 et 4 octobre 1993, la dissolution du Parlement était attendue à plus ou moins brève échéance par les différents partis politiques russes. En décidant de dissoudre le Parlement, Eltsine a permis aux chefs de «l'opposition irréductible» de se réunir, alors que le mois de juin 1993 avait montré qu'entre nationalistes et communistes, le torchon brûlait. Ainsi, lors de la défense de la Maison Blanche, on retrouve les communistes Anpilov (RKRP[9]), Ziouganov (PCFR[10]), les nationalistes Astafiev, Babourine (ROS[11]), Pavlov, Alksnis, Konstantinov, et même les néo-nazis de Barkachov[12] qui ont assuré jusqu'au bout la défense du Parlement. Si certains leaders comme Ziouganov ou Babourine se démarquent des appels à la violence, ils affirment néanmoins leur soutien au Parlement.

Jirinovski et Frey

Le seul nationaliste d'envergure à se déclarer en faveur de l'assaut du Parlement et à soutenir le pouvoir présidentiel est Vladimir Jirinovski. Avec un certain opportunisme, il a dénoncé la rébellion de ceux aux côtés desquels il avait précédemment œuvré. Est-ce par calcul politique qu'il appuie avec grand bruit l'assaut des chars, ou bien respecte-t-il à la lettre son programme : soutenir le pouvoir présidentiel seul garant de l'ordre ? Il est fort probable que Jirinovski a été satisfait du naufrage politique de ses concurrents et surtout de celui de A. Routskoï, qui au fil du temps avait réussi à devenir le principal opposant à Eltsine. Auréolé par son passé de militaire, il était le seul dans l'opposition à jouir d'une réelle envergure nationale.

Il apparaît donc assez clairement que Eltsine n'était pas le seul à trouver un avantage à l'écrasement du soulèvement.

La courte période qui sépare les événements d'octobre des élections donne encore à penser sur l'existence d'une complaisance des démocrates à l'égard de Jirinovski pour ne pas dire collusion.

Ainsi, sur les quatre partis politiques nationalistes qui ont voulu se présenter aux élections, seul le Parti libéral-démocrate de Jirinovski y a été autorisé par la commission électorale. Il va sans dire que les membres de cette commission avaient été entièrement désignés par Eltsine. Cette manœuvre a permis d'écarter les nationalistes encore en liberté : Astafiev, Babourine, Pavlov, Vlassov. Ceux-ci présentaient potentiellement plus de danger que Jirinovski, qualifié de «clown» en raison de ses discours intempestifs[13] et contradictoires. De plus, Jirinovski avait aux yeux de Eltsine et de ses partisans l'immense avantage d'appeler à voter «oui» au projet de Constitution très présidentiel de Eltsine. Or, les autres nationalistes appelaient à voter «non», ce qui pouvait menacer l'adoption du projet. Il n'en reste pas moins que le pouvoir, en éliminant tous les concurrents nationalistes de Jirinovski, a multiplié ses chances de succès. De plus, en achetant avec on ne sait quel argent des espaces publicitaires à la télévision, Jirinovski a pu servir son discours à toute la Russie, alors que dans le même temps les autres candidats n'ont pas eu le droit à tant de complaisance.

Mais il serait illusoire de vouloir réduire la percée de Jirinovski à des manipulations d'apprentis sorciers démocrates. Car si cet homme est un clown, il s'appuie sur une idéologie bien réelle. Lors de sa campagne électorale télévisée, Jirinovski a lourdement insisté sur le besoin d'un pouvoir présidentiel fort, sur la nécessité de défendre les Russes où qu'ils soient, sur sa volonté de ramener l'ordre dans tout le pays, et de mettre un terme à la «thérapie de choc» en économie.

L'idée principale qui perce dans le discours de Jirinovski comme chez les autres nationalistes, c'est que la Russie a été mise à genoux par l'Occident, qui s'empare de ses richesses par l'intermédiaire de ses alliés à l'intérieur du pays : les démocrates. Tous les désordres en cours sont en fait organisés. Seul un pouvoir capable de s'opposer à l'Occident peut ramener l'ordre et avec lui la prospérité. Et ce discours trouve prise dans une population qui, en moins de dix ans, a vu se disloquer le système égalitariste existant au seul profit d'une fine couche de la population : les chantres du libéralisme à l'occidentale ou bien les mafias. L'inflation consécutive à la brutale libération des prix a réduit à la misère une grande partie de la population, comme les retraités, mais d'une façon plus générale tous ceux qui ne peuvent être payés que par l'État : les professeurs, les agents des «organes de sécurité», les militaires. Ces derniers, avant les autres, ont eu le sentiment que leur pays s'effondrait en abandonnant les pays de l'Est puis les républiques soviétiques. Aujourd'hui, les populations qui ont cru que l'indépendance leur apporterait la richesse commencent à se dégriser[14]. Les gens se demandent quels avantages ils ont obtenus à se séparer les uns des autres. Et cette nostalgie de l'empire est particulièrement forte pour ce qui concerne les républiques d'Ukraine et de Biélorussie. Pour de nombreux Russes, ces républiques font partie de la Russie, celle d'avant la Révolution, celle dont parle Jirinovski.

Dans le même temps, l'effondrement des valeurs traditionnelles a laissé la place à un esprit mercantile qui fait peu de cas de la solidarité. Le succès de Jirinovski, c'est la première sanction à l'encontre des réformateurs libéraux et de leur politique. Pour y mettre fin, certains Russes ne voient qu'une solution : un gouvernement réellement russe qui ne dépende pas de l'Occident et qui soit capable de se faire respecter sur l'ensemble du territoire.

Et à ce titre, il ne faut pas seulement considérer la victoire de Jirinovski comme signe de cette tendance à vouloir un gouvernement russe fort et indépendant de l'Occident. On aurait tort d'oublier que le Parti communiste de Ziouganov a désormais l'habitude de tenir un discours pour le moins similaire, ou à peu de choses près. En novembre dernier encore, Ziouganov a écrit un article qu'il a fait publier dans la revue nationaliste *Nach Sovremennik*, pourtant peu tendre avec les communistes... exceptés les repentants. Inversement, au lendemain des élections, la *Pravda* faisait remarquer qu'il fallait respecter le vote des Russes...

Lors de l'élection du président de la Douma, les nationalistes ont suivi les consignes de leur candidat Iouri Vlassov et voté pour le candidat communiste Rybkine. Plus récemment encore, lors de la constitution des groupes parlementaires, les communistes ont dépêché Anatolii Loukianov[15] pour aider les députés nationalistes isolés comme Babourine, Vlassov et Nevzorov à créer un groupe.

Le nouveau Parlement russe, tout comme l'ancien, semble être le lieu de rapprochement des communistes et des nationalistes[16]. Sans réels pouvoirs en face du président, ils semblent tout à fait capable de surmonter leurs divisions pour capitaliser un mécontentement croissant de la population. Or celle-ci n'est pas au bout de ses peines, car les libéraux, même s'ils commencent à hésiter, vont un jour passer au deuxième stade de la réforme économique : la fermeture des entreprises déficitaires et les licenciements. Exigées par le Fonds monétaire international, ces mesures ne peuvent qu'augmenter le nombre de

suite page 26

ALLEMAGNE

La sécurité en campagne électorale

L'Allemagne réunifiée voit se dérouler un «Super-Wahljahr», un nombre record d'élections cette année : élections locales, régionales, européennes et les élections les plus importantes au niveau fédéral qui détermineront le futur gouvernement central au mois d'octobre.

Les campagnes électorales sont caractérisées par la droitisation qui a modifié le paysage politique allemand depuis la réunification. Les positions prises par les grands partis politiques, sociaux-démocrates inclus, sont devenues plus populistes et aussi plus nationalistes, notamment dans le domaine de l'immigration et du droit d'asile qui a été quasiment supprimé.

La «sécurité intérieure» est un autre sujet particulièrement révélateur de cette droitisation de la politique allemande. Sur la base d'un consensus large des partis conservateurs et des sociaux-démocrates, la tendance générale va dans le sens de mesures restrictives et répond ainsi aux demandes populistes : des peines plus sévères, une police plus nombreuse et dotée de nouvelles compétences.

Cette année, la majorité gouvernementale des conservateurs et des libéraux en Allemagne a présenté à cette fin une proposition de loi intitulée *Verbrechensbekämpfungsgesetz* (loi pour la lutte contre le crime). Son contenu est aussi large que son titre. Elle contient des mesures pour des domaines aussi différents que la lutte contre la violence d'extrême droite, contre la «petite délinquance» et contre le crime économique «organisé».

La sécurité : un sujet électoral à la mode

La sécurité publique est parmi les sujets qui ont très sensiblement gagné en importance pendant les campagnes électorales depuis quelques temps déjà : les partis politiques espèrent symboliser par leurs activités concernant la sécurité leur capacité à agir dans tous les domaines du gouvernement. En même temps, les citoyens attendent de l'État qu'il assure la sécurité de chacun, et cela prend une importance croissante, dans la même mesure que l'individualisation de la société et l'idéalisation de la sécurité dans tous les domaines de la vie moderne (stabilité économique, retraites, circulation routière, sécurité publique).

Le rôle que joue le sujet de la sécurité publique pendant bien des campagnes électorales est en partie créé artificiellement à l'aide d'un mécanisme particulier : quelques temps avant les élections, les déclarations officielles et les reportages sur les problèmes de sécurité et sur la délinquance supposés en croissance se multiplient. De cette façon se prépare le terrain sur lequel les forces politiques du gouvernement peuvent présenter des initiatives pour démontrer leur capacité à résoudre les problèmes supposés. Les partis d'opposition, évidemment, sont obligés de riposter pour ne pas laisser ce domaine politique au gouvernement.

Ce mécanisme n'est de l'autre côté pas totalement artificiel, sinon le sujet ne pourrait pas se maintenir aussi constamment pendant les campagnes électorales. La réalité sociale connaît une évolution réelle des problèmes liés à l'insécurité et à la criminalité.

Les particularités de l'Allemagne réunifiée

Tout d'abord, les crimes et la violence d'extrême droite qui ont bouleversé l'Allemagne pendant ces dernières années ont changé les alliances politiques dans le domaine de la sécurité publique. Les confrontations gauche-droite sont beaucoup moins claires qu'avant. Bien des gens de gauche qui avaient contesté l'État policier et ses activités répressives contre les militants de gauche de l'après 1968 étaient parmi ceux qui criaient à la vengeance, réclamant une action policière particulièrement répressive contre l'extrême droite. Ainsi, il se forme une alliance inhabituelle entre des anciens militants de gauche et des policiers et politiciens de droite qui voient l'heure venue pour imposer des restrictions à la liberté de manifester, des peines les plus sévères, des gardes à vue préventives et bien d'autres compétences et équipements souhaités depuis longtemps contre les militants de gauche.

Une partie de ces dispositions sont parmi les propositions faites en vue des campagnes électorales cette année. Quelques clarifications nécessaires dans la législation pénale antinazie en ce qui concerne par exemple certains symboles presque hitlériens utilisés impunément par des militants d'extrême droite font l'unanimité quasi totale. Mais sinon, une opposition faible mais décisive s'est formée de ceux qui rappellent qu'un État répressif ne vise pas les causes de l'influence croissante de l'extrême droite sur les jeunes. Au contraire, une telle politique serait un succès pour l'extrême droite dont un des objectifs centraux est l'instauration d'un État fort et répressif.

Mythes et réalités de l'insécurité

À côté de la violence de l'extrême droite, deux autres thèmes dominent les débats sur la sécurité pendant les campagnes électorales : la petite délinquance dont on ne cesse d'avancer la tendance inflationnaire et le «crime organisé» de type mafieu.

Derrière ces deux arguments, il y a une certaine réalité sociale qui a changé les limites individuelles du respect de l'ordre défini par les États. La désintégration sociale a favorisé la «petite délinquance». Le «crime organisé» n'est possible que parce que dans les systèmes capitalistes, le fait de gagner de l'argent est devenu plus important que le contenu du travail et le sens de son produit. Ainsi, on ne pourra sûrement pas nier une certaine tendance vers une plus grande criminalité dans ces deux domaines.

Mais les chiffres avancés sur l'importance quantitative de cette délinquance sont aussi douteux que la plus grande partie des remèdes proposés pendant les campagnes électorales : les statistiques sur la criminalité basées sur l'appréciation policière des cas traités ne disent pas grand-chose. Elles dépendent du contenu des déclarations faites par les citoyens, de la visibilité pour les policiers travaillant dans l'espace public, de leur présence dans les rues, de leur appréciation de l'importance des faits et de bien d'autres facteurs qui les éloignent considérablement d'une réalité «objective».

Pourtant, ces deux formes de criminalité remplissent des fonctions idéologiques pendant les campagnes électorales. Elles permettent aux grands partis politiques de démontrer leur capacité d'agir dans un domaine sensible.

Législation symbolique

La sécurité publique se prête comme sujet pour les campagnes électorales encore pour une autre raison : les propositions avancées ne sont en général pas très coûteuses. Seule exception, les augmentations des crédits promises lors de tels débats aux policiers. Mais en temps de crise économique, les moyens financiers sont limités, et ainsi, il ne reste que des mesures particulièrement symboliques : des initiatives législatives. La proposition pour le *Verbrechensbekämpfungsgesetz* allemand n'oublie d'ailleurs pas d'avancer qu'on espère compenser une grande partie des crédits nécessaires pour sa réalisation

par la confiscation des profits du «crime organisé». Il reste à savoir si les outils juridiques s'avéreront vraiment suffisants pour saisir des sommes importantes d'argent blanchi.

Pourtant, il est plus probable que cette proposition actuellement réalisée par un grand nombre de pays suivant des accords internationaux reste aussi symbolique que la plupart des propositions faites pendant les campagnes électorales du *Super-Wahljahr* 1994.

Les propositions restent dans le domaine du symbolique parce qu'il n'est pas du tout sûr qu'elles puissent vraiment contribuer à résoudre les problèmes pour lesquels elles ont été avancées. Au contraire, il est possible qu'en fin de compte, ces nouvelles dispositions touchent beaucoup plus de gens que cela n'a été envisagé officiellement. Ceci est particulièrement vrai pour les propositions au niveau pénal. Si on augmente par exemple les peines pour les atteintes à l'intégrité corporelle, on vise peut-être les militants d'extrême droite, mais un public beaucoup plus large de toute provenance sera également concerné.

La proposition d'intégrer les services secrets dans la lutte contre le crime organisé est particulièrement douteuse. Privés de la plus grande partie de leur travail et de leur justification avec la fin de la confrontation Est-Ouest, ces services désormais superflus auraient dû logiquement être supprimés. Étant donné que même leur contrôle par les Parlements est très peu développé sous prétexte du caractère secret de leur travail, il s'agit de services très inefficaces dont la productivité est, même en relation avec d'autres administrations publiques, très faible. Pour sauvegarder ces services superflus, le *Verbrechensbekämpfungsgesetz* prévoit l'utilisation des capacités d'écoutes téléphoniques du service de renseignements extérieurs (*Bundesnachichtendienst*, BND) pour la lutte contre le «crime organisé». Comme il s'agit d'une structure secrète, un danger concret existe : cet outil risque d'être utilisé dans le futur contre bien d'autres gens que contre les auteurs du «crime organisé».

Parmi les propositions faites, on en trouve deux qui pourraient mener à des innovations intéressantes : une réglementation plus claire du travail des entreprises de sécurité privées (gardiennage, etc.) et la possibilité d'un remplacement de l'accusation par un dialogue entre l'auteur et la victime dans le domaine de la «petite délinquance». Mais en général, le *Verbrechensbekämpfungsgesetz* n'est que la prolongation d'une politique menée par les gouvernements allemands depuis les années 1970 : se servir de la sécurité publique comme sujet populiste pendant les campagnes électorales et instaurer des innovations peu systématiques mais qui se dirigent toutes vers un État plus répressif.

Hartmut Aden

* Sur les restrictions dans ce domaine, voir *REFLEXes* n°41 (janvier 1994), pp. 25-28.

suite de la page 24

déçus de la «démocratie» qui font partie des électeurs de Jirinovski.

En tout état de cause, Jirinovski comme un Le Pen en France est parvenu à contaminer le discours du reste de la classe politique. Dans l'entourage présidentiel, on multiplie les déclarations menaçantes à l'égard des républiques de l'ex-URSS. Le maire de Moscou chasse de sa ville les personnes originaires des républiques d'Asie Centrale. Seul aspect positif, le gouvernement met un bémol à sa politique économique. Mais jusqu'à quand ? Les élections présidentielles auront lieu au plus tard en juin 1996, mais cette fois, avec la nouvelle Constitution, le Président peut en toute légalité être un dictateur. ■

1 Pour être validé, le référendum sur le projet de Constitution devait recueillir plus de 50% de «oui», mais la participation devait être supérieure à 50% des inscrits.
2 Une autre coalition eltsinienne menée par Sergueï Chakhraï a recueilli près de 7% des voix.
3 *Tchas pik* n° 1, 1994. Selon Sobtchak, membre du Conseil présidentiel de Gorbatchev, ce dernier lui aurait annoncé en 1990 que le KGB sur ordre du Politburo cherchait des leaders pour créer des partis fantoches donnant un semblant de multipartisme.
4 En URSS, être juif était considéré comme une nationalité.
5 Il soutient tout de même le putsch raté d'août 1991.
6 Ancien commandant d'une région militaire importante (Oural-Volga), il a lui aussi participé aux élections présidentielles de 1991, où il a recueilli 3 millions de voix (3,7% des voix). En octobre dernier, c'est lui que l'on a vu diriger l'attaque du siège de la télévision. En prison depuis octobre.
7 Colonel partisan d'une dictature «à la chilienne», surtout célèbre en 1991. Jirinovski prétendait vouloir en faire le gouverneur des États baltes quand il arriverait au pouvoir. A participé aux événements d'octobre et serait en fuite.
8 Présentateur de l'émission *600 secondes*, fit scandale en justifiant l'intervention sanglante des militaires russes en 1991 à Vilnius et Riga (États baltes). A été élu en indépendant à Saint-Pétersbourg après l'impossibilité pour son parti de se présenter.
9 Parti communiste ouvrier de Russie, interdit après octobre.
10 Parti communiste de la Fédération de Russie.
11 Union populaire de Russie.
12 Chef d'un groupuscule armé, «l'Unité nationale russe», ouvertement néo-nazi. En fuite pendant 3 mois, Barkachov a été arrêté début janvier.
13 Dernièrement encore, deux députés élus sur la liste de Jirinovski se sont séparés de lui, en raison de ses discours incohérents.
14 La preuve la plus récente vient de Crimée : en 1991, elle votait pour l'indépendance de l'Ukraine, aujourd'hui elle se choisit un président favorable au rattachement à la Russie.
15 Un des organisateurs du putsch d'août 1991, alors président du Soviet Suprême.
16 Le 23 février, la Douma a voté en faveur de l'amnistie de Routskoï et Khasboulatov. Ce vote n'était possible que si communistes et nationalistes s'unissaient. Routskoï, Khasboulatov, Anpilov et Konstantinov sont désormais libres.

POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR LES GROUPES ETRANGERS, PRENDRE CONTACT AVEC SCALP REFLEX 14, RUE [illegible]EUIL 75015 PARIS

Dans l'Italie troublée de ces dernières années, une seule chose semble faire l'unanimité de la classe politico-judiciaire : obtenir la vérité sur le complot ourdi par l'extrême gauche extraparlementaire en général et les Brigades rouges en particulier. Pour le pouvoir, il paraît toujours invraisemblable que pendant les années 1970, quelques intellectuels, des groupes de jeunes et d'ouvriers radicaux aient voulu le renverser. Pour éviter d'affronter sérieusement le problème de l'amnistie des dernières dizaines de militants encore emprisonnés à ce jour, dont certains sont gravement malades tel Prospero Gallinari, dont l'espérance de vie s'amenuise de jour en jour, on continue la diabolisation. On centre ce véritable procès de sorcellerie autour de la question stalino-inquisitoriale suivante : «Qui y avait-il derrière les Brigades rouges ?», et l'on attend des derniers prisonniers qu'ils fassent la lumière sur cette histoire. Vichinsky apprécierait. La campagne médiatico-politicienne nationale et internationale plaçait les Brigades rouges au hit parade des monstres terroristes. En France, la gauche institutionnelle et l'extrême gauche légaliste s'évanouissaient devant les portraits du Che, tandis qu'en Italie les armes de la résistance changeaient de mains. Dès le début des années 1960, on a vu se développer sur le terrain social des espaces de luttes radicales, en rupture avec la stratégie de consensus, puis le compromis historique impulsé par le PCI. Dès l'été 1962, de jeunes ouvriers du sud ont pris d'assaut le siège du syndicat social démocrate de la Fiat, et ont ouvert la voie à la violence politique qui prit réellement forme après 1969.

Si la problématique de la violence a tant pesé sur la réalité italienne, c'est qu'en partie la violence du mouvement n'a fait que répondre à celle de l'État. Dès le début des années 1970, on a pu recenser que plus de 160 personnes avaient été assassinées par les forces de l'ordre lors de manifestations, de grèves et d'occupations pacifiques, et ce depuis la fin de la guerre. Au sortir de l'automne chaud de 1969, plus de 8000 personnes se retrouvaient inculpées pour «fait subversif». Les néo-fascistes alliés aux «services secrets» organisèrent une série d'attentats aveugles et meurtriers (plusieurs dizaines de morts) visant à criminaliser l'extrême gauche et les anarchistes. Le militant anarchiste Pinelli fut défenestré du commissariat central de Milan. Les fascistes incendiaient les locaux et menaçaient les militants. À Gênes, capitale historique de la résistance, le MSI voulut organiser un meeting... c'en était trop ! Il fallait se défendre dans les quartiers, dans les usines... Cette résistance s'est dans un premier temps organisée autour des groupes radicaux de la gauche extraparlementaire (Potere Operiao, Sinistra Proletaria, Lotta Continua) et leur service d'ordre commun. Grèves, occupations d'usines et de logements, affrontements avec les fascistes, etc. placent la violence à l'ordre du jour. Les groupes affinent leurs analyses et développent leurs stratégies révolutionnaires.

Mais face à la répression grandissante et à la radicalisation du mouvement, les formes d'organisations et leur cloisonnement devaient changer. C'est alors que commença le cycle de la lutte armée qui dix ans plus tard conduisit plus de 5000 militants révolutionnaires en prison et entraîna plus de 20 000 inculpations. Long chemin d'une génération marquée par les fleuves de sang d'une répression sauvage : militants exécutés pendant leur sommeil à Gênes, abattus en pleine rue à Rome et à Milan, rendus fous par l'isolement carcéral, torturés pendant les interrogatoires et enfermés à vie dans les prisons spéciales.

Il y eut un grand feu un soir dans les quartiers de la périphérie ouest de Milan. Autour de celui-ci, les camarades dissertaient de l'avenir, de ce qu'il pouvait y avoir derrière le mur de l'oppression, d'une vie meilleure, différente. Les gens du quartier chantaient des chants de partisans, de taulards, d'exilés, ces chants d'espoir et de fraternité qui ont tant manqué à nos espaces militants hexagonaux.

C'est là, dans cet espace de contre-pouvoir où chacun se veut acteur de son propre devenir, que s'est tramé le complot dont on nous rebat encore les oreilles aujourd'hui, là que, lors de la première action revendiquée par les Brigades rouges, des femmes du quartier avaient confectionné des drapeaux rouges avec l'étoile à cinq branches, qui par dizaines ornaient le quartier après l'explosion de la voiture d'un nervi fasciste.

Derrière les Brigades rouges, il n'y eut que les militants des Brigades rouges, et le complot en question s'appelle tentative d'insurrection révolutionnaire dont les acteurs sont maintenant bien connus et parfaitement identifiés, jugés et détenus depuis belle lurette.

Renato Curcio fut et reste sans doute le symbole de cette gauche radicale ; il le fut dans les actes, dans le verbe, mais surtout à travers son refus de toute abjuration, de tout repentir. Son témoignage poignant et lucide, parfois dramatique, nous plonge dans les contradictions et les problématiques toujours actuelles de l'engagement. Il réhabilite avec force la profonde générosité et humanité qui poussèrent ces militants à mettre leur vie en jeu.

Dans le labyrinthe des idées, des actes et des trahisons, des renoncements propres au mouvement révolutionnaire, les bureaucrates staliniens ont eu droit aux statues qui deviendront peu à peu poussières, si ce n'est déjà fait. Mais pour notre génération d'invisibles[1] et surtout celles qui nous suivront dans la lutte essentielle contre l'oppression, il est primordial de témoigner pour tisser les liens de notre histoire, à une époque où l'on vend des fringues et des cornets de frites à l'effigie de Malcolm X et où les «opinion makers» produisent la pensée de demain.

Dhoruba[2] disait de Malcolm X qu'il marchait sans concession vers la liberté ; en lisant *À visage découvert*[3], on ne peut s'empêcher d'y percevoir la même démarche, celle d'un esprit vif et critique qui n'a cessé de produire durant sa détention des analyses d'une rare pertinence. J'en veux pour exemple ce texte du début des années 1980 sur l'individu schizo-métropolitain au titre si poétique de *Goutte d'or* dans la cité des spectres. Ouvert, à l'écoute du monde et de ses souffrances, visitant les espaces du rêve et de l'avenir, Curcio parle par delà les murs qui l'enferment depuis 18 ans. Sachons l'entendre.

Le fantôme de Zapata hante encore le Mexique, il y a 50 ans mourrait le poète arménien Missak Manouchian et Renato Curcio a encore l'œil pétillant de malice. Le monde peut encore changer.

1 À lire : *Les Invisibles* de Nanni Morreti, qui retrace le parcours de cette génération.

2 Leader des Black Panthers de New York, libéré en 1990 après 8 ans de détention, auteur d'un article sur Malcolm X dans *REFLEXes* n°40

3 *À visage découvert*, Renato Curcio et Marco Scialoja, éditions du Lieu Commun.

Postface de
À visage découvert

Oreste Scalzone vit aujourd'hui en «exil» à Paris. Il est un des nombreux Italien(ne)s «fuyards» sans papiers, sous la menace permanente d'une éventuelle extradition. Ancien militant de la jeunesse communiste italienne, il rejoint l'extrême gauche et participe à la création de Potere Operiao, groupe précurseur de l'autonomie ouvrière dont il devient l'un des principaux dirigeants. Animateur des comités communistes révolutionnaires, il fut le compagnon de route de nombreux militants des différents groupes armés. Il est lui-même victime de la rafle anti-autonome du 7 avril 1979, où l'ère de l'autonomie est assimilée au groupe dit «terroriste» par le pouvoir. Gravement malade, il est libéré en septembre 1980 avant d'être lourdement condamné. Ami personnel de R. Curcio, il fut un temps pressenti pour préfacer son livre - on préféra en dernier ressort publier la préface de la traductrice pour des raisons politiques à peine voilées, déjà perceptibles dans le choix de la photo (Aldo Moro pendant son enlèvement) et la jaquette racoleuse ajoutée au livre (en rouge) : le chef des Brigades rouges parle. C'est cette préface refusée que nous publions aujourd'hui.

Une immense solitude dans le tumulte, c'est ce que doit avoir senti Cane[1] quand il est sorti. Sorti, c'est beaucoup dire, c'est presque libre : disons semi-libéré, sorti à moitié, semi-libre c'est-à-dire semi-incarcéré : un «petit» paradoxe qui est signe d'un scandale parvenu au seuil de l'absurde.

L'absurdité nous paraît être la suivante : il y a en Italie une Seconde République en voie de formation, république autoproclamée nouvelle, péniblement accouchée d'une prétendue révolution italienne. Des étages supérieurs et supériorissimes du *Palazzo*[2], comme disait Pasolini, voilà qu'on déclare, avec un ton de révolté passablement surprenant de la part d'individus qui n'ont pas eu à passer les deux dernières décennies dans les affres de la clandestinité, de la taule, de l'exil ou même dans l'exil intérieur d'une opposition radicale, qu'un régime partitocratique, corrompu et corrupteur, voleur, criminel et donc illégitime a gouverné la société italienne durant la Première République.

Or, dans son ensemble, cette Nouvelle République encore dans l'enfance, cette Première République et demi, Première trois quart, considère qu'il est logique, normal, naturel, de négliger de faire un geste simple et évident, pas un geste d'audace, un geste «révolutionnaire» inouï, non, un des gestes les plus classiques de notre tradition politico-juridique : annuler les éventuels contentieux pénaux d'un régime défunt. Il existe à cette fin une forme canonique bien connue, l'amnistie, applicable indépendamment de tout jugement de fond ou de valeur sur les raisons et/ou les déraisons des «belligérants» d'alors ; et surtout totalement indifférente à toute autre considération d'ordre typologique, à toute appréciation substantielle sur le type de coupable, une forme donc, susceptible de s'appliquer de façon abstraitement égalitaire et générique à toute forme de délit, de crime, de condamnation ou de peine.

La lumière de Rome en ce matin d'avril et d'herbe foulée pour la première fois depuis 18 ans, est rose et or, jusque dans les broussailles roussâtres qui entourent la nouvelle prison suburbaine de Rebibbia. Et la meute de reporters (CNN en tête) n'est qu'un délire de casques, de motos hurlantes, de caméras, de micros enchevêtrés, à bout portant.

Apparaît un Renato Curcio cultivé et informé, parfois même érudit, désormais versé, au bout d'un long voyage, dans l'étude des signes et des songes, dans l'interprétation des graffiti et des écritures de la colère, un Renato défricheur de tant de chemins inexplorés, un Renato qui a exploré la pensée de la vitesse de Virilio tout comme les réflexions désincarnées et parfois fulgurantes de Baudrillard sur les Timisoara ou les Baalbeck télé-concrètes ou télé-virtuelles de cette fin de siècle illusionniste.

Rome commence bientôt, là où le bitume le cède aux pavés, et le profil des toits contre le ciel c'est plus le *landscape* interchangeable de n'importe quelle banlieue mégalopolitaine anomique, mais devient signe et ligne unique, singulier. Et à Rome, les gens l'accueillent dans le vertigineux désenchantement de cette ville crèvecœur et bâtarde, liturgique, paresseuse et nonchalante «chaosmose» tout comme son double dans l'infini travelling de la caméra fellinienne, sous le déluge torrentiel, dans le gigantesque merdier du Grand Périphérique.

À Renato de Monterotondo, Renato de Agape, Renato de Trente et de Giambellino-Lorentaggio, Renato de Briosca et Barriera di Milano, de Borgo San Paolo, Renato aux grilles de Fiat Mirafiori, Renato et ses «planques», vieux immeubles ouvriers à cour intérieure qui lui vont comme un vieil imperméable, Renato incarcéré et transféré de cellule en transfert et de transfert en cellule et de cellule en cachot, à lui, à Renato cette Rome anamorphose *sangre y oro* après tant de *sangre y mierda*, cette Rome délabrée mais encore festive, doit sembler au premier abord plus étrangère que Samarcande.

Mais là où les voltigeurs de la *Dolce Vita* se font plus rares, c'est une Rome un peu fifties, celle du quartier de San Lorenzo, des ouvriers en bâtiment et des travailleurs «descendus» de la périphérie, entre l'archéologie industrielle et les souvenirs du rougeoiement des *Belle Landiere*[3], entre le piazzale Verano, devant le cimetière, et la San Giovanni des meetings où se pressait la *Mejio Gioventù*[4], une Rome populaire ignorante du jargon «brigadiste» ou «anti-brigadiste» qui l'accueille avec chaleur dans une accolade curieusement désenchantée. Et Renato marche, un peu zen, un peu guerrier ascétique, avec sans doute une sensation physique de langueur lancinante, ultra déchirante, la sensation après vingt ans qui n'en finissaient plus d'un espace qui l'oppresse, lui bouche les narines et obstrue tous ses orifices, les yeux, la bouche, avec la consistance physique et métaphysique d'un éther. Renato marche, imperceptiblement hésitant, faussement rapide et félin, et on lui lance saluts et vœux.

Il jette un œil, choisit, saisit, touche des chaussures sur l'étalage d'un marché, on ne le laisse pas les payer : «Tu en as besoin, tu vas devoir tellement marcher...» Il avance avec ses bottes de sept lieues et d'une fenêtre on lui crie : «Présente-toi aux municipales, on votera pour toi !»

Qui sait s'il pense, à ce moment, à l'image d'un Jésus Christ pasolinien chevauchant un âne dans l'éphémère fête des palmes à Jérusalem... qui sait s'il attend tumultes et ruptures nouvelles et différentes, ou simplement le long fleuve d'une sagesse trouvée, rêveuse, désirante, *desiderante* comme dit l'italien, encastrant dans le désir la racine du fer et de l'étoile.

Il doit penser, Cane, à un autre siège, aux urgences de l'hôpital Fatebenefratelli, avec la meute des reporters derrière la porte vitrée et la muraille bleue des carabiniers, et lui, en fin de course, blessé, le soir de sa seconde et définitive arrestation, à peine plus d'un an après l'évasion de la prison Casale, fleur offerte par Margherita, dite Mara, et les autres...

Entre Renato et l'auteur de cette postface, il y a une histoire de trajectoires parallèles et de rares rencontres, mais pas de celles que l'on oublie dès le lendemain. La première fois, c'était vers la fin du 68 romain, il faisait le tour des sièges du «mouvement» pour proposer une espèce de manifeste en provenance de l'Université négative de Trente. Un peu francfortien, un peu althussérien sui generis, avec un Rostango et un Peter Schneider frais émoulu du SDS et de la Freie Universität de Berlin, il avait encore dans la tête les coups de feu qui avaient brisé la vie de Rudi Dutschke.

Je le revis l'année suivante, en plein automne chaud ouvrier. Souvent nous nous retrouvâmes côte à côte, dans des manifs ou des meetings particulièrement

tumultueux : ce livre-interview en raconte quelques-unes. Au début des années 1970, Milan était un haut-lieu du mouvement ouvrier institutionnel, travailliste et étatiste, sous la double hégémonie de ses deux versions social-démocrate et «communiste», un bastion donc, de la contre-révolution «marxiste» opposée au communisme critique au sens de Marx. Les cadres du mouvement étudiant, ceux qui s'autodésignaient «personnel politique», étaient en majorité porteurs d'une idéologie marxo-lénino-maoiste qui n'était guère qu'une variante exacerbée et «dure» de cette culture. Nous autres, militants de Potere Operaio, ainsi ceux de Sinistra Proletaria, dont faisait partie Renato, (mais aussi ceux de Lotta Continua d'alors, sans oublier les anarchistes et les divers groupes de la gauche communiste, conseillistes, internationalistes, libertaires et «ultra gauche»), nous nous affrontions régulièrement avec la «police rouge» des marxistes-léninistes. Renato se souvient sans doute parfaitement de leur penchant marqué pour une cogestion un peu mafieuse du service d'ordre, en collaboration, obtenue certes par la force, avec la police et la bureaucratie des syndicats et des partis. Il se souvient sûrement de toutes les fois où nous nous sommes trouvés face à eux, en rangs serrés avec leurs manches de pioches cognés en crescendo sur le pavé au cri de «Staline, Beria, Guépéou...»

Autant de détails qui peuvent «contribuer à établir la vérité», au risque de me faire l'avocat du diable, de prendre à contre-pied certaines idées reçues et des clichés déformants qui, au fil du temps et pour différentes raisons ou déraisons, ont fini par se sédimenter en strates superposées de contre-vérités. Ainsi, qui sait qu'en matière de théorie de l'organisation, les toutes premières Brigades rouges étaient violemment anti-léninistes ? Ce pourquoi elles étaient fortement polémiques envers les hypothèses, les théories et les pratiques d'organisation de groupes comme Potere Operaio, qui certes professaient une espèce de léninisme revisité, non vulgaire, et un peu lukacsien, mais néanmoins violemment attaqué par les BR d'alors. Estimant (avec des arguments théoriques que je considère maintenant comme alors assez faibles) que le désarmement du prolétariat était la cause principale de la subalternité stratégique, du caractère non révolutionnaire du mouvement ouvrier historique et de la «collaboration de classe».

Il serait sans doute intéressant pour le lecteur français d'établir un parallèle entre la trajectoire des futurs brigadistes et le parcours analogue, au début des années 1970, du courant dit «Mao-Spontex». Au-delà, il y a bien des ressemblances entre la Sinistra Proletaria et la Gauche prolétarienne, même si en France certains intellectuels «ex-révolutionnaires» ont aujourd'hui leur théorie *ad hoc* pour expliquer la divergence des évolutions françaises et italiennes. Ils l'attribuent d'une part à la clairvoyance des autorités françaises qui exercèrent leur pouvoir de répression assez tôt, avant que ne soit atteint le point de non retour ; et d'autre part à l'effet d'endiguement et de dissuasion contenu dans le sage magistère des Sartre, Deleuze et autre Foucault[5].

C'est peut-être en partie vrai, mais il y a une explication plus substantielle, une raison plus structurelle et matérielle à cette évolution divergeante, une raison inhérente à la composition de classe des deux mouvements. Disons, au prix d'un extrême simplification, qu'à partir des années 1960 et jusqu'au milieu des années 1970, la configuration du travail salarié et des mouvements de contestation sociale dans des pays comme la RFA ou la France était en gros la suivante : au sommet, une force de travail intellectuel en formation juvénile et assez massive ; au milieu, le noyau dur d'une classe ouvrière stable, «garantie», presque totalement sous contrôle syndical ; à la base, la masse des OS, l'ouvrier-masse des chaînes de montage, dont une partie grandissante est composée par des immigrés. L'Italie est, en revanche, un pays d'émigration, et ses immigrés sont internes. Les «Turcs», les «Noirs» et les «Arabes» de Turin et de Milan étaient simplement les *cafoni*[6] venus du Mezzogiorno.

Les premiers *cafoni* du Sud «montés» au Nord par le «train du soleil», étaient prêts à vendre leur force de travail pour trois sous et susceptibles de devenir, le désespoir et la misère aidant, des «jaunes». Ils étaient donc aussi mal vus que les *sardacci* de Corse ou les «ritals» d'Aigues-Mortes au début du siècle. Mais leur absence de culture syndicale devint vite la source de leur liberté, liberté de lutte sauvage, liberté du refus de se soumettre docilement au réalisme revendicatif, au pragmatisme et aux discours de «l'intérêt général». En eux vit la mémoire des jacqueries, des occupations des terres, des luttes désespérées des chômeurs, avec leur violence brute, la gâchette facile des carabiniers et le sang qui coule vite. Mais comme ils avaient en poche une carte d'identité de citoyen italien, ils n'ont pas à craindre d'être expulsés et renvoyés à un lointain pays de famine. Et malgré la richesse des dialectes, ils parlent et comprennent tous la langue commune nationale et la communication de la lutte est certainement plus aisée sur les chaînes de Mirafiori que sur celles de Billancourt...

En Italie, le processus de radicalisation des formes d'affrontement, de contestation du pouvoir et des institutions sociales s'inscrit dans la longue onde de choc de 68, à tel point que la poussée vers la lutte armée peut être définie comme un aspect de la spontanéité du mouvement (en interaction, bien entendu, avec des facteurs culturels et idéologiques complexes). Pour s'expliquer les raisons de cet «apprentissage de la violence», point n'est besoin de chercher des explications relevant de la théorie du complot. En s'engouffrant dans une lecture cryptocratique de l'histoire, l'intelligentsia de gauche a sûrement essayé de guérir sa propre mauvaise conscience, d'exorciser ses peurs, ce qui a donné lieu à de douteuses exhibitions de moralité publique, à toute une mise en scène pathologique de la culpabilité. Cette culture de la suspicion, cette idéologie du complot ont été le virus spécifique qui, dans les milieux les plus divers de la gauche, a annulé toute approche matérialiste et critique et toute rigueur épistémologique. On est alors passé à une logique de pogrom et de lynchage, une logique du bouc émissaire, avec la satisfaction morbide et aliénée de détenir une parcelle du pouvoir de censure et d'inquisition, de vexation et d'humiliation qui était déjà en germe dans les versions populistes et ressentimentales de la haine de classe véhiculées par une certaine extrême gauche.

C'est pourquoi j'ai trouvé particulièrement spectaculaire et illuminante la déclaration polémique faite durant l'été 1991 par Francesco Cossiga, alors président de la République. Je cite de mémoire :

Procès de Renato Curcio le 28 novembre 1979

«Lorsque j'affirme mon intention de gracier Renato Curcio (cette grâce ayant un caractère politique et non humanitaire puisque Curcio jouit d'une parfaite bonne santé) et de proposer dans un message au Parlement l'ouverture d'une discussion sur l'introduction d'une mesure législative de libération visant à résoudre le problème des prisonniers et réfugiés condamnés ou encore en attente de jugement pour faits de "terrorisme et de subversion de l'ordre constitutionnel", on m'accuse d'être un provocateur. Nous avons à l'époque défini ces militants comme des criminels, alors qu'il s'agissait en réalité de révolutionnaires, de subversifs ; nous les avons traités de terroristes, alors que nous aurions dû parler d'ennemis politiques. Il s'agissait donc bien d'un mensonge politique, d'une vérité d'État, due à des considérations d'état d'urgence et de raisons d'État. Bien entendu, j'étais le premier à utiliser ces termes. J'étais ministre de l'Intérieur à l'époque et nous étions en guerre. Mais aujourd'hui la situation a changé, nous ne sommes plus en état d'alerte sociale, et je m'étonne que tant de gens continuent à utiliser ces stéréotypes.»

Voilà. Comment ne pas songer au degré d'incohérence logique et d'aliénation de ceux qui, tout en se battant pour la libération de Curcio, ne trouvèrent alors rien de mieux à faire que chercher «ce qui pouvait bien se cacher derrière ces déclarations», hurlant avec les loups contre Cossiga et lui attribuant des motivations aussi dangereuses qu'inavouables, avec pour seul résultat deux ans d'enfermement supplémentaires pour Renato Curcio ? Comment ne pas penser que seule une grande cécité peut empêcher des esprits qui se voudraient critiques et subversifs de saisir le caractère spectaculaire et dévastateur pour le pouvoir et l'ordre constitué d'un «roi» qui se présente nu au balcon en disant que le roi et toute sa cour sont nus ? Comment ne pas retourner aux paroles de Marx à propos de ces temps où seule la lucidité, fut-elle empreinte de cynisme, des grands réactionnaires a un pouvoir révélateur, contrairement à tous les bavardages des belles âmes progressistes et bien intentionnées ?

On cherche toujours avec une attention morbide à trouver ce que l'on veut trouver : l'existence de manipulations, complots, metteurs en scène et tireurs de ficelles occultes au dessus et dans les coulisses de la lutte armée, en particulier derrière les BR et surtout derrière leur action la plus célèbre, gravée dans l'imaginaire collectif : l'enlèvement d'Aldo Moro. Délaissant ici réfutations et controverses théoriques, interprétations relevant de la psychopathologie politique, nous nous limiterons à l'observation de ce qui suit.

Au mépris de la norme-même (qui prévoit que la somme des témoignages à charge ne puisse jamais, en l'absence d'indices et d'éléments d'autre nature, faire franchir la barrière qui définit une preuve, et ce moins encore s'il s'agit de *relata refero*), des siècles, des millénaires de condamnations ont été distribués sur la base des témoignages des «repentis», dont les reconstructions se sont vues attribuer le caractère de *sigillum veri*. Or, si ceux-ci omettaient la chose la plus importante (c'est-à-dire qu'il y avait bien quelque chose ou quelqu'un derrière), il faudrait dire qu'une telle «moins que demi-vérité» revient à une complète fausseté. Comment se fait-il alors que leurs reconstructions ne soient pas entièrement infirmées ? Comment se fait-il que les bénéfices qu'ils en tirent ne soient pas remis en cause ?

Il semble évident que si l'argument de *Coupoles derrière les coupoles* est *instrumentum regni* au niveau mass-médiatique, les enquêteurs et les analystes institutionnels savent bien eux, que derrière, il n'y a rien...

La perversion de la mentalité du courant d'origine stalinienne de l'opinion réactionnaire est significative. Pendant des années, ils nous ont demandé «Qui sont ceux qui vous payent ?» Puis ils ont été les premiers partisans de l'utilisation de la «mémoire» des «repentis» pour infliger des siècles de

Renato le 7 avril 1993

taule, en particulier sous accusation de braquage. Aujourd'hui, outre ce «beurre», ils voudraient aussi «l'argent», c'est-à-dire pouvoir de nouveau lancer des insinuations à propos de manipulations.

Par ailleurs, les éléments qui émergent sur le fait que eux aient (auraient) été payés par les patrons pour couvrir les honteuses politiques dérogeant aux critères moyens de la régulation sociale, est une vérification supplémentaire de ce que nous avons toujours su, c'est-à-dire que la calomnie, en ce qu'elle est projective, en dit long sur le calomniateur...

Nous avons d'autres hypothèses, d'autres lectures, d'autres interprétations du mobile, par exemple, de la décision de l'action Moro. C'est peut-être avant tout sous l'emprise d'un syndrome concurrentiel relevant d'une sorte de «darwinisme politique», d'un désir d'hégémonie face au défi de la spontanéité du mouvement de 1977, que, nous semble-t-il, le groupe dirigeant les Brigades rouges a fini par passer le pas.

Cette lecture n'est pas flatteuse, loin de là. Mais on ne pourra pas non plus liquider la valeur de mon témoignage en m'accusant d'indulgence coupable ou d'intention hagiographique. En privé et dans la sphère publique, l'attitude du soussigné a consisté, alors, en temps réel, d'une part en une critique très précise (à tel point que malgré un montant total de condamnations atteignant les 36 ans de prison, je n'ai jamais été accusé d'appartenance aux BR) ; de l'autre en une réelle solidarité entre compagnons de route et de destin, accompagnée d'un rejet radical des institutions et des logiques d'État, et en particulier d'une contestation radicale des explications «cryptologiques» du phénomène de la lutte armée.

Pourquoi d'ailleurs, quelqu'un comme moi aurait-il dû devenir crypto et pro-brigadiste longtemps après que leur chant du cygne ait retenti, une fois passé l'effet de mode ou d'intimidation, et alors que les prises de distances et les reconstructions du deuil idéologique se multipliaient à l'égard des Brigades rouges ?

Si j'ai été contre la tactique ou la stratégie dite de la dissociation, c'est avant tout pour des raisons juridiques fondamentales de défense non-instrumentale du droit. La dissociation en Italie, contrairement par exemple à ce décrochage autonome de la lutte armée accompli en Allemagne par un H. J. Klein, et ce sans aucun marchandage avec l'État, s'est développée dans le cadre d'une connivence avec l'instauration de procédures juridiques inquisitionnelles à géométrie variable, dans la pire tradition de l'état d'urgence. Le refus de s'unir au chœur de la diabolisation métonymique des BR qui finissait par déplacer sur cette composante du mouvement une réévaluation radicale des mouvements des années 1970 et de nous-mêmes, a eu pour moi et les camarades qui m'ont accompagné dans ce choix un coût très précis. Ne serait-ce que pour cette raison, l'absence d'un mobile constitué par un préjugé manifestement favorable de notre part envers l'expérience BR dans son ensemble, les interprétations que nous proposons méritent au moins, nous semble-t-il, le bénéfice d'une considération également vierge de tout préjugé.

Comme vous voyez, j'ai fini par repasser des notations impressionnistes au raisonnement argumentatif. Mais passons, et sans doute à suivre... ■

1 Surnom signifiant chien en français que Curcio traîne derrière lui depuis des temps immémoriaux.
2 Palais : expression chère au cinéaste Pasolini pour désigner le centre du pouvoir.
3 Titre d'une œuvre de Pier Paolo Pasolini, en français *Les beaux drapeaux*.
4 Idem, en français *La plus belle jeunesse*.
5 Nous faisons ici référence au «Dialogue avec des maoïstes» (*in Microphysique du pouvoir*) et notamment à l'argumentation contre les tribunaux populaires et l'institutionnalisation populiste, inévitablement inquisitrice et contre-révolutionnaire de la justice prolétarienne.
6 Nom que donnent les Italiens du Nord à ceux du Sud, et que l'on pourrait traduire par ploucs ou péquenots

Nouvelle Acropole
vieilles idoles

Plus qu'une usine de charlatans, la Nouvelle Acropole se veut une force politique totalitaire, belliqueuse et élitiste, qui aidera à l'aboutissement de l'homme nouveau du troisième millénaire !

Nouvelle Acropole a été fondée en Argentine en 1957 par Jorge Angel Livraga (JAL), le gourou théoricien, et sa première femme Ada Albrecht. Elle s'est développée en Amérique latine, notamment au Brésil, Chili, Bolivie, Pérou, puis aux États-Unis, au Canada et en Europe, surtout dans le sud : France, Espagne, Italie. Sa première apparition en France date de 1973, à Lyon, sous le contrôle de Fernand Schwarz et de sa femme Laura Winckler, deux Argentins (comme le gourou JAL) émigrés en France. Il existe aujourd'hui environ 22 centres en France, dont Aix-en-Provence, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Colmar, Dijon, Évreux, Grenoble, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Pau, Rennes, Rouen, Saint-Denis, Saint-Germain, Strasbourg, Toulouse, Tours, Villeurbanne. Le siège central en France est situé à Paris, dans le XIV[e] arrondissement, au 68 rue Daguerre. La Nouvelle Acropole y possède un immeuble (et un autre de l'autre côté de la rue). Cet endroit baptisé «Orphée Espace» ou «La lyre d'Orphée» tient lieu de librairie-magasin, centre de conférences, restaurant, salon de thé. Avant, on y proposait aussi du yoga, des arts martiaux (pour cacher l'entraînement de la milice privée de la secte !) et de la gymnastique.

Une communauté fermée et exclusive

Sous couvert d'un institut culturel qui propose des conférences sur des thèmes variés (avec une prédilection pour le mysticisme et les cultures ancestrales), Nouvelle Acropole est en fait un organisme qui répond point par point aux critères définis par les associations de lutte contre les sectes pour les définir comme telles :

- la soumission à un leader incontesté, souvent l'idéologue ou ses successeurs, en l'occurence JAL et ses sbires ;
- une technique de manipulation mentale : les adhérents doivent passer des stades progressifs, où on leur promet une montée dans la hiérarchie et une connaissance de mystères primordiaux, cependant «La propagande doit être suffisamment hybride pour ne pas créer rejet ou suspicion prématurée» (JAL) ;
- le troisième critère est une doctrine «sacrée», contre laquelle tout esprit critique est impensable. Ici c'est de l'œuvre du père fondateur qu'il s'agit, et nous verrons que cette doctrine est loin d'être originale, mais bien plutôt une copie des idéologies fascistes voir nazies.

Le fonctionnement interne de NA est basé sur une pyramide très stricte (*cf.* dessin). Pour JAL, «Le système pyramidal : ce n'est pas un nouveau système de gouvernement, c'est le Système. Des galaxies aux atomes, tous les objets et les êtres sont régis pyramidalement [...] Le système pyramidal n'est pas un choix pour Nouvelle Acropole ; aucun ne peut le remplacer et le jugement d'autorité ne peut être discuté [...] À l'intérieur de Nouvelle Acropole, la structure pyramidale doit s'implanter partout. Mais elle sera sagement appliquée, et même, si cela s'avère nécessaire, voilée, tel qu'on voile la lumière trop forte aux yeux d'un nouveau-né.»

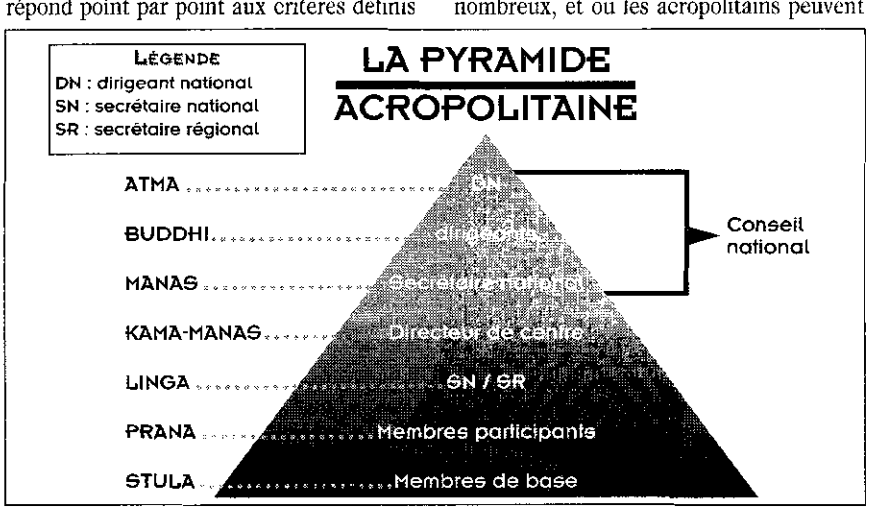
Le passage de grade en grade est strictement réglementé : il faut allier ancienneté, responsabilité et portefeuille ouvert afin de suivre des stages où les gens sont moins nombreux, et où les acropolitains peuvent accrocher une bonne fois les gogos, par un bourrage de crâne et des promesses de connaissances mystérieuses. Les adhérents de NA sont étroitement surveillés : «La liberté de pensée est un venin responsable tout à la fois des paradis artificiels et des terrorismes les plus fous» (Michèle Morize, *Nouvelle Acropole* n°107), de même ils ne doivent être trop proches : «L'union exagérée de deux ou trois camarades les séparent de l'ensemble, leur faisant perdre ainsi l'union fondamentale, axiome par excellence du système pyramidal».

Nouvelle Acropole, comme toutes les

- **le Corps de Sécurité** (comparable aux SA), véritable milice privée dont la couverture trop suggestive du premier bulletin a attiré l'attention de la justice en 1982, au tribunal de grande instance de Paris. On y trouve un homme agenouillé devant le symbole de la Nouvelle Acropole, bras tendu et vêtu à la mode fasciste des années 1930. L'éditorial de ce bulletin, signé J. M. Massé, mérite la lecture : «[...] Le Corps de Sécurité s'organise en France, notamment à Paris et à Lyon. Bien sûr, nous sommes encore loin de la garde de la Rome impériale ou de l'armée napoléonienne [...] Nous devons faire régner une discipline collective et individuelle qui permettra une organisation meilleure. [...] Pour cela je salue le bras levé, dans un triple écho, tous les membres du corps de sécurité d'OINAF. Vive l'Acropole. Vive JAL. Vive les maîtres. AVE». Uniformes noirs, rangers et tenues de combat, bergers allemands lors de l'entraînement, l'ambiance est bonne ! Le chef du corps de sécurité sera de préférence militaire de carrière ou au moins un amateur d'arts martiaux, le chef de renseignements «contrôlera les rumeurs et aura pour tâche, en faisant circuler des contre-rumeurs, de garder l'union des Composants et la santé psychique du groupe.»
- **les Brigades de travail** en uniforme brun (comparables à «La Force dans la Joie» hitlérienne). Utiles car formées, elles pourront être des «Manipules spécialisés, des techniciens pour collaborer avec les services publics dans les cas de grèves et arrêts syndicaux.»

Nouvelle Acropole les justifie ainsi : «Les brigades de travail ont été créées pour réobtenir les anciens rythmes laborieux qui entretenaient la joie quand on n'avait pas inventé les concepts de lutte des classes et que les classes n'existaient pas.»

- **les Brigades féminines**, en uniforme bleu marine (comparables au Front des Femmes national-socialiste).



sectes, s'appuie sur des symboles pour affirmer son identité. Or dans les symboles et les conférences de NA, on retrouve une fâcheuse tendance à abuser de la symbolique nazie. «Je gardais une couronne de fleurs et de feuilles sur lesquelles étaient peintes les croix gammées de Vishnou et Shiva, qui se complétaient comme le passé et le futur, avec la fleur, le souvenir et la promesse de fruit.» (JAL) L'ambiguïté est cultivée avec poésie ! À propos du salut bras droit tendu, très prisé dans la secte, NA explique : «Depuis le fond de l'histoire jusqu'à la fin des temps, toute organisation humaine qui essaie de faire œuvre dans ce monde a utilisé, utilise et utilisera des variations du salut avec le bras droit en haut.»

La doctrine fasciste proprement dite est quant à elle dévoilée par les textes internes et par le fonctionnement de la secte. NA enveloppe un mélange des idéologies d'extrême droite avec un manteau de pseudo-philosophie, le tout décoré de symboles mystiques pour aider à faire passer les autres symboles des régimes totalitaires des années 1930 et 1940. Par rapport à Hitler et au IIIe Reich, les propos de NA sont assez ambigus : malgré la condamnation obligatoire, il transpire que le principal tort de Hitler est d'avoir perdu la guerre ! «La guerre terminée, les dirigeants des pays vaincus sont déclarés "criminels de guerre". [...] Si les vainqueurs avaient été les vaincus de l'Axe, les "criminels de guerre" auraient été Churchill, Staline et Roosevelt ou Truman» (JAL, *Nouvelle Acropole* n°107).

Il existe bien sûr une charte officielle dans laquelle NA prétend vouloir aider et aimer le genre humain, fait vœu de piété, bonté et fraternité. Mais, dans les statuts de l'association, le but avoué est «d'éloigner les menaces du matérialisme sous toutes ses formes, ainsi que la dissolution des mœurs et des institutions.» D'ailleurs, de façon presque obsessionnelle, chez JAL et Fernand Schwarz, la phobie du «rouge» transpire partout.

«Il existe actuellement des intérêts puissants étouffés par les "tentacules" du marxisme, son appareil de propagande...»

«Nous venons sauver le monde, pour sauver l'homme des canines rouges du matérialisme.»

Outre l'anticommunisme primaire et un antisémitisme latent, (il est arrivé à des membres de NA de parler de «lobby juif»), on trouve dans *Introduction à la sagesse de l'ancien Orient* une théorie fumeuse sur les «races», où la race aryenne serait aujourd'hui la plus évoluée, le tout expliqué par un ésotérisme confus, où encore une fois, l'air de rien, dans un fouillis mental, on retrouve les obsessions de pureté de la race et d'hégémonie d'une race aryenne. Ainsi, en réalité, l'idéologie acropolitaine est avant tout celle de la pureté et de la sélection qui devrait s'appliquer au niveau mondial. La hiérarchie et l'inégalité entre les hommes sont la base de sa philosophie : «Un monde où il n'y a ni supérieur ni inférieur est un monde où personne n'apprend rien.»

Cette suite d'arguments permet de soutenir une théorie vaseuse de l'homme nouveau du troisième millénaire, à laquelle s'associe un élitisme forcené.

«Dans le nouvel État, il n'y aura pas d'analphabètes, ni de mendiants, ni de fanatiques, ni d'organisations délictueuses. Tous ceux-là seront assimilés aux nouvelles structures, et dans les cas où ceci serait impossible, seront enfermés dans des établissements pour inadaptés ; ceux qui font la violence seront exécutés inexorablement.».

«La structure - à créer - se nourrit d'hommes et transmute les plus aptes dans son grand corps et sa grande Ame, les transformant en des surhommes. Les inaptes seront laissés derrière. Telle est la douloureuse loi.»

Montre moi tes amis...

Évidemment, NA ne se limite pas à la production de textes théoriques, et concrétise son engagement par de nombreux contacts avec la nébuleuse d'extrême droite. La secte a en effet coorganisé avec d'autres associations ou organisations des colloques et des débats publics. Ainsi, les 28 et 29 novembre 1987, la Nouvelle Acropole a animé un colloque à Lyon, avec l'Institut d'Études indo-européennes, émanation locale du GRECE, et les Amis du Musée Guimet. Ce colloque, dont le sujet était «Mythe et histoire dans la pensée de Dumézil et Éliade», a été le lieu de rencontre du GRECE et de NA pour faire un débat commun et récupérer les travaux de chercheurs trop morts pour protester. Il s'est tenu sous la présidence du recteur de Lyon, M. Niveau, qui n'a pas eu l'air gêné par le fait que la large majorité des intervenants étaient notoirement affichés à l'extrême droite. Il s'agissait de Jean-Paul Allard, Jean Haudry et Jean Varenne, tous trois au GRECE, Fernand Schwarz, le leader français de Nouvelle Acropole, Paul Barbanegra et Michel Michel, qui avaient déjà tous deux participé à des conférences de NA. Le dernier intervenant était un universitaire allemand. D'autre part, la NA n'hésite pas à se montrer avec d'autres sectes connues pour leurs sympathies fascisantes. Le 24 mars 1990, le 31 mars 1990, puis les 19 et 20 mai 1990, Laura Winckler, la femme de Fernand Schwarz, a participé à une série de colloques sur l'astrologie et autres ésotérismes avec le CARP, nouvelle appellation de la secte Moon dont on connaît les excellentes relations avec le Front national.

Et l'argent dans tout ça ?

Toutes les conférences sont payantes, ainsi que les nombreux stages obligatoires pour les adhérents, qui par ailleurs doivent travailler bénévolement pour la secte. Outre ses diverses prises de position politiques, comme il faut bien vivre, NA semble avoir un sympathique filon : en Espagne, au siège mondial de la secte et appartement de l'impératrice mondiale, la police judiciaire de Madrid a découvert un gigantesque recel d'objets archéologiques volés dans des pays où NA a implanté des filiales, ainsi qu'un atelier de restauration et de camouflage. La police y a aussi trouvé un stock d'armes blanches et des drapeaux marqués de la croix gammée. ■

Sources
VSD, 10 au 16 juin 1993
Labyrinthe du Lapis-Lazuli, JAL, doc. interne
La Hache d'or, JAL, doc. interne
Le manuel du dirigeant, JAL, doc. interne
Lettres à Delia et Fernand, JAL, doc. interne
Article 31, février 1988

L'EMBLEME DE NOUVELLE ACROPOLE, OU COMMENT ŒUVRER À LA RÉHABILITATION DES SYMBOLES NAZIS ET FASCISTES

L'Oiseau, c'est nos rêves, l'appel des hauteurs de la liberté. C'est surtout l'Aigle belliqueux retrouvé dans tous les régimes totalitaires ! ***La Roue*** qui tourne, c'est le destin, la vie, nos expériences. C'est un symbole païen. ***La Torche***, c'est le phare qui nous guide et apporte la chaleur. C'est aussi le faisceau de Mussolini. ***La Hache***, à double tranchant, c'est notre transformation, l'outil de notre réalisation intérieure. C'est la francisque chère à Pétain et à Vichy. ***La Plume*** qui vole, c'est la légèreté qui nous élève vers l'harmonie.
L'oiseau qui se pose sur la roue symbolise l'Acropole, lieu de rencontre entre le ciel et la terre.

La Nouvelle Acropole a de nombreux cache-sexe qui couvrent d'autres activités :

- les GEA, Groupes d'Écologie Active
- les éditions NADP
- la SARL Métavision
- l'AIC, Agence Internationale pour la Culture
- une agence de voyages, VDT : Vacances, Découvertes, Traditions
- GAA, Commerce d'Art Ancien
- un comité pour la réhabilitation de Giordano Bruno
- Orphée Espace
- l'Institut international Hermès
- la maison de la vie associative d'Île de France
- le centre européen de prospective et tradition (abbaye de la Cour Pétrale dans le Perche, achetée en 1990 par la NA)
- SG tradition et formation
- l'association humanitaire Séraphis.

À l'intérieur de Nouvelle Acropole fleurissent un certain nombres de groupes plus ou moins officiels :

- le Corps des enseignants et professeurs, façade démocratique des adeptes qui donnent les cours et interviennent lors des conférences.

SÉCURITÉ et ordre social

Au nom de la sécurité, combien d'entorses aux procédures fixées par les lois ? Au nom de la sécurité, combien de meurtres n'ont-ils pas été commis par les forces de l'ordre et couverts par les autorités ? Au nom de la sécurité, combien de jeunes assassinés par des beaufs dans les cités ? Enfin, au nom de la sécurité, combien de fois dans l'Histoire n'a-t-on pas tenu pour responsables les populations immigrées des maux dont souffrait la société ?

Sécurité des biens, des personnes, respect du travail d'autrui, de la propriété, de l'intégrité physique, combien de fois ne fait-on pas appel à ces notions pour justifier tel ou tel acte ? Il y a donc autour de ce mot sécurité toute une série de mythes et de valeurs, de situations mettant en interaction le physique, le psychologique, le social et le politique d'une société.

À l'heure de la désagrégation du tissu social qui entraîne son lot d'exacerbation et de violences dans les banlieues, de la criminalisation de catégories sociales et de populations étrangères, la sécurité est devenue le facteur essentiel de stabilisation et d'unification des valeurs et des repères, le catalyseur de toutes les revendications sociales et identitaires.

Dans ce premier article, nous retracerons les questions liées au concept de sécurité pour revenir dans le prochain numéro de *REFLEXes* sur les politiques menées depuis 20 ans en ce domaine, démontrant les glissements progressifs de l'ensemble du corps politique (de la droite et surtout de la gauche) qui, pour garantir la pérennité du système capitaliste, donne les pleins pouvoirs aux forces du maintien de l'ordre... Assurant par là-même le succès grandissant des forces d'extrême droite.

Évolution du concept de sécurité

La sécurité telle que la définit le Larousse est une situation, un état tranquille qui résulte de l'absence réelle de danger d'ordre matériel ou moral. Variables dans le temps et l'histoire des sociétés humaines, de nombreux paramètres économiques, sociaux, psychologiques et culturels sont à prendre en considération pour une étude qui se voudrait exhaustive. Comme tout ce qui régit une communauté, la sécurité, ou plus exactement la notion de sécurité, est le résultat des rapports de force internes à une société, de l'idéologie dominante et de l'organisation sociale et politique.

Nous ne ferons pas ici une historiographie de la sécurité ; nous nous attacherons aux questions qui nous préoccupent sur les rapports entre sécurité, institutions chargées de son maintien, son rôle politique, idéologique et social. La sécurité est rattachée à la notion d'ordre public et à l'autorité chargée de le garantir : la police, qui trouve son fondement dans le contrat social entre l'individu et la communauté.

La police est donc chargée de l'ordre public ; celui-ci, après la Révolution, a été dominé par le grand principe de la déclaration des Droits de l'Homme, la primauté de la liberté individuelle avec son corollaire, la protection de l'individu et celle de son prolongement, la propriété ; toute atteinte à ces principes était contraire à l'ordre public.

La notion d'ordre public a varié. À l'ère du libéralisme, seule la loi pouvait porter atteinte à la liberté telle que l'avait conçue l'idéologie bourgeoise de la Révolution ; mais, sous la pression des faits, cette notion se nuança ; il ne s'agissait plus seulement de défendre la République et de réprimer des atteintes aux règles fondamentales de la société, mais aussi d'intégrer en son sein ses propres victimes et en particulier les sacrifiés ou les déshérités de l'industrialisation.

La notion d'ordre public a bien changé depuis vingt ans. La remise en cause de ce qui avait fondé l'État-providence, les acquis des luttes sociales et des compromis entre capital et travail (les Trente Glorieuses), entraînent de nombreux dysfonctionnements et un développement de l'exclusion qui se traduit par une insécurité sociale (chômage, misère, précarité) et physique (délinquance, suicide). La police voit donc s'accroître son rôle de maintien de l'ordre. Mais, le fait nouveau réside dans l'apparition d'une sphère privée du marché de la sécurité (police parallèles, vigiles, sociétés de sécurité) : l'État n'est plus le seul détenteur de la violence.

Un de ses fondements est pourtant ce droit légitime de l'usage de la violence parce qu'il est au-dessus des intérêts particuliers. La police était le principe d'action pour le pouvoir, tel que s'il ne veillait pas au maintien de l'ordre, il se ruinait lui-même et perdait sa légitimité en compromettant l'existence du groupe. Il y a donc une situation nouvelle, qui voit d'un côté le renforcement de l'appareil répressif, demandé par toutes les forces politiques (pour le «gros œuvre», notamment en ce qui concerne la «paix sociale») et de l'autre une décentralisation et une privatisation des moyens de police chargés de l'ordre public «quotidien».

Nous allons maintenant aborder un autre point qui ne peut être séparé de notre réflexion car évoqué dans tous les discours : la «sécurité d'une communauté», son droit à sauvegarder son identité, ses valeurs.

En effet, la «sécurité des frontières» est aussi ce qui a déterminé l'existence des États-nations, de leurs droits à l'usage de la force militaire pour la défense de l'intégrité du territoire (nous ne portons pas ici de jugement sur la justesse de ce principe). Lors de la Révolution française et dans les principes de la déclaration des Droits de l'Homme, à l'intégrité des biens et de la personne humaine est ajoutée celle de la communauté nationale.

L'insécurité, la déliquescence du pouvoir de l'État seraient liées à la perte de nos valeurs, à notre appartenance à une communauté qui transcende nos intérêts individuels. La peur de ne plus avoir d'identité, de ne plus constituer un corps homogène, d'être une «espèce» en voie de disparition fait de l'autre, de l'étranger (surtout lorsqu'il constitue un groupe avec ses propres références) un danger car il détruit ce sentiment sécurisant d'appartenance à

une communauté structurée et ordonnée. La sécurité collective du peuple français serait aujourd'hui mise en danger par «l'invasion étrangère». Il est évident que ce qui constitue le peuple français n'est jamais décrit, et pour cause. Pour prendre un autre exemple : au niveau international, le non-respect des directives décidées par l'ONU justifie toutes les «opérations de police» et de rétablissement de la sécurité du monde. Cela constitue aussi l'explication de l'engagement de la France dans la guerre du Golfe ; M. Rocard parlant de la sécurité de la France pour son approvisionnement en matières premières, Mitterrand de «simple opération de police». C'est aussi le cas des États-Unis avec la doctrine Monroe qui leur octroie le droit de se protéger et de décider ce qui est dangereux pour leur sécurité dans toute l'Amérique et dernièrement avec la guerre du Golfe dans le monde entier.

On voit donc que la notion de sécurité est très élastique, adaptée selon les circonstances et les rapports de force d'une société, dès que l'on s'éloigne de la simple question d'un respect de l'intégrité physique des biens et des personnes.

Du rapport social à la «biologisation»

L'insécurité est-elle un produit social ou biologique ? Cette opposition n'est pas simplement une querelle d'intellectuels. Elle structure profondément les tâches des outils de répression dont se dote une société (police, justice, acteurs sociaux, etc.)

Dans son livre *Retrouver la sécurité*, Bernard Plaisait, membre du Parti républicain, introduit bien cette idée : «Les nouveaux clochards apparaissent souvent comme les héritiers des hippies d'il y a vingt ans, et des routards de naguère. [...] Après tout, faut-il s'étonner que vingt ans d'apologie de la marginalité aient fait naître des marginaux, que la contre-culture débouche sur une contre-société ? [...] Le rousseauisme écologique, les naïvetés conviviales, la croyance qu'il est possible de changer le monde reposent sur l'idée que l'homme est naturellement (biologiquement) bon, égalitaire, pacifique. Il s'agissait donc de le "libérer". Alors, on a donné libre cours à ses instincts.» Et de poursuivre un peu plus loin : «Il faudrait une société dont l'armée puisse accueillir les "têtes brûlées", où l'entrepreneur ne serait déconsidéré ni socialement ni fiscalement ; une société qui, au lieu de nier les pulsions agressives, les structurerait et les baliserait». Ce qui revient à dire qu'on est chômeur du fait de l'idéologie de mai 68, et non en raison du système économique. Quant aux «délinquants», ils pourraient devenir des mercenaires à la solde de l'État, trouvant ainsi des raisons légitimes à leur instinct de violence.

Dans les années 1970, M. Poniatovski, adepte du déterminisme biologique et de la supériorité de la race indo-européenne, pensait «qu'un contrôle plus étroit [serait] fait sur les catégories de la population d'où émanent les trois quarts de la criminalité». Le contrôle n'est plus simplement envisagé dans son simple aspect policier, mais aussi physique et psychique ; c'est reconnaître les causes sociales de l'insécurité tout en ayant comme remèdes uniquement la criminalisation et l'emploi de mesures répressives. La délinquance est donc une déviance à l'ordre naturel pour les penseurs de l'école néo-libérale. Les conflits et les instincts sont réduits à leurs aspects biologiques, faisant l'impasse sur tout ce qui concerne la nature des rapports sociaux. Est délinquant celui qui se retrouve en marge de l'ordre capitaliste, tel le vagabond (instable), celui qui fait usage de drogue (improductif), le voleur (trahissant le jeu marchand), l'homosexuel (non reproducteur). Retrouver la sécurité, l'harmonie sociale, cela passe donc par un traitement des déviants et leur élimination de la société.

Cette idée, qui sévit dans nombre de pays totalitaires, revient en force. Certaines personnes «respectables» comme Pandraud ou Raoult déclarent qu'il faut ouvrir des centres ou des institutions pour les délinquants et rejoignent en fait l'extrême droite qui souhaite incarcérer les criminels dangereux aux Iles Kergelen.

L'armée, qui a pendant longtemps recueilli les gens les plus pauvres de la société, servirait de refuge et de lieu de «reclassement». Car de plus en plus, on lui ferait jouer un rôle de mercenariat, n'étant plus l'outil primordial pour cimenter l'unité française ; les «délinquants» trouveraient par ce biais un moyen de se racheter.

Si la violence ou la hiérarchisation sont naturelles comme nous l'expliquent les darwinistes sociaux de la Nouvelle Droite, le système économique, lui en tout cas, est une conséquence de notre organisation sociale et politique. Le mélange entre la notion de sécurité et d'ordre naturel est une construction idéologique dont les raisons sont à rechercher dans les philosophies des organisations politiques qui l'utilisent.

La «rééducation» des milieux «déviants» dans les banlieues se fait sous d'autres appellations : animation sociale, formation professionnelle, etc. L'objectif est d'empêcher toute unification autour de revendications sociales de la part des exclus en séparant le bon grain de l'ivraie ; pour ceux qui restent sur la touche, seul un traitement d'ordre répressif et coercitif sera à même de remettre de l'ordre dans les relations sociales et humaines de la société urbaine et de faire vivre en sécurité les populations. On pourrait rapprocher cela du fameux «seuil de tolérance», autre notion soi-disant naturelle et biologique, qui fait de l'étranger un danger pour la sécurité d'une communauté dès lors qu'il dépasse un certain pourcentage de la population. Une fois encore, des critères quantitatifs servent de référents pour des mesures discriminatoires, voire racistes ; le côté économique et social est écarté.

De la peur à l'idéologie sécuritaire

«La France a peur !» Cette intervention du présentateur d'un journal télévisé au début des années 1980, Roger Gicquel, est restée gravée dans les mémoires comme la médiatisation de l'insécurité urbaine. Violence, drogue, délinquance, l'individu se trouverait dépossédé de toute possibilité d'action pour faire face aux dangers qui le menacent. Incapable de rassurer l'imaginaire individuel, pour cause de faillite des institutions coercitives que sont par exemple la police et la justice, l'État manquerait à ses premières obligations : la sécurité des biens et des personnes. La fin de l'État-providence ne se limite pas aux questions économiques et sociales mais s'étend à son rôle de protecteur. Cette insécurité galopante est mise sur le devant de la scène lors des premiers échecs des plans Barre de lutte contre le chômage à la fin des années 1970 sous le gouvernement Giscard.

Poniatowski, alors ministre de l'Intérieur, déclare : «Je voudrais que le Ministère de l'Intérieur s'appelle le Ministère de la Sécurité des Français.»

Avec sa médiatisation, la sécurité devient un concept idéologique et politique qui n'a de cesse de se servir de tous les fantasmes individuels et collectifs.

Cette construction idéologique (système d'idées, de représentations et d'images déterminant une conception globale du monde et de la vie) autour de la sécurité s'est faite lentement et a pris définitivement tout son sens dans le milieu des années 1980, lorsque la gauche s'est rangée derrière le discours sécuritaire, l'a adopté, l'a institutionnalisé. Ce qui sous-tend cette idéologisation, c'est le besoin de garder intact les rapports sociaux, de ne pas les transformer. La sécurité devient donc un enjeu primordial car les raisons «objectives de l'insécurité» grandissent avec la mise à l'écart d'une fraction de la population. Cela n'est pas neuf. L'histoire des «classes dangereuses» au XIX^{e} siècle est là pour nous le rappeler. La construction de l'idéologie sécuritaire a aujourd'hui des atouts puissants : la manipulation et la désinformation. Ceux-ci sont le fruit de toute la classe politique, mais aussi des «décideurs» (pouvoirs publics, médias, acteurs sociaux). Lorsqu'on interroge les gens sur «leurs peurs», on s'aperçoit qu'elles sont très diverses et touchent bien d'autres aspects de la vie quotidienne. Le chômage, la précarité, le délabrement dans les quartiers sont aussi souvent cités, voire considérés comme les premières raisons de l'inquiétude. La restriction de la sécurité à deux éléments (la «protection des biens et des personnes» et la «question nationale») n'est pas fortuite et ne représente pas la «pensée» effective, quantifiée, scientifique de l'opinion publique. L'idéologie sécuritaire est un discours qui fonde la sécurité sur un contrôle policier des lieux sociaux et qui écarte le problème de la crise économique et sociale pour construire un discours basé sur la restauration d'un ordre social s'appuyant sur l'émergence d'un État fort et répressif, notamment dans deux domaines, la police et la justice. ■

notes de lecture

SOMMAIRE

Histoire de l'antisémitisme (1945-1993) • Les Héritiers du IIIe Reich • La Liste de Schindler • Free to Hate • Le Vlaams Blok • La collaboration dans l'Eure (1940-1944) • Le vote sanction • Le vote Front national à Mantes-la-Jolie

HISTOIRE DE L'ANTISÉMITISME de 1945 à 1993

Sous la direction de
Léon Poliakov
420 pages
édition Seuil 1994
150 francs

Ce livre est une gageure. Il essaie de poursuivre l'œuvre entreprise par Léon Poliakov et qui compose déjà deux tomes : *L'âge de la foi* et *L'âge de la science*. Après avoir fixé les notions d'antisémitisme contemporain et de sionisme, antisionisme, les différents auteurs font le panorama de l'antisémitisme dans les diverses parties du monde : Allemagne, Pays-Bas, France, Espagne et Amérique latine, Autriche, Pologne, Russie, États-Unis, Vatican, Islam et un saupoudrage de pays, de la Tchécoslovaquie au Japon. Chaque auteur a bien sûr eu toute liberté pour traiter son sujet mais dans l'ensemble, on retrouve les mêmes thèmes : étude du contexte historique et politique, étude de l'antisémitisme dans l'opinion publique, et enfin description des mouvements ouvertement antisémites, c'est-à-dire en général d'extrême droite. Tous ces articles ne visent donc pas à la précision, mais essaient juste de brosser un tableau général.

Comme j'ai pu l'écrire quelques lignes plus haut, ce livre est une gageure et il n'est pas certain qu'il atteigne son objectif, pour de multiples raisons. Tout d'abord, il semble évident que traiter un tel sujet en voulant l'historiser sur quarante années alors que c'est une notion politique très connotée et, hélas, bien vivante à notre époque, n'est pas aisé. Mais le problème du livre n'est pas là. Il se situe avant tout dans le maniement des notions de sionisme / anti-sionisme / antisémitisme : les auteurs partent d'un postulat qui est que le sionisme est une notion archaïque, qui n'existe plus car la mise en place de l'État d'Israël l'a rendu caduque. Ainsi, au sein-même de la communauté juive, l'anti-sionisme juif aurait disparu car tous les Juifs se seraient ralliés à l'État d'Israël (p. 24), manifestant ainsi «une acceptation générale des principes du sionisme» (p. 25). Mais à partir de cette idée, qui somme toute peut être discutée (même si elle me semble contestable, en particulier lorsqu'on fréquente les milieux d'extrême gauche), les auteurs développent le processus suivant : dès lors que le sionisme n'existe plus, l'anti-sionisme n'a plus de raison d'être et il ne fait donc que masquer l'antisémitisme. Celui-ci est alors avoué lorque l'anti-sionisme provient de l'extrême droite (l'anti-sionisme est alors un codage, ce qui est tout à fait exact), inconscient ou inavoué lorsqu'il provient de milieux de gauche et d'extrême gauche. «L'antisémitisme version anti-sioniste n'est pas seulement déguisé : il se croit innocent ou se donne pour tel (p. 29).

En même temps, les auteurs reconnaissent tout à fait qu'il n'a pas été rare que les adversaires d'Israël soient qualifiés d'antisémites à tort puisque «à l'évidence, on peut être anti-sioniste ou anti-israëlien sans être pour autant antisémite» (p. 23). Cela montre à quel point les notions de sionisme et d'anti-sionisme sont difficiles à cerner puisqu'en l'espace d'un chapitre les auteurs énoncent une multitude d'assertions contradictoires. Le principal problème induit par cette vision des choses est que l'on finit par ressentir un malaise certain, en particulier après avoir lu les chapitres concernant l'Allemagne et la France où toute attitude sceptique ou hostile envers l'État d'Israël est assimilée à une manifestation d'antisémitisme. Les auteurs pratiquent alors l'assimilation : Yasser Arafat devient suspect d'antisémitisme parce qu'il est le neveu du grand mufti pronazi Hadj Amin al-Husseini (p. 61), le *Spiegel* devient suspect parce qu'il est «bienveillant envers les Juifs qui critiquent l'État d'Israël» et les attaques contre Wolf Biermann de la part de la gauche et extrême gauche allemandes lors de la guerre du Golfe auraient été des attaques antisémites (alors même que Wolf Biermann, tout en ayant été blessé par la dureté des attaques, ne les considère pas antisémites (p. 88) *cf.* la soirée d'Arte du mois de décembre 1993), etc. Cela ne signifie pas que je nie tout antisémitisme de la part de militants de gauche ou d'extrême gauche, mais le parti pris des auteurs est très marqué. Il aboutit à une mauvaise foi parfois évidente, comme lorsque Ulrike Meinhof se voit accusée (p. 88) d'avoir traité les victimes de la Shoah d'ordures parce qu'elle a déclaré en 1972 que «Auschwitz, [c'était] le meurtre de six millions de Juifs déversés à la décharge à ordures de l'Europe» alors que justement elle dénonçait ce fait, ou lorsque dans le chapitre sur la France, l'auteur croit faire preuve d'honnêteté en dénonçant «l'antisémitisme particulièrement fort aux deux extrêmes» (p. 159). Extrême gauche = extrême droite, la boucle est bouclée et c'est d'ailleurs un thème récurrent de ce chapitre.

Il est fort dommage que ces premiers chapitres soient ainsi faussés car d'autres offrent un bon panorama de l'antisémitisme dans les pays étudiés : l'Autriche, la Pologne, la Russie et rectifient la mauvaise impression laissée par le premier tiers du livre. À lire donc d'un œil très critique.

LES HÉRITIERS DU IIIe REICH

de Patrick Moreau
Éditions du Seuil mars 1994
510 pages 160 francs

À l'approche des élections européennes, il semble plus que jamais nécessaire de connaître et de comprendre l'extrémisme de droite hors de nos frontières : le cas de l'Allemagne, de par son histoire et les récents événements qui s'y sont déroulés, est certainement un des plus importants. L'auteur, appuyé par une recherche universitaire des plus sérieuses et un travail d'enquête assez impressionnant, réussit à nous offrir, sous forme chronologique, une vue panoramique assez large de l'extrême droite allemande, dans sa continuité et ses évolutions. Pour les lecteurs informés, outre un historique détaillé (des insuffisances de la dénazification aux groupuscules terroristes), la présence de nombreuses annexes (liste des organisations et détails de leur structure, du nombre de leurs militants et son évolution dans le temps, de leur publication, de leur présence dans les administrations publiques...) font des *Héritiers du IIIe Reich* une bonne référence pour ceux qui s'intéressent de près à l'extrémisme de droite, et qui, pour évaluer concrètement l'importance et le fonctionnement de ce mouvement en Allemagne, auront entre les mains un outil fiable et pratique. On peut en revanche émettre des réserves quant à l'analyse politique de l'auteur. Fervent admirateur de la démocratie libérale, celui-ci vante les mérites du renouveau nationaliste allemand (tant qu'il reste entre les mains des partis traditionnels), tombant alors dans le piège de la Nouvelle Droite qu'il dénonce par ailleurs, mêle sans ménagement les extrêmes de droite et de gauche (en faisant un portrait plus que

(suite page 36)

(Suite de la page 35)

caricatural des autonomes allemands). Pire, il applaudit le travail de la police dans sa lutte antifasciste (oubliant son laxisme lors des incendies de foyers d'immigrés, et sa «remarquable» efficacité en ce qui concerne la criminalisation des antifascistes), passe totalement sous silence le virage à (l'extrême) droite des partis traditionnels et promet à l'Allemagne capitaliste un avenir radieux où les extrémistes de droite s'éteindront d'eux-mêmes...

En passant sur la vingtaine de pages que constituent l'introduction et la conclusion, mélange indigeste d'optimisme aveugle et d'analyses bien-pensantes, le livre n'en reste pas moins un repère bien fourni pour qui veut mieux cerner la peste brune outre-Rhin. ■

CINEMA

LA LISTE DE SCHINDLER

de Steven Spielberg
avec Liam Neeson,
Ben Kingsley, Ralph Fiennes

Une fois par génération, un film touche le point sensible, capture l'esprit du temps et fait réfléchir. *La liste de Schindler* fait partie de ces films. Une des raisons est qu'il arrive au moment où tout le monde est témoin de la montée phénoménale du racisme et du fascisme à travers l'Europe, montée qui s'accompagne de tentatives de négation de l'Holocauste. Les négationnistes ne vont pas aimer ce film, car il montre ce qui se passa pendant l'Holocauste - Spielberg montre avec minutie la vie des Juifs sous le régime nazi ; les rafles, les exécutions, la faim, la brutalité d'être parqués dans les ghettos, la liquidation de ces ghettos, puis la réalité de ce que les nazis appelaient «le traitement spécial», le gazage puis la crémation de millions de Juifs. Personne n'aimera ce film. Ce n'est pas un film qui vise à être aimé. Mais c'est un film qu'on doit aller voir. Pourquoi ?

Ce n'est pas un documentaire, mais une fiction sur la vie et l'œuvre d'Oskar Schindler, le «bon» nazi qui consacra sa vie à sauver autant de Juifs qu'il pouvait du sort qui les menaçait. Tourné en noir et blanc, il ressemble cependant à un documentaire, comme ceux des Actualités Pathé qui furent montrées dans les cinémas après la victoire des Alliés. À cause de cela, le spectateur, qui sait qu'il voit une fiction, a l'impression de voyager dans le passé, tout en restant dans le présent. L'importance de *La Liste de Schindler* ne doit pas être sous-estimée. Spielberg, utilisant la fiction pour représenter la vérité historique, nous rappelle ce que le nazisme est en réalité : génocide et folie. En utilisant la fiction et non le documentaire, il est assuré que son film sera vu par le plus grand nombre de spectateurs, en particulier par des gens qui ne regarderaient pas un documentaire sur l'Holocauste à la télé par exemple mais qui vont voir des films d'Hollywood à gros budget. Et peut-être alors commenceront-ils à comprendre l'histoire. Ce n'est pas un film facile à regarder. Ne vous attendez pas à voir du glamour, ou à voir vos émotions manipulées (D'accord cela arrive quand même, mais c'est Spielberg et Hollywood). Vous aurez à la place trois heures poignantes et douloureuses. Le passage le plus dur a été, pour moi, la scène où les enfants jouent dans la rue alors qu'il commence à neiger, puis vous réalisez qu'il ne s'agit non pas de neige mais de cendres humaines venant des crématoriums. En tant qu'enfant de survivant de l'Holocauste, ce film est presque impossible à regarder. Mais il fallait que je le vois. À la fin du film, il y a eu des applaudissements assourdissants, puis tout le monde a quitté la salle en silence. Il m'a été impossible de parler pendant le reste de la journée.

Allez voir ce film - c'est un film pour votre génération, un film qui vous fera peut-être pleurer, ou qui vous choquera, vous remuera et vous rappellera que nous vivons une époque menaçante. C'est un film qu'un jour vous serez content d'avoir vu. Car c'est seulement en se confrontant avec le passé qu'on peut vivre dans le présent. ■

FREE TO HATE

de Paul Hockenos
Routledge
London, 1993

Ce livre est une contribution bienvenue au débat actuel sur la montée de l'extrême droite en Europe de l'Est. Il contient une analyse détaillée de la situation dans l'ancienne Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Pologne, en Roumanie et en République tchèque, avec un chapitre sur l'antisémitisme. Le problème estqu'il règne dans la plupart des pays de l'ex-Bloc de l'Est une grande confusion politique et économique et identitaire.

Il est clair que 40 ans de communisme totalitaire non ni stoppé, ni éradiqué le fascisme. Beaucoup de gens à l'Ouest ont été étonnés par le rapide développement du nationalisme et de l'extrémisme politique depuis 1989. Mais ce n'est pas surprenant : les signes précurseurs étaient plus anciens. Hockenos note que si les Allemands de l'Est étaient si fiers de se proclamer «État antifasciste», l'État qui avait battu le nazisme n'a rien fait pour épurer les structures politiques de l'après-guerre des anciens nazis, et encore moins pour enseigner à la population, et en particulier aux jeunes l'histoire de la guerre, de l'Holocauste et de la nature du fascisme. L'analyse des staliniens allemands était la définition communiste classique, le fascisme n'étant que la version la plus extrême de l'enfer capitaliste. Avec cet éclairage, il n'est pas surprenant que le fascisme renaisse en Allemagne de l'Est. Dans un pays où tout ce qui venait de l'Ouest capitaliste était refusé aux jeunes, il n'est pas surprenant que ces derniers soient attirés par des mouvements politiques de l'Ouest qui sont aussi considérés comme interdits.

Cette analyse n'est pas aussi simple pour les autres pays de l'Est où l'idée «un peuple, une nation» existait bien longtemps avant la Seconde Guerre mondiale. Par conséquent, libérés du régime totalitaire, ces pays se tournèrent vers cette idée, par rejet du communisme, et cette idée «un peuple, une nation» devint une philosophie politique d'extrême nationalisme.

Hockenos ajoute une touche personnelle, puisque *Free to Hate* est aussi un voyage personnel à travers l'Est et à travers l'apprentissage de sa compréhension de cette région. Une lecture essentielle pour qui est intéressé par la montée du fascisme dans cette partie de l'Europe, qui devient jour après jour une source d'inspiration et d'activités pour les fascistes occidentaux, qui espèrent bien que cette région sera le point de départ d'un nouveau quatrième Reich. ■

LE VLAAMS BLOK

de Hugo Gijsels

Les livres sur l'extrême droite en Belgique flamande se multiplient : *Le Chagrin des Flamands, le Vlaams Blok de 1938 à nos jours* de H. Gijsels puis *Les voilà qui arrivent !* où Jos Vander Velpen consacrait de nombreux chapitres au Vlaams Blok.

L'ouvrage est découpé en trois parties. La première dresse une histoire du mouvement flamand depuis 1914, insistant en particulier sur la collaboration de mouvements flamands avec les Allemands (en particulier l'Union nationale flamande), la traversée du désert de 1945 à 1978 (création de la Volksunie qui voulait rassembler l'ensemble des Flamands, apparition du Vlaams Militanten Orde d'abord milice de la Volksunie puis milice néo-nazie), et la montée qu'on espère résistible du Vlaams Blok de 1978 à aujourd'hui. La deuxième partie de l'ouvrage est une analyse des différentes positions du Blok sur entre autres l'amnistie des collaborateurs, la culture, l'économie, l'Europe, l'Islam, le nationalisme, le racisme, le révisionnisme... Le livre se termine par des biographies de Karel Dillen, des parlementaires et des responsables du parti. ■

Éditions Luc Pire - Espace de Libertés
1993, 795 FB ou 135 FF
On peut le commander 905 FB (frais d'envoi compris) par mandat-poste international libellé en francs belges aux Éditions Espace de Libertés, Campus de la Plaine ULB, CP 236, boulevard du Triomphe 1050 Bruxelles, Belgique.

LA COLLABORATION DANS L'EURE 1940-1944

Julien Papp
Éditions Tirésis-Michel Reynaud
278 pages, 150 francs

Les études sur la Collaboration se multiplient depuis plus d'une vingtaine d'années. De nombreux historiens travaillent sur des études régionales et départementales, mais ces dernières sont rarement publiées - excepté dans la *Revue d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale* ou dans les revues des spécialistes. Avec ce livre, on peut mesurer l'impact de la collaboration dans un département rural de la zone occupée, et cette étude est accessible à tous.

Travaillant en grande partie sur les archives administratives et judiciaires, en particulier celles des commissions et des tribunaux de l'épuration, l'auteur décrit en détail les différentes formes de collaboration dans son département. Il tente de mesurer l'adhésion de l'opinion publique au régime de Vichy et à l'ordre allemand. Puis il étudie les différentes formes de collaboration qu'il divise en collaboration vichyssoise, collaboration non organisée et mouvements de collaboration. Julien Papp a recensé 264 maréchalistes encartés (dans *Les Amis du Maréchal*), qui sont aux trois quarts des hommes et issus majoritairement des classes moyennes ou supérieures. Pour ce qui est ses collaborateurs «fascistes», ils sont estimés à 300-350, principalement membres du Rassemblement national populaire de Marcel Déat (160 membres issus des classes moyennes ou sans profession), puis du Parti populaire français (54 membres, plutôt urbains et classes moyennes).

Par ailleurs, l'Eure comptait 122 collaborateurs membres d'organisations militaires ou policières (LVF, Waffen SS, Milice), dont la moitié étaient des combattants. La collaboration politique représentait 0,5% de la population du département, et était beaucoup plus faible que dans le reste de la Haute-Normandie, mais cette collaboration, qui a été indispensable aux Allemands et très meurtrière, n'a été qu'une faible partie de l'ensemble de la collaboration qui est plus difficile à mesurer. ■

LE VOTE SANCTION

PFNSP
Dép[t] politique du *Figaro*
120 francs

Depuis 1992, les Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques (PFNSP) et le Département politique du *Figaro* publient après chaque élection un recueil d'analyses. *Le vote sanction*, consacré aux élections législatives des 21 et 28 mars 1993, comporte une contribution de Pascal Perrineau sur le FN «Le Front national la force solitaire» rappelant un certain nombre de traits du vote FN à cette élection : le FN a progressé par rapport aux autres élections législatives en obtenant au premier tour plus de trois millions de voix et 12,42% des suffrages exprimés (contre 2,3 millions et 9,54% en 1988). C'est toujours la France des villes de l'est de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan qui vote FN (ce qui correspond selon l'auteur à la France des étrangers extra-européens et/ou aux régions où il y aurait une surcriminalité), mais le vote FN fait «tache d'huile» autour de ses bastions électoraux de la région parisienne, des banlieues lyonnaises comme si le malaise urbain se diffusait autour des campagnes les plus proches des villes. Par contre, dans son bastion du pourtour méditerranéen, la progression est plus faible, voire baisse légèrement. Après avoir attiré les classes bourgeoises en 1984, radicalisées par l'arrivée de la gauche au pouvoir, puis attiré en 1986-1988 les couches les plus populaires de l'électorat, il semble que FN progresse le plus actuellement chez les Français les plus traditionalistes (agriculteurs, artisans, commerçants et industriels, et chez les catholiques pratiquants réguliers). Les motivations du vote FN sont inchangées ; l'immigration, l'emploi et la sécurité.

Présent au deuxième tour dans une centaine de circonscriptions, il bénéficie lors des duels avec la droite classique d'un renfort de moins de 5% des inscrits, et lors des duels avec la gauche de plus de 10% des inscrit en moyenne. À noter que lors d'une triangulaire, si le FN garde son électorat, il ne progresse pas.

Si le FN perd son unique député aux élections de 1993, s'il ne brise toujours pas son isolement politique, il garde cependant un électorat important et radicalisé. ■

LE VOTE FRONT NATIONAL À MANTES-LA-JOLIE

LE GALES Patrick,
OBERTI Marco
RAMPAL Jean-Christophe
in Hérodote n°69-70, 1993

Dans les études des résultats électoraux du FN, on trouve de fortes corrélations entre vote FN et forte immigration, les études locales ont amené à relativiser ces conclusions en arrivant à la constatation suivante : «Plus un quartier serait proche d'une situation anodique (isolement, abandon des réseaux associatifs, absence de politique locale intégratrice, déficit de politique locale, concentration d'exclus), plus le vote Front national serait élevé». C'est cette constatation que les auteurs de l'article confrontent à leur ville, qui depuis 1984 accorde au FN des scores très importants (culminant à plus de 30% lors des régionales de 1992). La ville peut être divisée en trois secteurs : le centre-ville, Gassicourt et le Val Fourré (où habite l'essentiel des immigrés de Mantes). C'est au Val Fourré que le FN fait ses meilleurs scores (35% au régionales de 1992) et au centre-ville ses moins bons (un peu plus de 25% aux mêmes élections). Lorsque les auteurs étudient les votes par bureaux, ils remarquent que c'est dans les bureaux des quartiers habités par les populations relativement plus favorisées au sein du Val Fourré qu'on vote le plus FN, il n'y aurait donc pas de corrélation au niveau du sous-quartier entre pourcentages d'immigrés, chômeurs et jeunes avec le vote FN. La vie associative et culturelle est très présente au Val Fourré mais elle a changé de nature : pendant les années 1960, c'est un militantisme de classes moyennes de gauche et d'extrême gauche, et d'associations communautaires de la première génération d'immigrés qui anime le quartier. Dans les années 1980, on assiste à l'éclosion d'associations de la deuxième génération alors que les classes moyennes quittent le quartier, et que le FN utilise le désarroi des populations défavorisées en menant des campagnes contre la construction d'une mosquée au Val et pour le licenciement des immigrés à Talbot-Poissy. Depuis 1987, on assiste à une dégradation du climat social, un essoufflement de la vie associative et l'échec des politiques de «développement social». Pour les auteurs, la montée du Front national «trouve ses origines dans un contexte social plus général où s'entremêlent des phénomènes complexes tels que le chômage, l'échec scolaire, la politique de la ville, la médiatisation des banlieues, la ségrégation sociale et spatiale, les processus identitaires et culturels...». Face à cet ensemble de problèmes, la vie associative ne peut pas enrayer ce phénomène, ne pouvant pas agir sur les causes profondes de cette mal vie. S'il est presque sûr pour les auteurs que le PS a déjà perdu la mairie, il semblerait que la droite soit capable de battre le FN en 1995. ■

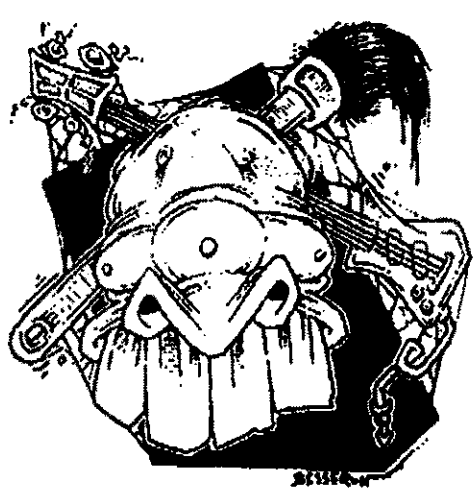
Interview d'Emmetrop / Est qui libre

qui trop Emme Est libre

Parce que tout reste à faire... Toujours ! Diffuser et inciter à produire de la matière culturelle pour toutes les zones géographiques de la ville. Lutter contre toutes les exclusions, être là. Donner du temps, de l'écoute de qualité et parfois, allumer des mèches, ouvrir des passions, unir autour de l'expression, donner voix à tous les cris.
Croire que l'art et la culture construisent l'individu, lui donnent les moyens les plus humanistes pour se mettre en situation dans le Monde.
S'engager aujourd'hui et demain, toujours plus avant dans l'élaboration d'une société moins dualiste, plus partageuse.
Affirmer haut et fort que notre évolution dépend de notre capacité à intégrer les valeurs et les cultures de ceux que l'on a tendance à exclure : jeunes et minorités.
Parce que tout reste à faire... Toujours ! L'association Emmetrop, chaînon manquant de l'action culturelles en direction des jeunes, n'entend pas produire uniquement de l'activité ponctuelle pour dédouaner la culture dominante de son incapacité à dialoguer avec ce qui est différent.
Deux années fortes et prenantes d'interventions culturelles en direction des jeunes et des quartiers ont renforcé notre détermination de ne pas séparer l'action ponctuelle d'une réflexion plus large sur les politiques culturelles jeunes.

REFLEX : Emmetrop fêtera ses dix ans d'agitation culturelle dans quelques mois. Depuis quelques années vous travaillez dans les quartiers périphériques de Bourges avec des subventions de la municipalité, de la DRAC... D'autre part, vous êtes un des groupes fondateurs du réseau antifasciste No Pasaran regroupant des collectifs libertaires. N'est-ce pas paradoxal ?

Emmetrop : Notre engagement est issu du mouvement alternatif des années 1980 qui a vécu essentiellement dans un milieu rock et libertaire. Avec l'émergence des structures indépendantes marginales, nous pensions tenir nos affaires en main, indépendamment des gros capitaux et des subventions, jusqu'à ce que la politique socialiste et démagogique dans les quartiers DSQ (Développement Social des Quartiers) impose son intégration Eau de Javel accompagnée d'un retour en force des majors compagnies et entreprises culturelles. Cette évolution a entraîné une radicalisation des indépendants vis-à-vis de ceux qui ont choisi de faire vivre leur alternative en fonctionnant différemment. Oui, Emmetrop va chercher l'argent auprès de la ville de Bourges, de la Direction régionale des Affaires culturelles, du Fonds d'Action sociale ou encore de la Direction départementale de la Jeunesse et des Sports... et alors ? Cela ne nous empêche pas d'affirmer notre identité et de militer pour la multiculturalité. Subventionné ne signifie pas bâillonné. Pour faire vivre nos alternatives, nous avons besoin de thune, nous, nous avons choisi d'aller la chercher là où elle est et d'en faire un autre usage : pas de gros événement culturel, pas de gestion de la misère, mais une lutte contre les exclusions (fascisme, racisme, sexisme...) et les réactions qu'elles entraînent (repli communautaire, individualisme...) par le biais de la culture. Nous cherchons à amplifier le rapport des jeunes avec la culture dans un esprit d'appropriation de nouveaux repères en vue de faire émerger de nouveaux liens sociaux. Au delà de mettre en place des manifestations vouées à une consommation passive, nous nous attachons toujours à impliquer les jeunes dans les manifestations et d'alimenter ces événements avec leurs idées, leurs projets, leur identité. Les budgets existent, nous préférons travailler à en obtenir une partie plutôt que de les laisser entre les mains des gestionnaires socio-cul de la crise. Tant que nous pourrons faire vivre cette alternative, nous n'avons pas de raison de changer de fonctionnement. Depuis trois ans, les subventions nous ont permis de diversifier et de multiplier nos actions et surtout de les confronter avec notre engagement libertaire. D'autre part, nous avons été partie prenante dans le réseau No Pasaran même si la plupart des collectifs de ce réseau s'autogèrent. Nous n'opposons pas autogestion et subvention. Chacun de nos fonctionnement a ses limites.



Justement, est-ce à cause de ces limites que vous avez développé une autre association, Est Qui Libre, aujourd'hui adhérente au réseau No Pasaran à la place d'Emmetrop ?

Oui, en partie. Emmetrop, c'est le ver dans la pomme, c'est un sous-marin qui fait un travail de fond, qui avance lentement pour aboutir à des micro-révolutions. Nous sommes sans cesse en équilibre sur une corde raide, c'est tous les jours que nous nous posons la question de nos limites, limites de notre radicalité, limites de nos partenariats face aux tentatives de récupération de notre travail. Est Qui Libre développe un militantisme plus activiste : Comité contre la double peine, pétition pour débaptiser la rue Alexis Carrel, organisation de manif contre la venue de Le Pen à Bourges... Tout ça, ce n'est pas le boulot d'Emmetrop, Emmetrop soutient publiquement ces actions mais n'apparaît

pas comme l'initiateur. C'est déjà un pari intéressant d'arriver à toucher des subventions sans tronquer notre parole. Je veux dire par là qu'on ne réalise pas des dossiers putes, nos dossiers annoncent clairement notre volonté de travailler autour de l'affirmation des cultures jeunes et non pas de l'intégration. Nous ne sommes pas subventionnés pour organiser une manif ou monter un comité contre la double peine mais ce n'est pas pour ça qu'Emmetrop ne lutte pas contre l'extrême droite et les exclusions...
Je crois qu'il est important que des associations comme la nôtre s'impliquent dans une réalité sociale, participe à un réseau antifasciste qui a la volonté de créer des espaces de contre-pouvoir sur le terrain social, culturel, politique, en lutte contre les exclusions, les politiques autoritaires et sécuritaires, l'extrême droite... Est Qui Libre est la courroie de transmission entre Emmetrop et le réseau No Pasaran. Le travail des deux associations se complète et s'interpénètre. J'espère que nous pourrons créer des liens solidaires au sein du réseau entre des assos et collectifs ayant des objectifs convergents même s'ils n'ont pas le même fonctionnement, car l'autogestion a également ses limites. Les collectifs autogérés sont souvent confrontés à des problèmes de trésorerie et de ce fait, dépensent énormément d'énergie à survivre, sans compter qu'un certain nombre d'entre eux ont du mal à sensibiliser d'autres gens que le petit auditoire convaincu qu'il faut écrire «révolution» avec un A cerclé.
Nous ne voulons pas jeter la pierre mais simplement dire que nous avons tous nos limites et qu'il faudrait enfin les accepter mutuellement pour que nos actions aboutissent.

Interview réalisée le 2 avril à Paris

Hé ! le Sud remonte plus vite !

Thème support à des rencontres, des histoires qui se croisent, se découvrent, retrouvent les mots des suds
Toulouse/Marseille - le Sud des raggas anticentralistes,
Alger/Oran - Le raï des voix rebelles,
le Sud d'hier mêlé à celui d'aujourd'hui.
Théâtre dans la rue - Le Sud, vivre dans la rue, réinventer la ville, s'asseoir sur le trottoir, prendre le temps, ne pas tout prévoir, laisser venir le soir, la chaleur qui tombe.

Tablée de quartier - invitation au mangement - spectacle en bas de la tour on mange ensemble, on en parle, de nos différences, de l'autre, de nos Suds

Musiques dans la rue
Que reviennent les gitans dans nos temps silencieux,
Que résonnent les cuivres dans la nuit autour du feu de la joie

À chacun son Sud - raconte moi ton Sud ! Je te dirai le mien.
Les langues retrouvées, déterrées, quand l'Occitan chante le Brésil, Provençal, catalan, devant !
À l'avant garde du communalisme internationaliste.

Images du Sud - photo vidéo de l'ailleurs, l'ailleurs en vrai, l'ailleurs en rêve, jeunes cinéastes du Sud, images sous rationnement.

Et nous, au Nord, barricadés dans nos certitudes, fabricant de servitudes, oublieurs de nos massacres,
Nord-Sud Les lignes hautes tensions des cultures blanches qui craignent les coups de soleil.

ABONNEMENT

- REFLEX^es (6 numéros) Diffusion — ☐ 100 francs ☐ 3 exemplaires 240 francs — ☐ 150 francs (soutien) ☐ 5 exemplaires 400 francs
- No Pasaran ! (10 numéros) — ☐ 50 francs — ☐ 100 francs (soutien)
- REFLEX^es + No Pasaran ! (ajouter 20 francs pour l'international) — ☐ 140 francs — ☐ 250 francs (soutien)
- Adhésion à l'association SCALP-REFLEX — ☐ 50 francs (précaire) ☐ et à partir de 150 francs en soutien — ☐ 100 francs

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Pays : Téléphone (facultatif) :

Chèque à l'ordre de REFLEX

ÉCRIRE À **REFLEX**
14, RUE DE NANTEUIL 75015 PARIS
ÉCRIVEZ-NOUS POUR DEMANDER UN CATALOGUE DU MATÉRIEL DISPONIBLE (AUTOCOLLANTS, T-SHIRTS, BADGES, LIVRES...)

«De cette Appellplatz,
en ce lieu de crimes fascistes,
nous jurons
devant le monde entier :
nous n'abandonnerons la lutte
que lorsque le dernier des
coupables sera traduit devant
le tribunal des peuples.
L'écrasement définitif du
nazisme est notre tâche.
Notre idéal
est la construction
d'un monde nouveau
dans la paix et la liberté.
Nous le devons
à nos camarades tués
et à leurs familles.
Nous le jurons.»

serment prononcé
au camp de Buchenwald le 19 avril 1945
par les rescapés de toutes les nationalités.